

Les Français et les déchets nucléaires

Philippe d'Iribarne
Ingénieur général des Mines
Directeur de recherche au CNRS

Rapport au Ministre délégué à l'industrie

Avril 2005

Sommaire du rapport

Sommaire	page 2
Avant-propos	page 3
Chapitre I : D'un sentiment très vif que l'on connaît mal le monde matériel au rôle central accordé aux personnes	page 7
On n'est sûr de rien	page 7
Qui croire? A qui faire confiance ?	page 11
Une forte conscience d'une grande ignorance technique	page 13
Des choses aux personnes	page 15
Chapitre II : Les déchets nucléaires; une triple ouverture sur l'infini	page 17
Des connaissances très vagues	page 17
Un danger peu maîtrisable	page 18
Mettre en cage ou rendre inoffensifs	page 21
Face à l'infini du temps	page 24
La terre ; des tremblements de terre à la crainte du magma	page 27
Infiltration, contamination, irradiation, explosion	page 30
La nature que l'on trouble	page 32
Les déchets échappent au monde ordinaire ; les stocker n'y change rien	page 35
Chapitre III : A qui faire confiance ?	page 37
Les scientifiques, savants, ingénieurs et experts	page 38
Les entreprises du nucléaire et les organismes qui gèrent les déchets	page 41
L'État et les politiques	page 43
Les effets de Tchernobyl sur la crédibilité des politiques	page 44
L'ambiguïté de Bure	page 46
Une prise de conscience bien tardive des problèmes posés par les déchets	page 47
Les anti-nucléaires ; un contre-pouvoir	page 48
L'utilité d'un débat public	page 50
Chapitre IV : Que faire ?	page 52
Des principes	
Agir de manière responsable, au premier chef à l'égard de nos héritiers	page 52
Une attitude de modération	page 55
Faire de son mieux	page 56
Une vision dynamique	page 58
Des choix	
Enfouir	page 60
Surveiller et être prêt à réagir	page 61
Stocker en vue de recycler	page 63
Où stocker et à quelle profondeur ?	page 65
Retraiter	page 67
Entreposer en surface	page 68
Quel avenir pour le nucléaire	
Vivre avec son temps	page 71
Sortir à terme du nucléaire	page 72
Le handicap des déchets	page 72
Chapitre V Proche ou loin de Bure	page 74
Loin de Bure	page 74
Près de Bure, une information plus riche	page 75
Un sentiment de ne pas maîtriser la question	page 76
Conclusion	page 79
Annexe : L'approche suivie	page 81

Avant-propos

Dans le rapport des Français aux déchets nucléaires, tel qu'il apparaît à travers l'étude que nous avons réalisée, il faut bien distinguer deux questions, qui relèvent de deux registres radicalement différents.

D'un côté, on trouve la prétention prêtée à certains des responsables du nucléaire, experts en tête, à enfermer les déchets pour les siècles des siècles dans une sorte de boîte parfaitement cadenassée, de façon telle qu'ils cessent totalement d'être une menace pour l'humanité future. L'évocation d'une telle prétention suscite massivement une réaction de rejet : les hommes, affirment en chœur les personnes interrogées, sont incapables de prévoir ce qui peut se passer sur des périodes de temps qui défient l'imagination ; considérée sur une telle durée, affirment-elles encore, la nature échappe à leur maîtrise ; elle réserve des surprises dont absolument personne, les savants pas plus que les ignorants, ne peut avoir idée aujourd'hui ; elle est susceptible de déjouer les plans les mieux conçus ; quelques assurances que l'on prenne, il finira bien un jour par se passer des choses que l'on n'aura pas prévues, et l'abîme dont on avait cru se protéger s'ouvrira alors malgré tout ; il est impossible de cerner aujourd'hui quelle serait l'ampleur de la catastrophe qui risque alors de se produire.

On a là une objection que l'on peut qualifier de métaphysique : le fini (l'homme) ne peut pas maîtriser l'infini (la nature dans l'infini des siècles) ou, en d'autres termes, l'homme n'est pas Dieu. Une telle objection a sans doute à voir avec les mythes d'Adam, d'Icare ou de l'apprenti sorcier, qui, les uns et les autres, ont refusé d'assumer la finitude de l'homme et s'en sont trouvés cruellement punis (ainsi l'apprenti sorcier a cru pouvoir enfermer le mauvais génie dans une bouteille et a bien fermé le bouchon, mais il était fatal qu'un jour ou l'autre un événement imprévu permette à l'esprit maléfique d'en sortir). Cette vision des choses, qui s'ancre dans l'expérience millénaire de l'humanité, s'exprime par le truchement d'adages (« ça n'existe pas la perfection », « le risque zéro n'existe pas », etc.). Elle est de plus périodiquement confortée par des épisodes tels que ceux de l'amiante, du sang contaminé, de Tchernobyl, etc.

Cette vision entre en jeu à propos des déchets nucléaires comme elle le ferait dans n'importe quel domaine de l'existence. Il suffit, pour qu'elle s'impose, de savoir que la durée de vie de ces déchets défie l'imagination. Peu importe dès lors que l'on ait ou non une idée plus précise des déchets eux-mêmes et des moyens sur lesquels on compte pour s'en mettre à l'abri. Il n'est pas besoin non plus de penser que tel ou tel événement précis risque de se produire. De toutes façons comment ne pas croire, vu l'échelle de temps en cause, que tôt ou tard il se passera quelque chose de dramatique même si l'on est aujourd'hui hors d'état d'imaginer ni ce que cela pourra être ni quand cela adviendra ?

Les connaissances plus précises que les personnes interrogées peuvent avoir sur tel ou tel aspect de ce qui touche aux déchets s'intègrent sans mal dans une telle vision. Le caractère peu prévisible des tremblements de terre, la dérive des continents, l'instabilité du climat, l'existence du terrorisme, le caractère mortel des civilisations, sont autant d'éléments susceptibles d'alimenter la conviction que toute prétention à faire en sorte que l'on soit parfaitement protégés des déchets, alors même qu'ils demeurent pleinement actifs, est illusoire. Mais si ces éléments nourrissent cette conviction, ils ne la fondent pas.

Face à une conviction de cette nature, les propos d'experts visant à convaincre de ce que la situation est maîtrisée, qu'on a trouvé un moyen de protéger l'humanité du caractère néfaste des déchets dans l'infini des temps (ou ce qui paraît tel), pèsent peu. Peu importe la qualité, si éminente soit-elle, des travaux scientifiques qui sous-tendent l'argumentation déployée. On est dans un registre où les savants, qu'ils soient physiciens, géologues, chimistes ou autres, et les ignorants sont vus comme à égalité. Plus encore, peut-être, les savants sont soupçonnés de succomber à des illusions auxquelles le bon sens populaire permet, pense-t-on, de résister. Au mieux de tels propos conduisent simplement à ranger les experts,

regardés comme sincères, dans la catégorie de ceux qui sont victimes d'une illusion de maîtrise. Au pire ces derniers seront accusés de mentir pour défendre de bas intérêts.

Une question radicalement différente concerne la façon la moins mauvaise de traiter, dans l'immédiat et dans les décennies à venir, les déchets existants et ceux que le parc nucléaire produira de toutes façon. Là, il ne s'agit plus de prétendre maîtriser l'infini des temps, mais d'apporter des solutions concrètes, avec leurs limites, à des problèmes circonscrits, au fur et à mesure qu'ils se présentent. On n'est plus dans un registre métaphysique, mais dans un registre technique. Dès lors, les experts sont bien dans leur rôle et retrouvent tout leur lustre. On ne peut plus leur opposer de savoir commun vis-à-vis duquel ils n'ont aucune supériorité par rapport au profane (voire même ils sont en position défavorable, étant suspects d'être aveuglés par le fait d'être juge et partie). Certes, les profanes peuvent encore avoir des avis (par exemple sur des questions de profondeur d'enfouissement, ou de risques inhérents à un entreposage en surface), mais en étant en général très conscients des limites de ceux-ci, voire du fait qu'ils sont susceptibles de reposer sur de purs fantasmes. Ces avis ne relèvent pas de convictions bien ancrées et sont susceptibles d'être modifiés par une information adéquate. Le savoir technique est alors en position dominante, à la seule condition que ceux qui le mettent en œuvre paraissent compétents et honnêtes. Souvent, du reste, le sentiment des citoyens ordinaires par rapport aux experts est du type : 'qu'ils fassent leur travail, qu'ils mettent en œuvre les manières de faire les plus adaptées ; nous sommes prêts à leur faire confiance'.

Le lien entre les deux questions vient de ce que si les experts, en prétendant maîtriser les déchets par delà les siècles, semblent tenter d'usurper un rôle où ils ne sont pas légitimes, cela menace leur crédibilité dans le rôle qui leur est reconnu : le rôle de recherche, au sein du temps des hommes, des solutions qui, avec leurs limites, sont les moins mauvaises possibles à des questions trop complexes pour que le profane puisse les maîtriser.

La place que peuvent tenir des connaissances précises des phénomènes concernés dans la formation des opinions se perçoit bien quand on compare les visions de la question développées par ceux qui demeurent dans la région du site de Bure aux visions de ceux qui en sont loin. Autant les premiers ont des points de vue très proches des seconds quand est évoquée la perspective d'enfermer les déchets pour les siècles des siècles, autant, mieux informés, ils voient différemment les questions techniques liées à la recherche d'une manière raisonnablement acceptable de stocker les déchets en attendant mieux. Cela laisse supposer qu'autant on ne peut imaginer qu'une meilleure communication suffise pour convaincre les Français que les hommes sont capables de maîtriser l'infini, autant on peut s'attendre à ce qu'ils soient ouverts à la diffusion de connaissances les incitant à regarder positivement des manières raisonnables de gérer au mieux l'impermanence du présent.

Cette question des déchets paraît d'autant plus importante que l'acceptation du nucléaire comme ressource pérenne d'énergie est en jeu. A entendre les personnes interrogées, il est impossible, si l'on ne réduit pas radicalement la dangerosité des déchets (si on les laisse 'vivants'), de mettre l'humanité à l'abri de leur nocivité dans l'infini des temps. Cette conviction vient heurter le sentiment que la génération présente n'a moralement pas le droit de léguer à sa descendance un cadeau empoisonné dont celle-ci ne pourra se débarrasser. Un nucléaire pérenne paraîtrait beaucoup plus acceptable si l'on voyait se dessiner de manière crédible la perspective de mettre les déchets hors d'état de nuire, en les ramenant à l'état de matière ordinaire, dans un délai raisonnable.

Par lettre en date du 21 mars 2005, le Ministre délégué à l'industrie m'a confié la mission de fournir un éclairage sociologique sur la perception des déchets radioactifs par les Français. Cet éclairage a pour fin, en complément des résultats scientifiques issus de quinze années de recherche, de contribuer à préparer l'échéance de 2006 qui constitue une étape importante dans la définition d'une solution de gestion des déchets radioactifs.

Dans tous les pays, les réactions de l'opinion à la question des déchets nucléaires constituent un sujet sensible. En France, en particulier, il est bien apparu qu'il était impossible de construire une politique réaliste de gestion de ces déchets en faisant abstraction de ces réactions. Celles-ci ont joué un rôle essentiel dans la décision prise en 1991 de suspendre toute décision définitive concernant cette gestion et d'entreprendre de multiples recherches permettant d'avoir une connaissance beaucoup plus précise des voies possibles. La difficulté à faire passer des messages mettant en avant les aspects de la question relevant de la physique, de la géologie ou de la science des matériaux, a pu parfois donner l'impression qu'on avait affaire à des réactions éminemment affectives qu'il était vain de chercher à comprendre. La recherche que nous avons entreprise est partie au contraire du pari inverse : derrière une irrationalité apparente se cache une certaine logique à laquelle il n'est pas impossible d'accéder ; de plus, saisir cette logique permettra de mieux concevoir une politique qui n'hésite pas simplement entre un mépris de l'opinion et une dépendance excessive à son égard, mais qui sache tenir compte au mieux à la fois des propriétés de la matière et de la manière dont les hommes habitent le monde qui les entoure. L'objet n'était pas de réaliser un sondage d'opinion de plus, posant quelques questions à un échantillon représentatif de la population, mais de tenter de comprendre ce qui fonde les opinions que l'on recueille : comment se construisent-elles à partir certes, dans une certaine mesure, de fantasmes, mais aussi d'éléments de réalité plus importants qu'on ne le croit parfois ? On trouvera en annexe des indications sur la manière dont la recherche a été conduite.

A écouter des Français ordinaires parler de cette question, on est frappé par le contraste apparent que l'on observe entre d'un côté l'étendue de leurs incertitudes et de leurs doutes et d'un autre leur capacité à parler du sujet, souvent non sans pertinence, et à avoir sur certains points des avis très tranchés, alors même que sur d'autres il ne voient pas comment faire autrement que de se confier aux experts. La recherche a permis de comprendre ce qui rend ces deux traits cohérents.

Le seul fait de parler de 'déchets nucléaires' fournit déjà à chacun, par la juxtaposition de ces deux termes qui sont familiers à tous, un accès minimum à la question. Tous savent ce qu'est un déchet, et y associent l'idée de pollution. Tous voient les déchets nucléaires comme une forme particulière de déchets, particulièrement difficiles à maîtriser. Tous ont entendu parler du nucléaire et des dangers qui lui sont associés, ne serait-ce que parce que Tchernobyl est dans toutes les mémoires. Par ailleurs, chacun assimile les situations nées de la présence des déchets nucléaires à certaines situations qu'il connaît et à propos desquelles il a son idée. Enfin toute une philosophie pratique de l'existence qui permet d'avoir des avis sur de multiples types de situations, définies par quelques propriétés générales, est massivement mise en œuvre. Cette philosophie pratique a une dimension de connaissance du monde : la nature est concernée, et l'on sait bien que celle-ci est largement imprévisible (les tremblements de terre que l'on ne sait pas prévoir, le climat qui change sans que l'on sache prévoir non plus) ; des savants sont concernés, et l'on sait bien que ceux-ci sont en général à la fois compétents, honnêtes, mais prêts à prendre leurs désirs pour des réalités quand ils affirment maîtriser les situations (cf. la vache folle, etc.) ; de gros intérêts sont en jeu et l'on sait bien qu'il ne faut pas trop faire confiance aux puissances d'argent, et que les politiques ne sont pas au-dessus de tout soupçon ; etc. Il est fait appel également, de manière très générale, à un ensemble de règles morales que véhicule la sagesse des nations : il faut assumer les conséquences de ses actes, et en particulier chacun est responsable de résoudre les problèmes qu'il a créés ; on ne peut pas demander l'impossible mais il faut faire de son mieux ; le progrès de la science permettra de faire demain bien des choses que l'on ne peut faire aujourd'hui, à condition qu'on s'en donne les moyens ; etc.

A ce fond commun de connaissances et de sagesse, se superposent plusieurs grandes images de l'homme face à la nature, à l'aune desquelles ce qui touche au nucléaire est perçu et jugé. Deux d'entre elles font particulièrement référence, pour le meilleur et pour le pire : d'un côté l'image du jardinier prudent et raisonnable, qui ne craint pas de modifier la nature pour lui faire rendre des fruits, mais sans oublier de l'entretenir, de veiller sur elle, d'assurer sa conservation ; de l'autre l'image de l'apprenti sorcier qui, troublant sans réflexion l'ordre naturel, déclenche des forces qu'il ne maîtrise pas.

Les personnes interrogées ne manquent donc pas d'une vision du monde qui permet jusqu'à un certain point d'avoir un avis sur les déchets, sans avoir besoin pour cela d'une idée autre que très grossière de ce qu'ils sont. En particulier, sauf rares exceptions, elles ignorent qu'il existe diverses catégories de déchets. Compte tenu de la place que tient l'horizon temporel concerné dans leurs réactions, ce sont les déchets à vie longue, avec tout ce par quoi ils échappent au monde ordinaire, qui les préoccupent. Simultanément, dans la majorité des cas, elles ont le sentiment d'être très mal armées pour se construire un avis informé et pertinent sur les innombrables aspects techniques de la question, aspects qu'il est nécessaire de prendre en compte dès lors qu'il s'agit de définir précisément ce qu'on va faire des déchets (choix, pour un stockage provisoire, entre stockage souterrain ou en surface, profondeur d'enfouissement en cas de stockage souterrain, moyens à mettre en œuvre pour assurer la sécurité du stockage en fonction des risques associés aux diverses options possibles, etc.). En la matière elles ne peuvent que faire confiance à d'autres, plus compétents. La question de savoir qui mérite cette confiance est dès lors essentielle.

Ces traits généraux des visions et des attitudes relatives aux déchets se rencontrent à des niveaux de connaissance très divers, chez les plus ignorants comme chez les plus savants. On les rencontre aussi bien chez ceux qui vivent près du site de Bure que loin de celui-ci. Ils se combinent avec des sentiments globaux très contrastés vis-à-vis du nucléaire en général.

Ces divers points seront développés dans les cinq parties de ce rapport.

Une première partie porte sur les connaissances et les doutes des personnes interrogées : certitudes négatives concernant les limites de ce qu'il est possible de connaître, et manque de connaissances techniques. Elle analyse la manière dont les incertitudes portant sur les choses conduisent à mettre au premier plan les questions portant sur les personnes.

Une deuxième partie aborde la vision des déchets eux-mêmes, des dangers dont ils sont porteurs, du temps au sein duquel ils vont continuer à vivre, de la terre où il est question de les stocker, des événements qui sont susceptibles de les affecter, de leur insertion dans la nature.

Une troisième partie s'intéresse à la manière dont sont vus les acteurs concernés, experts, entreprises du nucléaire, Etat, anti-nucléaires, public. Elle s'attache tout particulièrement à la confiance plus ou moins grande portée à chacun.

Une quatrième partie envisage les manières de gérer les déchets actuellement à l'étude, qu'il s'agisse des attitudes générales qui entrent en jeu, ou des solutions techniques (stockage souterrain, retraitement, entreposage en surface) susceptibles d'être mises en oeuvre. Elle évoque également la manière dont la question des déchets pèse sur l'acceptation du nucléaire comme source pérenne d'énergie.

Enfin, une cinquième partie examine ce en quoi ceux qui habitent dans les départements proches de Bure diffèrent de ceux qui habitent dans d'autres régions.

I

D'un sentiment très vif que l'on connaît très mal le monde matériel au rôle central accordé aux personnes

Non seulement les personnes interrogées ont en général du mal à se faire une idée précise des phénomènes qui sont en jeu dans l'évolution des déchets au cours du temps, mais beaucoup d'entre elles doutent même que cela soit possible pour quiconque. Elles vont jusqu'à penser, dans une proportion très significative, que le monde est tellement mouvant que la connaissance du passé ne permet pas de prévoir l'avenir. Dans ces conditions, tout ce qui peut être affirmé, et en particulier tout ce qui peut être dit de rassurant, sur les propriétés du monde matériel est vu comme sujet à caution. Cette source d'incertitude s'ajoute aux doutes de beaucoup des personnes interrogées quant à la sincérité de ceux qui cherchent à les rassurer. Au total seule une minorité est prête à prendre les propos rassurants pour argent comptant. Cet ensemble de doutes conduit à donner une place centrale à tout ce qui touche au degré de confiance accordée aux personnes qui interviennent, à un titre ou à un autre, dans la gestion des déchets. Cette confiance conditionne largement la manière dont les éléments d'information reçus sur le monde matériel sont intégrés dans la vision de celui-ci.

On n'est sûr de rien

Les personnes interrogées expriment sans cesse de multiples doutes. Ceux-ci tiennent aussi bien aux limites de leur connaissance, et même de la connaissance tout court, du monde matériel, qu'aux doutes qu'elles peuvent avoir sur la véracité de ce qui leur est dit. En la matière, les enseignements de la sagesse des nations sont complétés par ceux tirés de multiples épisodes (amiante, sang contaminé, etc.) touchant des domaines où on s'est aperçu, trop tard, de l'existence de dangers auxquels on n'avait pas pensé. Ces doutes fournissent une sorte de prisme au travers duquel tout ce qui peut être affirmé à propos des déchets, y compris les informations 'objectives', est reçu et prend sens.

La sagesse des nations alimente les doutes relatifs à la capacité des hommes à maîtriser le monde, ne serait-ce que par la pensée : « L'homme ne maîtrise pas ça. [...] Les éléments naturels on ne peut pas les dominer, ils vous dominent ». « L'avenir on ne peut pas le maîtriser ». « On ne sait pas ce que la vie réserve ». « On ne peut pas dire sûrement, jamais rien n'est sûr ». « On ne serait plus des humains on deviendrait tous des dieux si on était capable de maîtriser tout ».

Dans ces conditions, il est impossible, quoi qu'on fasse, de se parer contre tous les risques : « Ca n'existe pas la perfection. Mathématiquement il y a toujours un risque ». « Le risque zéro n'existe pas et n'existera jamais ». « On n'aura jamais de garantie à 100 % ». « Toute activité humaine, quelle qu'elle soit, comporte des risques ». « D'ailleurs, en industrie, il n'y a jamais de risque zéro ». « On n'a pas de preuve que ça ne nous fera rien, finalement. Des preuves scientifiques ». « À partir du moment où on n'a pas vécu là-dessus, tout est possible ». « Bon, si eux ils disent que c'est zéro, je pense qu'ils sont quand même pas loin du zéro. Mais pour moi le risque zéro, ça doit être dur à toucher. Le risque zéro, zéro, tout le temps tout le temps zéro... ».

Même quand on croit savoir parce qu'on a fait des études, des calculs, que l'on a des statistiques, il faut se méfier : « Il faut juste un accident pour que ce calcul soit rompu, donc c'est pas valable ». « Vous savez toutes les études qui sont faites ne sont pas toujours valables non plus, c'est pas toujours exact. On peut se tromper ». « Ce que je voulais dire, en fait, c'est qu'on n'est jamais sûr de ce qu'il va se passer, donc, même s'il y a des statistiques... ». C'est que les modèles sur lesquels raisonnent les experts ne sont jamais exactement conformes à la réalité : « Les gens qui vous disent ça sont peut-être honnêtes et ont sans doute mené des études beaucoup plus... des études bien supérieures à mes modestes connaissances. Et ils sont honnêtes dans (inaud), d'avoir fait et refait leurs calculs et ils ne se trompent

pas. Mais le problème c'est qu'on n'est pas... Ce sont des mathématiques appliquées, il ne faut pas qu'il y ait d'aléas, il ne faut pas qu'il y ait... [...] L'ordinateur prend une situation, on peut lui donner des coefficients, etc. de vieillissement, mais ça ne représentera jamais la réalité ».

C'est que, quelques précautions que l'on puisse prendre, les choses ne fonctionnent pas toujours comme on l'avait prévu. Divers événements sont cités à l'appui de cette conviction : « Tchernobyl n'était pas destinée à exploser, donc... Tant que ça marche comme on le souhaitait, tout va bien. Mais quand ça commence à dériver, là c'est la catastrophe, et là, on commence à se mordre les doigts en disant : 'On aurait dû faire autrement ou ne pas faire ça' ». « Bon, il y a toujours l'aléa. [...] Un des plus gros sinistres incendie qu'on ait connu en Europe, c'est l'incendie de Ford Cologne. [...] Tout ce site a été construit de manière à ne pas pouvoir brûler, vraiment toutes les précautions ont été prises. Peu de temps après sa mise en route, il a brûlé [...]. Il y a eu l'aléa, le petit truc qu'on avait oublié ».

Ce qui devrait arriver « normalement », « logiquement », « théoriquement » est une chose, mais la réalité peut être différente : « Donc là, si c'est vraiment imperméable, logiquement, ça ne devrait pas bouger. Normalement ». « Vous savez la vitrification, là encore, oui, théoriquement, mais vous savez que les premiers verres qui ont été fabriqués l'ont été il y a quelques milliers d'années, alors on sait qu'ils existent toujours. Mais dans quelques dizaines de milliers d'années, comment ils seront ? ». « Vous savez, toutes les Pyramides ont été violées alors que normalement ça n'aurait pas pu se faire ». « Moi je suis assez méfiante par rapport à toutes ces affirmations-là, parce que... on a bien souvent vu la pratique qui n'avait rien à voir avec la théorie ».

De plus, nombre des personnes interrogées (presque la moitié) affirment, à un moment ou à un autre, que le monde change tellement que les enseignements que l'on peut tirer de l'expérience ne permettent pas de prévoir l'avenir : « Les choses ne sont pas immuables. Quand il y a un système... le passé n'est pas forcément quelque chose de figé. On voit bien aujourd'hui, qu'il y a plein d'éléments nouveaux. On n'a aucune assurance de la reproductivité des choses ». « La terre elle n'est quand même pas ce qu'elle était il y a des millions d'années, il y a quand même les mers qui se sont rapprochées et puis se sont séparées, les continents... Donc on ne peut pas être sûr, moi je ne suis pas sûr du tout de ce qu'il peut y avoir. On ne peut pas dire que c'est fait une fois pour toute, c'est pas possible, il y a toujours des changements ». « Tout ça c'est pas très sûr, la nature humaine, elle n'est pas toujours très définitive ».

Cette idée, selon laquelle la connaissance du passé ne permet pas de prévoir l'avenir, est parfois étendue à l'impossibilité de le prévoir à partir d'expériences réalisées dans le présent : « Si c'est expérimental, on n'a jamais fait l'expérience de cette chose là, alors on ne sait pas ce qui se produira, c'est ça ? Donc, on a quand même toujours un peu d'inquiétude. [...] Parce qu'un laboratoire, ou le... expérimental ne peut lui-même prévoir ce qui se passera dans 10 000 ans. Donc c'est expérimental sur le moment présent, c'est ça ? ». « Les scientifiques étudient je dirais à court terme et ils étudient sur des domaines qui en ce moment, à un moment vraiment, à l'instant présent en fait, donc maintenant le sol est fait de telle manière, constitué de telle manière, le temps et les saisons sont de telle manière que dans mille ans (inaud). Qu'est-ce qui nous dit que dans mille ans le sol, l'écosystème et l'environnement sera pareil. Donc ce n'est pas quelque chose de linéaire (inaud), le temps ce n'est pas quelque chose de linéaire c'est quelque chose de variable en fait. On ne peut pas se projeter mille ans, même trois cent ans dans le futur ». « Ce n'est pas parce que ça n'a pas bougé depuis 200 ou 300 ans que demain... 100 millions d'années. Je veux bien y croire, mais je pense qu'on n'est jamais à l'abri justement d'un mouvement, je dirais de la nature. La nature peut faire de la radioactivité comme elle peut faire ce qu'elle veut, en fait. On en a eu la preuve dans pas mal de pays où il n'y avait jamais rien eu, et puis d'un coup il y a eu des tremblements ».

Une telle affirmation est souvent étayée en généralisant ce que l'on observe pour les variations du climat : « Quand on parle avec les anciens, ils peuvent vous dire qu'il y a peut-être 40 ans en arrière, tous les hivers il y avait une sacrée couche de neige, il y avait la pluie en saison de pluie, l'été était joli. Et maintenant. Donc, pourquoi pas les sols. Je veux dire : 'Il y a plein de choses qui peuvent changer, quoi' ». « Il y a peu de monde qui encore récemment acceptait et encore moins prévoyait le réchauffement. Par exemple, 40 degrés à Paris, franchement, moi quand j'étais petite, ça n'existait pas.

Donc, je ne vois pas. On ne peut pas du tout prévoir. En plus, c'est des changements beaucoup plus rapides que ce qu'on avait par le passé ».

L'action néfaste des hommes est souvent mise en avant : « Il y a aussi la vie de la Terre, aussi. Et malheureusement, il est possible que les activités humaines, justement, accélèrent le processus ». « Ben, moi je dirais, il y a un facteur quand même important, vous me parliez d'il y a 2 milliards d'années et c'était naturel. Et la différence, c'est que là, ce n'est pas naturel. Si la nature a créé ça, c'est qu'elle en avait besoin, maintenant je ne suis pas sûr que... ». « Je ne pense pas. Je ne pense pas parce que... Bon, il faut voir quand même que l'homme est en train de détruire son environnement à une vitesse phénoménale. Or, bon ben y'a... Y'a des millions, des centaines de milliers d'années, y'avait pas tant de pollution, quoi. On ne touchait pas la nature. On respectait la nature, on vivait avec elle. Bon, maintenant ce n'est plus du tout le cas. Ce n'est plus du tout le cas. [...] Donc, non, non, je ne partage pas du tout. [...] Je ne partage pas du tout l'idée que ce qui s'est fait il y a 100 000 ans, ça va se répéter régulièrement. Non, non. On est train d'accélérer les choses, et du mauvais côté malheureusement ». Là encore les variations du climat sont mises en avant, en soulignant ce qu'elles doivent à l'activité des hommes : « Ben, on ne peut pas prévoir les variations du climat, d'autant plus que on sait... les savants qui disent que la terre elle n'a pas bougé depuis des milliers d'années, ils ont raison, sauf qu'on sait qu'elle n'a pas bougé depuis voilà, tout ce temps là jusqu'à il y a 50 ans et que les 50 dernières années, il y a eu des dégâts et des changements climatiques énormes qu'il n'y a jamais eu durant 300 000 ans, uniquement par rapport à l'action de l'homme pendant ces 50 dernières années. Donc, non, moi je pense que la terre, les tremblements de terre, les changements climatiques et tout ça peuvent survenir de plus en plus souvent, à cause justement de l'action nocive de l'homme ».

Outre de tels propos, ouvertement sceptiques quand aux enseignements que l'on peut tirer de l'expérience du passé, on en trouve d'autres, au scepticisme plus voilé : « Je n'en sais rien ». « Je me demande comment ils font pour déterminer tout ça ; il n'y a rien de sûr ».

Ce scepticisme va de pair avec la conviction que ce qui peut se passer à très long terme dépasse ce que les hommes sont capables de connaître : « Je pense qu'effectivement on ne peut rien prévoir à l'échelle de 100 000 ans ». « On ne peut pas prévoir sur des centaines de milliers d'années à l'avance ». « On n'arrive même pas à imaginer vraiment ce que ça peut être, ni nous ni les scientifiques ». « C'est pareil, ils font des estimations je pense. Sur les déchets enterrés dans tant d'années mais bon. Sûr à 100% il faut être devin quand même ». « Quels sont les experts qui peuvent nous dire ce qui se passera dans 500 ans, dans 1000 ans ? ».

Un événement qui ne s'était jamais produit peut finir par advenir, au bout de milliers, voire de millions d'années : « Moi j'imagine que ça restera comme ça des milliers d'années, et pour une raison ou une autre, vous voyez bien, on trouve. [...] Je parle des dinosaures là, il y a des millions d'années et puis un beau jour on trouve ça ».

Même à l'échelle de quelques siècles, ou même d'un siècle, peut-on avoir des certitudes ? « Vous savez, je suis un béotien, je ne suis pas Madame Soleil, je ne sais pas. Plus je les écoute les gens qui savent, je ne crois pas qu'il y en a beaucoup qui sont capables avec certitudes de nous dire : 'Voilà dans 2 siècles, dans 3 siècles, voilà ce qu'on fera' ». « La vie est tellement bizarre, on ne sait pas dans cent ans... ce sera autre chose. On ne peut rien dire. [...] On ne sait pas si un jour ça pourra peut-être se détraquer. On ne peut pas, on ne peut pas dire la date, le jour. [...] Et la vie est tellement bizarre. Vous savez dans le ciel on ne sait pas ce qu'il y a. Y a des choses pas mal dans le ciel ».

Il arrive également que le manque d'expérience lié à la nouveauté du domaine soit invoqué ; ainsi, à propos de la possibilité d'évaluer les risques : « Ah, ça je ne pense pas, c'est encore trop nouveau tout ça ». « C'est vrai que si la radioactivité ne dépasse pas le taux moyen de la radioactivité naturelle, 10% enfin 10%, il faut peut-être accepter ça, mais on n'est pas sûr. Quelle garantie a-t-on ? C'est là que j'ai des doutes, parce que personne ne peut le dire, ça ne s'est encore jamais fait d'enfouir des déchets pendant 500 ans ».

Aux doutes liés au monde des choses s'ajoutent ceux qui concernent le monde des hommes : « Dans certains domaines, il y a des scientifiques qui ont dépassé les doses, qui ont fait des catastrophes ». « Il y a toujours des risques, de toutes façons c'est des humains, il y aura toujours des professeurs, qui font n'importe quoi ».

Cet ensemble d'éléments conduit beaucoup à une sorte de doute systématique : « On a beau avoir tout prévu, on ne sait jamais ce qui peut arriver ». Les instruments sur lesquels on s'appuie pour anticiper l'avenir sont-ils eux-mêmes fiables ? « C'est pas parce que il y a des appareils qui disent il y a risque zéro, mais est-ce que les appareils sont fiables à 100% ? [...] C'est peut-être vrai comme c'est peut-être pas vrai [...]. Parce que les appareils qui est-ce qui les construit ? C'est l'homme. Et même regardez voir dans la fusée Ar..., dans la fusée américaine qui est montée et pour un petit joint la fusée a explosé. Une petite fuite de rien du tout et ça fait une bombe, ça a explosé. [...] On ne peut pas savoir ce qui peut se produire ». Dans ces conditions, comment évaluer les risques : « Ce qui m'ennuie c'est qu'on n'a pas le recul suffisant pour pouvoir avoir des éléments objectifs sur les risques que ça représente ».

Ce qui est affirmé par ceux qui savent, scientifiques et experts, n'est pas pris nécessairement pour argent comptant : « Je suis extrêmement prudent sur les affirmations des scientifiques tant il est vrai que les affirmations d'aujourd'hui peuvent être contrariées par des études ultérieures. Donc, je suis assez sceptique sur la chose, je le reconnais. [...] Vrai ou faux je n'en sais rien. [...] J'avoue là que je suis dans le doute sur l'ensemble du sujet ». « Des prévisions restent des prévisions, donc il y a une part d'aléa [...]. Je ne pense pas qu'ils se trompent beaucoup, mais on ne peut pas dire que leurs prévisions soient sûres à 100 % ». Il n'est pas nécessaire d'être expert pour douter ainsi : « C'est compliqué, donc je ne suis pas physicien, je ne peux pas exactement savoir mais ça me... Ça me rend un peu sceptique ». L'état même du savoir est mis en question : « On nous promène sur des thèmes hallucinants de dangerosité interne alors que les scientifiques eux-mêmes n'en savent rien ». « A mon avis, ils ne peuvent pas savoir, parce qu'ils font des analyses qui sont théoriques et non pratiques, donc à partir de là, je pense qu'on peut vous annoncer ce qu'on veut. Ils ne peuvent pas savoir déjà, ils vont faire des probabilités par ordinateur ou autre, c'est comme ça je pense, des évaluations et tout. Mais à mon avis eux-mêmes ne savent pas trop ». « Je pense quand même qu'ils ont bien étudié le procédé pour se dire c'est peut-être la meilleure solution, mais eux-mêmes ne peuvent pas forcément maîtriser la suite, ça ils sont... Ils ont étudié le sous sol, les géologues ont fait ce qu'il fallait, tout ce que vous voulez, ça j'en suis certaine. Les scientifiques par rapport aux composants du sous-sol et tout ça je fais confiance. Mais tu ne peux pas savoir, on ne peut pas savoir ».

Ces doutes se rencontrent même chez ceux qui sont le plus prêts à faire confiance à ceux qui savent : « Moi je dis : 'l'homme c'est bien, faire confiance totalement à l'homme c'est difficile'. C'est difficile. Parce que dans ce qu'il fait, il y a des fois il croit bien faire, mais en réalité il peut faire le mal. Mais ce qu'il décide, ce n'est pas forcément que ce soit juste ». « Moi, je fais confiance aux scientifiques, maintenant... Attention, je respecte les compétences de ces gens-là, mais par rapport à la nature personne n'est infallible. C'est pas une science exacte à 100% ».

Les 'aveux' des experts sur les limites de ce qu'ils peuvent faire, notamment en matière d'étanchéité des centres de stockage, sont certes susceptibles de les rendre plus crédibles : « Bon ben, les gens qui font ça, moi je fais confiance, je suis un homme de confiance et je pense que ceux qui vont étudier la question, le font intelligemment. S'ils l'admettent [qu'il y aura des fuites] c'est déjà bien. Il vaut mieux prévoir les fuites, que se figurer que ce sera bien, puis la fuite si elle doit se faire, elle se fera ». Mais ils alimentent aussi, et surtout, l'inquiétude née de l'existence de telles limites. Le fait qu'on ne maîtrise pas parfaitement la situation préoccupe : « Même si je comprends, on va dire, les scientifiques qui ne puissent pas garantir, on va dire, le fait qu'il n'y en aura jamais parce que, on le disait tout à l'heure, garantir à 100 % quelque chose, c'est très difficile, en plus sur des périodes aussi longues, c'est vraiment très difficile. Mais rien que le fait d'entendre qu'y a des infiltrations possibles, moi ça me gêne énormément ». « Là je rejoins les anti-nucléaires là. Là ça me fout la trouille ». « S'ils disent déjà qu'il y aura des fuites, on prévoit le pire quoi ». De plus, peut-on être sûr que les risques ne sont pas encore plus grands que ceux que les experts reconnaissent ? « Si eux-mêmes les concepteurs le disent, à long terme, c'est que ça peut se passer aussi à court terme ». « Il y a pas une fiabilité totale. Et s'ils se

trompent, et si au lieu d'être dans quelques dizaines de milliers d'années, les fuites sont plus rapprochées ». Rares sont ceux qui ne s'en inquiètent pas : « Tant que c'est vraiment dangereux, on va dire qu'il faut que ça soit étanche, mais si ce n'est plus étanche quand le produit ne devient plus dangereux, c'est pas très grave ».

Cette impossibilité d'une maîtrise absolue fondée sur un savoir absolu, renvoie à une perspective largement perçue comme tout autre, celle d'une maîtrise relative fondée sur un savoir relatif. Un tel changement de perspective conduit à passer, chez la plupart, d'un sentiment de méfiance à un sentiment de confiance : « On peut penser qu'on peut avoir une étanchéité à 100 %. On peut le penser. Mais avoir une certitude absolue, non. Non, parce que le sol travaille, la terre bouge, donc, à mon avis, le travail qu'on aura fait, un jour J ce sera bon, et puis 10 ans, 100 ans, 200 ans plus tard, ça sera plus bon parce que ça aura travaillé, quoi. Bon, moi je dis qu'on peut arriver, quand même, à quelque chose d'assez sécuritaire si on se donne les moyens de vouloir y arriver. [...] On peut quand même avoir quelque chose qui soit assez approchant, mais une certitude absolue, je ne pense pas ». « Plus on améliore mieux c'est. [...] Ben oui, moi je me dis : 'l'idée d'améliorer toujours les choses, c'est une bonne idée de vivre quoi' ». Nous verrons le rôle que joue ce contraste dans la manière dont sont vues les questions d'enfouissement.

Qui croire ? A qui faire confiance ?

Aux doutes relatifs à la possibilité intrinsèque de connaître, y compris pour les experts, s'ajoutent d'autres doutes relatifs à ce que tout un chacun peut réellement savoir, compte tenu du fait que ceux qui savent ne disent pas forcément la vérité : « Ils disent que c'est très fiable, et comme on ne sait pas si c'est vrai. [...] C'est difficile de croire en certaines personnes ». « Ca on n'en sait rien. C'est eux qui le disent ». « Le problème, c'est que c'est toujours un problème de confiance. De savoir qui c'est qui dit vraiment la vérité ». « C'est rassurant, mais est-ce que c'est vrai ? ».

A des degrés divers, beaucoup se demandent jusqu'où croire ce qu'on leur dit.

Parfois il est simplement affirmé qu'on ne sait pas tout : « Vous savez, on n'est pas au courant de tout ce qui se passe ». « On n'est justement pas informé, ce qui laisse la place à ces doutes ».

Le caractère parfois évolutif de ce qui est déclaré être vrai est source de méfiance : « On va nous dire un jour : 'C'est bon, y'a aucun problème', et puis 20 ans après, on va dire : 'Et bah oui, c'est à cause de ça que...' [...] Au point de vu général, on voit bien qu'on n'est pas toujours informé sur tout ce qui... Vous voyez Tchernobyl, le nuage, il s'est arrêté à nos frontières [...] Bon, on ne sait pas si, honnêtement, toutes les garanties sont valables ... Si c'est pas du bourrage de crâne et puis qu'après on se dira, dans 50 ans, dans 100 ans, il y aura : 'Ben oui, ben fallait pas faire comme ça parce qu'il y a eu des problèmes là' ». On voit opposer les paroles (on nous a dit) et les faits (on s'est rendu compte) : « Quand on a eu Tchernobyl, on nous a dit : 'C'est rien'. Et puis, finalement, on c'est rendu compte qu'aujourd'hui, il y a plein de gens qui sont opérés de la glande thyroïde ».

Certains vont plus loin et soupçonnent que l'on cache sciemment les vérités gênantes : « Je pense qu'il y a un petit camouflage quand même ». « Je ne peux pas enlever de la tête le fait que cette information est probablement dirigée pour éviter de monter trop en épingle les risques éventuels courus par le système. Donc, je la suspecte quand même d'être partielle ». « Oh la! qu'on nous en cache [des choses] oui ». On peut craindre les effets du jeu des intérêts : « Il y a des médicaments aussi pareil. Ca marchait et puis qu'étaient très bien et puis dix ans plus tard on les enlève. Donc est-ce que il n'y a pas aussi, c'est toujours le même problème, est-ce qu'il n'y a pas une question de gros sous derrière et qui permet de dire, comme les trucs pharmaceutiques par exemple, qui permet de dire (inaud.) sur ce produit, etc., et puis après on verra, quoi. Alors c'est ce que je pense pour le nucléaire ».

L'affaire de l'amiante alimente ces inquiétudes et ces soupçons : « On le voit pour, ben pas pour le nucléaire mais on le voit pour plein de choses que en fait on dit que maintenant c'est comme ça puis après finalement, ben on dit vingt ans plus tard que non c'était dangereux et que machin, donc... [...].

Ben par exemple l'amiante, truc tout bête. On a mis de l'amiante, on disait que c'était génial etc., mais on n'a peut-être pas fait assez d'études pour voir que vingt ans après ou même un peu plus d'ailleurs ben faut l'enlever de partout parce que c'est très dangereux, quoi ». « On nous informe, on nous donne... ce qu'on veut. Comment je veux dire, on n'est pas toujours informé au mieux. Parce que, on va nous dire un jour : 'C'est bon, y'a aucun problème', et puis 20 ans après, on va dire : 'Et bah oui, c'est à cause de ça que...' Prenez l'amiante, mettons. Le problème de l'amiante [...] Je ne sais pas si, pour le bien-être des gens, on dit tout. [...] Ben, je veux dire que l'information, elle ne passe pas, ou y'a de la désinformation, et puis comme on ne vous dit pas tout ce qui [...]. On a tellement de revers des fois que... On croit tellement des fois ce qu'on nous dit, ce qu'on nous informe. Et puis après, quand on revoit peut-être 10 ans ou 15 ans après, et qu'on nous dit : 'Ben, tiens, c'était pas ça qu'il fallait faire'. Voilà, il avait tort, c'était l'autre qu'avait raison ». « Et puis quand on l'a découvert, on a évité de leur dire, et puis quand on leur a dit... Là aussi, on était coupable. Parce qu'on n'a pas découvert depuis deux ans que l'amiante était dangereuse. [...]. Mais on n'affole pas les masses en leur disant toute la vérité ».

Les politiques sont particulièrement suspectés : « On voit aujourd'hui avec les hommes politiques, on ne sait plus, déjà aujourd'hui avec les gouvernements on ne sait plus sur quel pied danser. Donc on raconte tellement de choses aux gens. [...] Il y a tellement de choses qu'on nous cache, ou qu'on ne nous dit pas, qui sont taboues [...] Les gens s'inquiètent parce qu'on leur cache la vérité ». « C'est vrai que [les hommes politiques] c'est des hommes qui ne sont pas parfaits, hein. Comme nous, hein ». Ces soupçons sont partagés par ceux qui estiment qu'il peut y avoir de bonnes raisons de ne pas dire la vérité : « Est-ce que, si on disait la vérité au bon peuple, est-ce que le bon peuple est capable d'accepter cette vérité-là ? ».

Dans ces conditions, qui croire ? A qui faire confiance ?

Parfois, les sources de ce que l'on croit savoir paraissent bien douteuses ('les on dit', 'il paraît') : « Moi je me réfère à ce que j'ai entendu dire ». « C'est des on-dit. Des on-dit, ce n'est pas scientifique et moi je ne suis pas scientifique non plus. C'est une hypothèse alors ? C'est prouvé ? ». « Je ne sais pas, mais ce sont des choses qui se disent ». « Là aussi, je ne suis pas une spécialiste, je dirais que c'est ce que l'on nous dit, et est-ce que dans dix, vingt ans on ne dira pas le contraire, en disant mais si finalement... ? ».

Quand les avis reçus divergent, comment savoir qui montre le bon chemin ? « Tout le monde a de bons arguments, qui détient la vérité absolue au milieu de tout ça ? ». « Disons qu'il y a, comment, les écologistes tout ça, les contre labo qui avancent des arguments. Et les organismes, les experts, qui avancent d'autres arguments. Après nous habitants, personne moyenne, je pense que c'est assez difficile de se faire une opinion stable ». « Ben ça, je comparerais ça un peu aux pronostiqueurs hippiques. C'est-à-dire qu'il y en a peut-être un qui vous donne une bonne info mais, dans le lot, il faut aller la chercher, quoi ».

Parfois, ces doutes ne concernent pas seulement les propos rassurants par rapport aux déchets, mais aussi ceux qui sont porteurs d'inquiétude. « Je me fais beaucoup de soucis pour pleins de choses dans la vie, mais bon je ne me laisse pas envahir par des arguments quand il n'y a pas de démonstration derrière ». « Là aussi, je ne sais pas quoi penser. Ma femme est concernée, donc c'est sûr, par rapport à la thyroïde. Je ne sais pas si un jour ça ne va pas terminer par une opération, j'ai une amie qui a été opérée aussi, alors tout le monde dit : 'oui, c'est Tchernobyl, c'est Tchernobyl'. Bon, on n'en a pas la preuve. Là aussi à partir du moment qu'on fait plus d'exams et plus de recherches, on découvre plus de choses, alors la part des choses au milieu de tout ça je n'en sais rien ».

Dans l'idéal, cette situation d'incertitude devrait conduire à une attitude raisonnable, dans un sens comme dans l'autre : « Je crois qu'il ne faut pas être ni idéaliste ni crédule, mais il ne s'agit pas d'accepter n'importe quoi non plus ». Mais que cela veut-il dire en pratique ?

Pour gérer pareille situation certains prennent le parti de faire l'autruche, « Je vais vivre sans y penser chaque jour, sinon on ne vit plus », « Il faut [faire confiance], parce que sinon, on y vivrait plus, quoi ». « Si on me dit avec garantie je fais confiance parce que sinon, ben à ce moment là, plus rien n'est recevable, si on doute de tout ».

D'autres changent radicalement de plan en se vouant à un destin bienveillant : « Moi j'estime que dans les choses à venir le nucléaire il a sa place. Il a sa place. Autrement, s'il n'avait pas sa place il ne serait pas là, on l'aurait... Il y a des savants qui ne l'auraient pas trouvé ».

D'autres encore font la part des choses. Tout en affirmant qu'on ne leur dit pas tout, ils font malgré tout confiance, jusqu'à un certain point, dans le registre du relatif, à ceux qui sont responsables du domaine : « Ben, à mon avis, je pense que, quand même, on doit avoir certaines têtes pensantes qui soient formées à ça et qui ont les connaissances nécessaires pour... Mais moi, je ne dis pas donner des... je ne dis pas donner des éléments qui soient indiscutables, invariables et tout. Mais enfin, donner des orientations, quoi ». Cette confiance, qui intègre les limites du savoir, s'appuie sur la conviction que l'on a affaire à des gens à la fois sérieux et conscients de ces limites : « Il y a des phénomènes naturels, l'homme ne peut expliquer, sinon pour tout le reste je fais confiance aux hommes ». « Je pense que c'est quand même des gens sérieux qui sont là-dedans. Et on touche du bois, on n'a jamais eu trop de problèmes en France avec les centrales nucléaires, quand on pense à ce qui s'est passé à Tchernobyl et puis à d'autres, apparemment ça paraît être sérieux. Moi je leur fais confiance ».

Quelques uns ne sortent pas d'un balancement entre confiance et méfiance. La confiance s'appuie sur une présomption de compétence et d'honnêteté : « Ah ben... ils savent certainement plus que moi ce qu'ils font donc ils sont certainement plus... au niveau physique, au niveau tout ça ils en savent plus que moi. Donc ben oui, enfin... Ca doit être vrai sinon bon ce serait grave, quoi. Mais je pense qu'ils sont quand même compétents dans leur domaine et bon ». Mais, simultanément, demeure le sentiment des limites du savoir, jointes au risque de dissimulation lié au fait que chacun peut être tenté de dire ce qui l'arrange : « Mais bon, jusqu'où j'en sais rien, mais... Parce que eux ils voient ça maintenant parce que ça les arrange et parce que c'est intéressant pour eux l'électricité, c'est bien et tout, mais est-ce, enfin je ne sais pas, mais au niveau, dans le temps ce que ça va donner et tout ça. Je ne pense pas qu'ils sachent... Enfin si, ils le savent, mais... ».

On a aussi des formes de confiance plus conditionnelles, intégrant l'existence d'un certain contrôle : « Je leur fais confiance sachant que c'est toujours contrôlé derrière. Je pense qu'il y a toujours des associations qui contrôlent si ce qu'ils disent est vrai. Donc je leur fais quand même confiance ».

Ce sentiment d'incertitude alimente le désir, sur lequel nous reviendrons, de voir les déchets radicalement éliminés. Ce n'est qu'à cette condition que l'on pourra réellement cesser d'être inquiet : « Non, je vous dis, moi je serais complètement rassuré quand on me dira : 'bon ben, là, le matériel qui était irradié, on l'a traité, ça y est plus'. Là, à ce moment-là, oui. Là, je serais rassuré, complètement ».

Une forte conscience d'une grande ignorance technique

En même temps que les personnes interrogées ont de fortes convictions négatives (on ne peut ni connaître ni maîtriser l'avenir, d'autant plus qu'il est plus lointain), enracinées dans la sagesse des nations et l'expérience générale de la vie, elles sont pleines d'incertitudes sur toutes les questions techniques liées aux déchets. On a là une toute autre forme de non savoir. Il ne s'agit plus d'une sorte d'affirmation métaphysique : 'on sait qu'on ne sait pas'. Il s'agit, plus prosaïquement du fait que l'on a affaire à un domaine que l'on ne connaît pas.

Certains se contentent de répondre à des questions ayant une forte dimension technique en manifestant leur ignorance ou leurs doutes : « Je n'en sais rien ». « Enfin je ne sais pas ». « Je n'ai pas vraiment d'avis ». « Je ne suis pas assez calée moi pour savoir ». « Je ne suis pas suffisamment compétente pour vous dire ». « Je ne maîtrise pas le sujet vraiment ». « Est-ce que c'est la solution, je ne m'y connais pas assez pour dire ». « Mais bon, il faudrait aussi connaître le fond et quand on ne connaît pas, en tout cas

on ne peut pas trop s'exprimer, on ne peut pas trop savoir ce qui est bon et ce qui ne l'est pas. [...]. C'est très compliqué, et comme on ne nous en parle pas, c'est très abstrait quand même. Le nucléaire, oui le nucléaire. On entend le nucléaire, mais je vous dis, le fond on ne le connaît pas ». A la limite on trouve : « Vous perdez votre temps avec moi, parce que je ne comprends rien ».

Un bon nombre mettent en rapport les limites de leurs connaissances avec leur propre statut en tant que personnes ; elles n'appartiennent pas au monde de ceux qui savent, scientifiques, savants, techniciens, experts, spécialistes : « Je ne suis pas scientifique ». « Je ne suis pas scientifique ; je n'y connais strictement rien ». « Moi je ne suis pas savant, je ne suis pas un technicien ». « Je ne suis pas expert ». « Moi je ne suis pas une spécialiste évidemment de la chose ». « Je ne suis pas géologue ». « Comment voulez-vous discuter sur un sujet comme ça ? On n'est pas assez qualifiés ». « Pour pouvoir répondre vraiment aux questions, il faut quand même être de la partie, vous ne croyez pas. Les gars qui étudient le nucléaire et tout, ils peuvent vous répondre, à toutes les questions, il vous répondra. Mais, quelqu'un comme ça, qu'est-ce que vous voulez qu'il réponde ? On ne sait rien. On ne peut que croire ce qu'on nous dit. [...] Moi, je vous dis, je ne suis pas qualifié pour répondre ».

Souvent, les personnes interrogées ont, à des degrés divers, une certaine distance par rapport à leurs réactions premières, sont conscientes de ce que celles-ci doivent aux limites de leur savoir et aux fantasmes associés à ces limites. « Au pire, mettons qu'il y a un mélange qui se fasse on ne sait pas comment, il pourrait peut-être y avoir des explosions, ou ... Voilà quoi, après c'est vrai que c'est l'imaginaire quoi ».

Diverses déductions, plus ou moins logiques (donc, puisque, parce que, sinon, si... alors) sont parfois tentées pour pallier ce manque de connaissances. Cela conduit parfois à se rassurer : « J'ai visité Soulaines [...]. Toutes les sécurités sont prises puisque les gens peuvent s'y promener, donc ils ne risquent rien. On rentre là carrément, on rentre sur le lieu. Donc, si c'était dangereux on n'y rentrerait pas, c'est sûr ». Mais, plus fréquemment, c'est pour s'inquiéter : « Moi je pense qu'ils restent actifs parce que sinon on aurait trouvé une autre solution que de les enterrer, je pense ». « Si on les enfouit dans une couche d'argile, c'est bien qu'on en a peur, qu'on ne les maîtrise pas ». « Zéro pour cent je n'y crois pas parce que déjà s'il y avait le risque zéro, on n'aurait pas peur d'en parler ». « Puisque vous êtes en train de faire une recherche là-dessus, de savoir ce qu'on va faire des déchets, c'est qu'il y a un risque pour la population ».

Parfois, les deux formes, absolue et contingente, de non savoir se mêlent intimement. On a alors des propos qui vont d'une simple affirmation d'ignorance, à l'expression de doutes, ou encore à des réponses apparemment tout à fait à côté des questions posées, très révélatrices de l'univers mental au sein duquel ce qui se rapporte aux déchets nucléaires prend sens. Il est difficile pour chacun de donner sens à ce qui s'inscrit mal dans les repères qui lui servent à penser, ou du moins n'a qu'un sens très flou à l'aune de ces repères. On trouve par exemple ce type de situation pour la question : *On nous dit que des gens ont très bien vécu au dessus de gisements d'uranium. Est-ce que cela est rassurant ?* L'expérience qui est évoquée ne fait pas partie de ce qui prend sens parce qu'on l'a éprouvé soi-même, et n'est pas non plus attestée par des sources auxquelles on peut faire confiance. On a beaucoup de réponses telles que : « Ils ont vécu et qu'est-ce qu'ils en savent... Est-ce que c'est la vérité ? », « Sur des gisements d'uranium, c'est où ça ? Et ils ont fait des enfants normaux ? Bien si c'est vrai c'est rassurant » ou encore « Bien je n'y crois pas vraiment ; j'aurais toujours peur d'être à proximité d'uranium ».

Cette difficulté se rencontre particulièrement à propos de questions comportant des données chiffrées, ou portant sur des faits précis. Invités à donner une opinion, les intéressés ne répondent pas alors à la question, telle qu'elle prend sens dans l'univers mental au sein duquel elle a été conçue (question par rapport à laquelle ils n'ont pas en fait d'opinion). Parfois ils se contentent de ne pas répondre, parfois ils répondent à une autre question, transposée de la question qui leur a été posée, qui prend sens dans leur propre univers mental. Une question qui n'a guère de sens pour les intéressés sous la forme précise (tant d'années, tel %) sous laquelle elle est posée en acquiert une fois traduite en question qualitative (tout, beaucoup, un peu, rien, ou encore en rapport avec telle ou telle façon de faire), ce qui permet de fournir

une réponse. On trouvera une situation de ce type, dans la quatrième partie, à propos du délai pendant lequel un stockage souterrain devrait rester ouvert.

Des choses aux personnes

Même si, comme on l'a vu, la confiance dans les personnes est loin d'être sans limites, les doutes qui les concernent sont dans l'ensemble moins radicaux que ceux qui proviennent d'un manque de compétence technique. Aussi la plupart des personnes interrogées se détournent, lorsque ce manque apparaît, du registre des choses pour se tourner vers celui des personnes : interrogées sur les choses, elles répondent en évoquant les personnes, que ce soit pour exprimer leur méfiance ou au contraire leur confiance. Il y a déplacement d'une problématique savoir/non savoir vers une problématique confiance/méfiance, avec souvent pas mal d'hésitations. Ce déplacement se rencontre chez tous les types de personnes interrogées, qu'elles soient plutôt ignorantes ou plutôt expertes, plutôt confiantes ou plutôt méfiantes. Le rapport au monde matériel et aux questions techniques que pose sa gestion est largement médiatisé par un rapport à des personnes (et on retrouve largement, en la matière ce qui est classiquement dit en faveur de la démocratie indirecte : les citoyens sont plus capables de choisir leurs représentants, en fonction de la confiance qu'ils font à ceux qui briguent cette fonction, que de décider par eux-mêmes de questions techniques qui les dépassent).

Le sentiment de n'être pas qualifié pour avoir un avis conduit généralement à se retourner vers ceux qui, au contraire, sont qualifiés pour cela, scientifiques, spécialistes, experts, gens dont c'est le métier : « Vous savez aujourd'hui dans ces domaines là je serais tenté de dire : 'il faut faire confiance aux scientifiques', c'est eux qui peuvent nous dire... ». « Moi je laisse ça aux spécialistes, tout ça ». « Là ce sont des toubibs qui ont dit. C'est différent. [...] Ils ont un métier ». « Il y a bien des gens dans le gouvernement qui sont plus compétents que moi en la matière. En nucléaire. Vous savez, il faut être dedans, il faut étudier ».

Ceux-là même qui récusent toute prétention des scientifiques à maîtriser l'infini sont prêts à leur faire confiance dès lors qu'ils s'en tiennent, plus modestement, à ce qu'ils maîtrisent bien : « Il ne faut pas promettre des choses qu'on ne peut pas produire. Mais on peut très bien dire : 'ça, ça on peut faire', des calculs assez modestes mais assez bien intégrés à ce qu'on fait aujourd'hui ». « Le risque zéro, zéro, bon, comme on est des hommes on n'est donc pas parfait, il y a toujours un risque potentiel. Mais enfin, c'est vrai que dans nos centrales nucléaires en France il y a, a priori moins de risque que dans les centrales Russes ». Ainsi une des personnes interrogées récusé tout d'abord toute prétention à une maîtrise absolue : « C'est certainement un défi au bon sens parce qu'on ne peut pas prévoir. On sait très bien qu'on ne peut pas prévoir, puisque même les scientifiques, que se soit ou en météorologie, ou en tectonique ou autre, ne sont pas maîtres de la situation ; personne d'ailleurs, heureusement, dans un sens », puis ajoute, en se situant sur le terrain d'une maîtrise relative : « Je ne suis pas du tout anti-nucléaire, ça c'est pas... Au contraire, je pense que c'est une maîtrise de la technologie qui est intéressante, mais il faut le faire intelligemment ».

Même ceux dont les connaissances relatives aux choses sont extrêmement réduites et répondent 'je ne sais pas' à presque toutes les questions concernant celles-ci n'ont pas de mal à parler des personnes ; ainsi un maçon originaire du Maghreb, dont les connaissances portant sur les choses sont sans doute les plus restreintes de toutes les personnes interrogées, affirme : « Les experts ils pensent comme ça et moi je pense autre chose. Non. [...] Les spécialistes ils disent : 'il faut prendre des risques', on prend des risques. [...] Ces gens là ils sont spécialistes, leur métier est là, il faut leur faire confiance, vous lui donnez confiance. [...] Les spécialistes qu'est-ce qu'ils en disent. Ils ont fait des études pour ça. [...] Ils ont tout ce qu'il faut, les diplômes ».

Quand il s'agit des mesures à mettre en œuvre, on peut à la fois avoir un avis net sur quelques grands principes et être prêt à se retourner vers les experts pour savoir précisément que faire : « Il faudrait toute une infrastructure qui surveille tout ça. Quoi. Je ne sais pas. Ça serait à mon avis très compliqué aussi, mais. Je ne sais pas. Je ne sais pas. C'est à eux de voir ».

Mais, à partir du moment où on se tourne ainsi vers les personnes, on est immédiatement renvoyé à la question de la confiance que l'on peut leur faire. On passe alors d'une incertitude sur les choses à une incertitude sur les personnes (et les institutions où elles se trouvent) : « Si c'est vrai oui. Mais bon le problème c'est qu'on n'est jamais sûr que ce qu'on nous raconte est vrai. On n'est pas des savants, on ne peut pas vérifier ». « Les gens, il est évident que, dans ce milieu comme partout, il y a des gens honnêtes, heureusement. Est-ce qu'ils sont suffisamment nombreux pour que l'information qui est donnée au bout du compte soit suffisamment honnête ? Ça malheureusement et dans l'état actuel des choses, je n'en suis pas certain ».

Il ne reste plus, dès lors, qu'à espérer, souhaiter, vouloir, que ceux à qui on donne sa confiance le méritent, sans jamais pouvoir en être vraiment sûr : « Il faut quand même faire un peu confiance aux gens, sinon on ne fait plus confiance à rien. [...] Bon, bien alors, faisons confiance. [...] Les gens que j'ai vus, je leur fais confiance. J'espère qu'ils ne nous racontent pas des craques, c'est quand même un sujet important ». « A mon avis, je pense que quand même les techniciens savent ce qu'ils font. Je pense que s'ils font ça, ils savent qu'il n'y a pas plus de risque que ça. Enfin j'espère. J'ai confiance. [...] J'espère, je ne sais pas mais j'espère. Disons comme je n'y connais pas grand-chose, je ne peux que faire confiance aux gens du métier ». Parfois, dans cette combinaison de doute et de désir de faire confiance, la confiance l'emporte nettement : « Je ne comprend rien, mais je pense que c'est sincère, quoi ». Dans d'autres cas le doute a plus de poids : « Ca doit être vrai sinon bon ce serait grave, quoi. Mais je pense qu'ils sont quand même compétents dans leur domaine et bon. Mais bon, jusqu'où, je n'en sais rien ». C'est que tous ne sont pas forcément dignes d'une telle confiance : « Il y a quelques personnes qui sont honnêtes et qui parlent avec courage, mais il y a quand même beaucoup de petits marrants ».

Si pour la plupart, ce sont plutôt les questions de volonté de dire la vérité qui constituent le point sensible, la compétence est parfois mise au centre : « Moi, j'ai entièrement confiance en l'avenir, c'est-à-dire, le nucléaire. [...] Oui, mais à condition que ce soit des gens qui soient très compétents et qui ne racontent pas n'importe quoi aux Français. [...] Si les gens sont compétents pour maîtriser, pour moi il n'y a aucun problème. [...] Qu'ils veulent les stocker pendant des centaines d'années, ce n'est pas le problème, mais qu'il y ait des gens compétents pour dire [ce qu'il faut faire] »

II

Les déchets nucléaires ; une triple ouverture sur l'infini

Dans l'ensemble, les personnes interrogées savent peu de choses sur les déchets nucléaires et sur ce qu'il est envisagé d'en faire. Elles n'en ont pas une représentation physique et n'ont guère idée du volume concerné. Mais elles sont convaincues qu'ils possèdent quelques propriétés fondamentales : il s'agit de quelque chose de dangereux, animé d'une sorte de vie propre (la radioactivité) à laquelle les hommes sont incapables de mettre fin (à l'image d'une bête dangereuse que l'on serait incapable de tuer) ; on ne sait pas précisément quelle est l'étendue de ces dangers, ni même leur nature, mais rien ne garantit que ceux-ci ne soient pas extrêmes, à la limite que le destin même de l'humanité ne soit pas en jeu ; ils resteront menaçants pendant un temps dont on n'a certes pas une idée précise, mais dont on sait qu'il dépasse celui de l'histoire, temps que, à l'échelle humaine, on peut considérer comme infini ; si on les laisse s'accumuler indéfiniment, leur masse risque, à la longue, de finir par devenir monstrueuse. On a ainsi une triple ouverture sur les infinis du danger, du temps et de la masse, qui, en donnant le sentiment que l'on est embarqué dans une aventure aux périls sans limites, pèse de manière décisive sur les réactions que les déchets suscitent.

Certes, pour une bonne part, il s'agit d'une sorte de vision par défaut, qu'entretient le manque de connaissances précises relatives aux déchets et à ce que l'on est susceptible d'en faire. Mais la conviction, bien enracinée, que, vu l'échelle de temps qui est en cause, on est incapable de prévoir, si savant que l'on puisse être, ce qui va réellement advenir rend impossible de se débarrasser d'une telle vision, quelques arguments que l'on puisse utiliser. C'est au contraire celui qui tente de l'écarter qui risque de perdre sa crédibilité.

Des connaissances très vagues

Dans leur immense majorité, les personnes interrogées n'ont qu'une connaissance très vague de ce que sont les déchets nucléaires et ont bien du mal à imaginer de quoi il s'agit : « Déjà j'ai du mal à imaginer ce que c'est comme déchet ». « Ce n'est même pas palpable ». « Je ne sais même pas comment ça se présente ni rien. C'est quoi ? C'est des scories, des morceaux, c'est des blocs ? C'est quoi ? ». « J'en ai jamais vu moi, j'ai pas été en contact pour l'instant. Je ne sais pas ». « Je n'ai jamais vu de déchets nucléaires dans ma vie, alors je ne sais pas à quoi ça ressemble alors... ». « Est-ce que c'est solide, est-ce que c'est liquide, est-ce que c'est gazeux ? ». « Je ne sais pas très bien ce qu'on entend par uranium appauvri, il semble qu'il soit encore plus ou, sinon, aussi dangereux que s'il n'était pas appauvri ». A la limite on trouve des propos tels que : « Je vois, faut les mettre dans un sac, les bouteilles faut les mettre dans un sac. Tous les mercredis ils passent ». Une des personnes interrogées, qui déclare : « Moi, l'imaginaire que j'ai par rapport au nucléaire c'est ça », traduit bien le mode sous lequel la plupart parlent, pour l'essentiel, de la question.

La faiblesse de ces connaissances est bien apparue, en particulier, dans les réponses à une question portant sur le volume des déchets. En l'absence de repères fournissant des éléments de réponse on peut tout au plus laisser aller son imagination, sans que rien, ou presque rien, n'assure le raccord entre celle-ci et quelque élément de réalité.

La plupart commencent par répondre qu'ils n'en savent rien, et certains s'en tiennent là : « Aucune idée ; je ne sais pas ». « Je n'ai aucune idée. Aucune idée ». « Non, je n'ai pas d'idée sur la question. Je pense que c'est pas mal mais non je ne sais pas ».

D'autres fournissent ensuite une réponse, qui peut être des plus fantaisiste. La plupart du temps, la place nécessaire est largement surestimée : « C'est des milliers de tonnes, c'est des milliers de collines. Quelle

quantité ? Je ne sais pas. Carrément, des montagnes. Non ? ». « Je n'ai aucune idée, je pense qu'il y en a beaucoup. C'est comparable à une ville ». « Moi ce qui me fait peur, comme vous dites justement, j'imagine pas une montagne de déchets nucléaires avec un cordon sanitaire autour : 'Les gars, surtout n'approchez pas, c'est dangereux !' Là, honnêtement ça me fait peur ». Mais il y a quelques exceptions : « Non. C'est sûrement pas très grand, enfin je ne sais pas, je n'ai aucune idée en fait. J'imagine que ça n'est pas énorme. Peut-être de la taille d'un immeuble. De ce genre, c'est de cet ordre là ». « On a une chance, ce n'est pas quand même des volumes considérables. C'est ce qui est fabuleux dans l'énergie nucléaire d'ailleurs, c'est qu'avec très peu de chose on arrive à faire une énergie considérable. Ce n'est pas gros une bombe atomique et ça avait tué 300 000 personnes ».

Quelques-uns essaient de raisonner en s'appuyant sur leur connaissance de quelques éléments de la question, mais ne tombent pas forcément juste pour autant : « Non, très honnêtement je n'ai pas d'idée sur les volumes, non. [...] L'emprise du site qui est déterminé, l'ANDRA n'arrête pas d'acheter des surfaces pour avoir la maîtrise du sous-sol, ça veut bien dire ce que ça veut dire. Et donc un volume considérable probablement ».

De même, la décroissance de la radioactivité est mal connue. Certains, certes nettement minoritaires, mais en nombre significatif, n'en connaissent même pas l'existence : « Je ne sais pas, je ne sais pas s'ils perdent ou pas de leur activité, je ne suis pas très sûre ». « Moi je pense qu'ils restent toujours actifs ». D'autres imaginent une décroissance beaucoup plus rapide qu'elle n'est en réalité : « Il y a un certain nombre de choses que je ne sais pas, à savoir combien de temps ces déchets restent radioactifs. C'est une première donnée. Et puis, leur radioactivité dangereuse ne passe pas deux générations ça me paraît possible ? ». Et on a de multiples positions intermédiaires : « Ces déchets sont radioactifs pendant une période proche de l'infini ». « Je ne suis pas spécialiste, mais je pense qu'ils vont perdre de leur intensité, mais c'est sur des siècles et des siècles ». « Ça doit rester radioactif, très, très longtemps. Ça diminue lentement, je dirais. [...] Quelques centaines d'années, je dirais ».

Il n'est pas évident de se représenter comment se fait cette décroissance : « Le débat c'est comment ça va ressortir après ? Est-ce que ça détruira, en fin de compte comment ça se détruit ? Ça se détruit par le temps ? Par le fait que ça diminue au fur et à mesure ? [...] Je ne vois pas comment ça peut vieillir si c'est enterré et cimenté et tout. Je ne vois pas comment ça peut se dissoudre dans le temps. [...] On a retrouvé des aiguilles de pin et de tout ça qui datait des Grecs et des Romains, c'était conservé, avec une couche d'huile dessus, et là on nous dit : 'On nous met ça dans la terre et on nous dit dans 300 ans ça n'existera plus'. Ça paraît un peu gros. Je ne comprends pas comment ça peut s'auto détruire ».

Un danger peu maîtrisable

De manière quasi unanime, les personnes interrogées voient les déchets nucléaires comme quelque chose de dangereux, et même très dangereux.

On parle certes à leur propos d'« ordures », de « pollution », de « poubelle », de « décharge » ou de « pourrir », comme on pourrait le faire à propos de n'importe quel type de déchets : « Ce qui m'inquiète, c'est... J'ai peur que l'on soit la poubelle de beaucoup de choses ». « Ça me fait penser à beaucoup de choses, de tri, il y a beaucoup d'ordures dont on ne sait pas quoi faire ». « Je pense, à des boues à des choses comme ça qu'il faut évincer, qui ne peuvent pas rester à la surface de la terre ». « Moi, je pense que le nucléaire c'est bien, mais il ne faudrait pas que la France devienne la poubelle de l'Europe au niveau nucléaire, quoi ». Mais on parle et surtout de risques menaçant la santé et la vie : « C'est la radioactivité qui m'inquiète, c'est pas, disons, le... Le terme " déchets ", aujourd'hui des déchets, on en met plein les poubelles. Moi, c'est le terme nucléaire ». « Ca évoque la guerre, ça évoque des morts. [...] Oui, c'est les déchets, mais en même temps c'est les déchets de quelque chose qui peut provoquer, qui peut provoquer la mort ». « Poubelle, sale, dangereux. Et nucléaire danger. [...] Le nucléaire ça fait penser à la mort, à pas quelque chose de sain ».

Certes, aucune des personnes interrogées n'a cité d'événement qui aurait conduit à mettre en évidence le caractère dangereux des déchets, et la différence avec les centrales, en la matière, a parfois été

soulignée : « Quand on parle du nucléaire, on pense à des catastrophes type Tchernobyl, ce genre de chose. C'est vrai que par rapport aux déchets proprement dit, je n'ai pas dans ma culture générale, si vous voulez, je n'ai pas de connaissance d'un événement catastrophique lié aux déchets proprement dits ». Pourtant, l'idée d'un danger, liée à l'image générale du nucléaire, est quasi omniprésente : « Est-ce que le fait d'enfouir des déchets à Bure, est-ce que ça va causer des effets nucléaires ? ». « C'est que ça remonte, qu'on vive sur un sol qui soit une éponge nucléaire ».

Parfois, la bombe et Tchernobyl sont associées autour de l'idée d'émanation dangereuse : « Vous avez des émanations qui font... On a quand même eu... Comment... Tous les trucs qu'il y a eu au Japon, la bombe atomique. [...] Là, en même temps, il y a eu des milliers de morts. C'est un petit peu ce qui nous fait peur, moi. Ce qui me fait peur, c'est l'effet bombe. Je ne dis pas que ça va exploser, mais l'effet que ça va se... [...]. Voilà, par des émanations. Comme on a eu Tchernobyl, c'est le nuage qui nous a poussé tout le truc. Et ben là, ça peut être pareil ». « Et le nucléaire c'est... pour moi ça évoque éventuellement des maladies, éventuellement des dégénérescences. Par rapport à Hiroshima, par rapport aux films de science-fiction qu'on peut voir, qui traînent, et ce genre de choses ».

Outre l'image générale du nucléaire, les précautions prises quand on touche aux déchets alimentent ce sentiment de danger : « Ben, quand on voit le train qui vient, là, et qui emmène les déchets nucléaires, là, qui ne sont encore pas traités, c'est La Hague ou je ne sais pas quoi, là, ça nous fait peur ces trucs-là parce que le train est super protégé et tout le truc ».

Certes, on connaît mal l'ampleur des risques possibles : « On connaît ces dangers, on connaît qu'il y a un potentiel, mais on ne connaît pas la gravité, donc forcément c'est dur d'avoir un avis bien clair ». « Si ça, par exemple, ça s'échappe dans la nature, à quel niveau c'est le risque ? On ne le connaît pas, dans un cas comme ça ». « Connaître les impacts sur la chaîne... aujourd'hui on ne connaît pas encore ». Mais on peut justement être d'autant plus inquiet que, comme on ne connaît pas tous les risques dont les déchets sont porteurs, ceux-ci ne sont pas bornés. « Ça évoque beaucoup de mal, parce que je ne sais pas ce qu'on va devenir avec tout ça ». « On connaît quoi du nucléaire, on connaît juste que c'est dangereux mais on sait pas ce quel... quel effet peut avoir... On ne va pas tout cerner du nucléaire. Donc il peut y avoir des dangers peut-être encore inconnus pour les scientifiques ». « Quels sont les scénarios catastrophe qui pourraient arriver et quelles en seraient les conséquences ? Ça, on ne les connaît pas ».

Du fait qu'ils passent par des radiations invisibles, les effets de la radioactivité ne sont pas immédiatement perceptibles et cela alimente le sentiment que l'on a affaire à un danger sournois et que l'on mesure mal : « Danger de radioactivité, et un peu des peurs obscures de maladies qui se déclenchent tardivement, des effets mal mesurés justement, sur la santé. [...] En gros ce serait une contamination douce de l'atmosphère environnante, du milieu environnant dont on prendrait peut-être mal la mesure tout de suite ». « La différence entre le nucléaire militaire qui explose pour détruire, tandis que là c'est plus insidieux c'est une radiation ». « Je dirai que de toute façon ce ne sera pas des morts fulgurantes, mais il y en aura de toute façon et ce qu'on voit bien maintenant toutes les maladies qui se développent et qui n'étaient pas, qui n'existaient pas, moi j'ai un peu l'impression que c'est dû à la radioactivité. [...] Tous les cancers qu'on voit, toutes les malformations ». « Le déchet nucléaire, le nucléaire, on a l'impression... Enfin moi j'ai l'impression, que quelque part il y a quelque chose de secret. Qu'on ne saura jamais, et c'est cet inconnu qui m'effraie moi davantage ».

Les déchets sont « méchants », ne « laissent pas une deuxième chance ». On parle à leur sujet de « poison » et on évoque les risques d'infection », de « contamination », « de cancer », « de leucémie » ; ça « contamine l'eau », « ça peut créer des mutations ». Les déchets sont « hyper nocifs, hyper contaminants, hyper dangereux ». « C'est très puissant », « très, très explosif ». Ça dégage une « force » et possède « une puissance que l'on ne peut même pas imaginer ». « Remonter, ce serait apocalyptique, je pense ».

De fil en aiguille, les effets néfastes, entend-on, risquent d'être considérables. D'une part l'écosystème est menacé : « Si on rajoute une radioactivité qui n'est pas naturelle, ça risque d'avoir des conséquences

sur l'environnement, la population, les animaux, l'agriculture, et puis... ». « Les irradiations qui se baladent jusqu'à des milliers de kilomètres plus loin et qui perturbent la nature, les arbres, les plantes, et les gens qui consomment ou les animaux qui consomment ». Il risque d'y avoir « contamination de la nature, des nappes phréatiques, de tout ce qui est dans le sol », ou encore « un genre de nuage toxique qui viendrait vraiment détruire tout l'écosystème aux alentours de là où on a enterré ces déchets là ». « Une sorte d'effet boule de neige » est à craindre. « Une fois que ça coule, ben ça coule partout : une rivière, les machins, la mer.. ». De plus, les zones atteintes sont susceptibles de s'étendre dramatiquement : « Si jamais ça fuit à droite ou à gauche dans le monde, forcément ça se répercutera sur l'échelle de la planète ». « Sur toute la planète, ça va exploser partout ». « Ca polluerait toute la terre ».

Pour les plus inquiets « notre survie » et celle de la planète sont en jeu : « Si on vient sciemment mettre des déchets nucléaires un peu partout, je crois qu'on signe son arrêt de mort ». « Moi, je parle de danger, de danger de mort, soit par asphyxie, soit par explosion, même par attentat, le risque, il est quand même là ». « Si ça explose, sur un rayon de 200 km ils sont tous morts ». « C'est inquiétant, c'est très inquiétant, ça peut détruire la planète, voilà ». « C'est un problème de santé, de survie de l'humanité ». Ceux qui partagent cette vision radicale sont certes nettement minoritaires. Certains, à l'opposé, déclarent n'avoir aucune inquiétude : « Non, je veux dire vraiment, j'en ai vraiment pas peur. Je n'ai aucune objection dessus, non ça ne me tracasse pas du tout, non, non. Je serais plutôt tracassé par les peurs de guerre ou de choses comme ça, ou de révolte, de guerre civile, si jamais avec tout ce qu'on voit maintenant, qu'avec le nucléaire ». Mais ils sont encore moins nombreux. Entre ces deux pôles, on trouve tout un dégradé : « C'est quand même trop dangereux le contact, c'est-à-dire c'est comme le soleil, si vous allez trop au soleil vous pouvez vous brûler et là c'est pareil ». « Gros tremblement de terre, des failles se produisent, l'eau coule, les nappes phréatiques [...] Ce sera la grosse catastrophe et on ira ailleurs et puis on ne boira plus de l'eau et puis on mettra un périmètre de sécurité et puis on ne vivra plus dans le coin, et puis c'est tout. [...] Et le pépin ne se limite pas quand même à une zone, je ne sais pas si vous comprenez. L'eau, elle va ruisseler jusqu'à Toulouse, à Brest et puis à Lille ».

Les dangers courus sont perçus comme d'autant plus grands que les déchets nucléaires paraissent être un produit très difficile à « contrôler », qui résiste aux tentatives de le « maîtriser », comme un être vivant prêt à « s'échapper » de sa cage et « se libérer dans le sol et éventuellement dans l'air », qu'on a du mal à « confiner ». De multiples métaphores sont utilisées pour évoquer ce caractère peu maîtrisable d'un produit prêt à « se disperser dans la nature », à « se diffuser dans la nature », à « s'évaporer dans la nature », « s'infiltrer dans la nature », à « remonter jusqu'à l'eau, jusqu'aux mers » quand on essaie de le contenir.

Il s'agit d'un produit vivant dont il vaudrait mieux qu'il « ne vive pas longtemps ». Beaucoup l'imaginent comme un être immortel ou quasi immortel : « Ca ne se détériore pas, ça ne brûle pas, on ne peut pas les détruire ». « Ca a beaucoup de solidité après, par la suite, alors c'est dangereux [...]. On ne peut pas s'en débarrasser ». « La radioactivité reste la radioactivité, donc elle est toujours là, impalpable mais elle est là [...]. Je ne crois pas que la science résoudra le caractère radioactif de ces déchets-là ». Ce sentiment d'avoir affaire à un être vivant conduit parfois très loin ; ainsi, à l'idée de visiter un site d'enfouissement : « J'ai la trouille, j'ai peur que ça me saute dessus ».

En raison de ce caractère hors du commun, une telle entité ne s'inscrit pas dans l'ordre du monde : « La radioactivité c'est complexe, leur traitement, et la durée de leur traitement et puis le fait que ce soit nucléaire, si vous voulez, ça reste mystérieux ». « Justement, tout ce qui est nucléaire, en principe, c'est au-delà de... du naturel, quoi ». « C'est pas une énergie, dans mon idée, c'est pas énergie de la terre, comme le charbon ». De ce fait, elle suscite des réactions aussi hors du commun : « Quand on prononce le mot 'déchet nucléaire', il y a une part de réalité qui me semble très profonde, mais il y a aussi, je crois, une part de fantôme. C'est le nouveau diable, ce sont les nouveaux diables, ça ». Dès lors, le mot même impressionne, comme jadis celui des êtres malfaisants dont il fallait éviter de prononcer le nom : « Oui, je pense que, c'est vrai que le nucléaire, rien que le mot, maintenant, c'est affolé ».

Face à cette entité qu'il contrôle mal, « l'homme est un peu [...] un apprenti sorcier qui manipule les choses sans bien savoir. [...] On a créé des productions qui sont devenues des menaces ». Quoi qu'on

fasse « ça nous rattrapera de toutes façons ». Quand il fait de son mieux il ne « fait que circonscrire les dégâts possibles ». Ce sont « des trucs dont on ne sait pas quoi faire, qu'on transporte sous notre nez, qui passent devant nous sans qu'on le sache, qu'on essaye de se refiler, je crois, d'un pays à l'autre ».

Il peut arriver, certes, que ces produits soient maîtrisés un temps. Mais comme ils ne disparaissent pas, comment savoir ce que réserve l'avenir « Quand tout marche bien, OK, y a pas de problème, mais le problème c'est qu'après, Est-ce qu'on maîtrise... vous voyez le problème des... sous-marins russes ? Tant qu'ils marchaient, ils étaient maîtrisés, y'a pas de problème. Mais, là, maintenant qu'ils commencent à pourrir dans l'eau de mer. Qu'est-ce que ça va devenir ? ». « J'ai peur d'une chose, c'est des évolutions politiques. C'est ça. Et puis bon, c'est tout. Et puis tout le monde pourra dire tout ce qu'on veut. Tandis que là, moi, j'ai vu ci, j'ai vu ça, ben non. Et puis c'est l'épée de Damoclès en permanence ».

Même ceux qui s'étonnent du rejet du nucléaire évoquent ce caractère immaîtrisable des déchets. « Ce qui m'étonne c'est l'espèce de ... comment dire... d'hystérie de la population à l'égard de ces déchets [...]. Je trouve les réactions souvent complètement irrationnelles mais bon ça touche, c'est vrai que ça touche à un problème sur l'avenir qui est quand même assez difficile à résoudre. [...] A mon sens, il n'y a aucune autre technologie qui pose ce genre de problème. Les problèmes de pollution par le pétrole, par l'huile, etc. [...], même si ils sont dramatiques, dans le temps ils sont beaucoup plus maîtrisés ».

La rencontre de ce sentiment de danger inéluctable et de l'existence, elle aussi inéluctable, des déchets laisse un bon nombre quelque peu désorientés : « C'est sûr que c'est dangereux. Mais alors, toujours pareil, quoi en faire ? Si c'est la seule solution... Mais, quoi en faire autrement ? Ils existent ces sacrés déchets ». « Il faut faire quelque chose quoi, qu'on trouve une solution ».

Mettre en cage ou rendre inoffensifs

Face à ce danger, on peut penser a priori à deux manières de se protéger : soit considérer comme acquis le caractère dangereux des déchets et les mettre en cage, soit les rendre inoffensifs.

Une première voie consiste à s'en séparer par une barrière infranchissable. Il s'agit d'« enfermer définitivement » les déchets, les « isoler » d'une manière « vraiment indestructible », de se mettre à l'abri par une « chape de béton », « du béton armé », des « sarcophages de verre », des « tombeaux », des « caveaux sûrs », un « gros blockhaus », des « carapaces de verre », par « des choses qui sont complètement réfractaires à la remontée, au passage, à l'infiltration des choses ». « Je m'imagine un peu comme une chambre des coffres, il y aura plusieurs portes certainement : porte blindée, porte ceci, porte cela ». « Si ils sont sous une chape de plomb qui a été fermée, qui aujourd'hui a été considérée comme inouvrable, on va dire, qu'on ne puisse jamais la rouvrir ».

Mais peut-on compter sur une telle voie ? Beaucoup sont pleins de doutes. Certes, « Une fois que c'est bien emballé, on peut quand même imaginer que c'est isolé pendant un certain temps ». Mais, là encore, il peut y avoir loin de la théorie à la pratique : « C'est une conception utopiste ». Qui « peut nous garantir l'étanchéité de tout le système, et que même dans les millénaires, ça ne peut pas bouger... » ? « On ne peut pas avoir 100% d'étanchéité ». « C'est une évidence qu'il n'y a pas de confinement absolu ». « Les prisonniers, normalement ils ne s'évadent jamais, mais si ! On sait qu'ils s'évadent de temps en temps ».

C'est que les déchets risquent fort d'être plus résistants que ce à quoi on fait appel pour s'en protéger. « Les fûts en béton se fissurent, les coques en acier en dessous rouillent ». « Le plomb il vieillit, l'acier il vieillit, la ferraille rouille ». « N'importe comment, dès qu'il y a matériel qui viendra emballer ces trucs-là, on pourra toujours le détruire ce matériel-là, d'une manière ou d'une autre ». « Les déchets auront, par rapport à ce que l'homme sait faire, les déchets auront peut-être plus de vie, le contenu aura peut-être plus de longévité que le contenant ». On peut au moins avoir des doutes : « Les éléments vont toujours être radioactifs, mais ce que l'on met autour de ces éléments pour les protéger [...] est-on sûr et certain que ça va durer des centaines de milliers d'années ? Moi, j'ai un gros doute là-dessus parce qu'on a pas

de recul, et on ne sait pas que les éléments, qu'on juge aujourd'hui très résistants et sur lesquels on serait prêt à garantir qu'on aura jamais de souci, dans cent millions d'années, comment auront-ils vécu ? Comment auront-ils vieilli ? J'ai un doute, voilà ». « Après, est-ce que ça il vont pouvoir le maîtriser, enfin, la durée de vie du matériau béton justement ou est-ce que ça c'est complètement contrôlable ? Je ne sais pas. [...] Avec le temps est-ce qu'il n'y a pas un risque de fissure ? Est-ce que le béton sera suffisamment capable de garder toutes les émissions radioactives ? ». « Je prends à long terme, mais dans 200 ans, 300 ans, qui nous dit ça va pas se dégrader ? Qui nous dit que les déchets ne vont pas bouffer... Je ne sais pas, le matériel ne va peut-être pas tenir aussi longtemps ». « Bon, on enfouit ça dans la terre, d'accord. C'est censé être protégé, c'est censé ne pas sortir du contenant. Maintenant le contenant, au fil du temps, il va certainement perdre son efficacité, ça risque de se sauver, de toute façon ». Quand on parle, plus concrètement, des projets de stockage souterrain, plusieurs types d'événements, séisme, fissuration de l'emballage, susceptibles de mettre à mal l'étanchéité du stockage, sont évoqués : « Il y a des gens qui disent qu'il y a des failles, que la couche étanche n'est pas si étanche [...]. L'emballage s'il y a un tremblement de terre, je ne sais pas s'il servira à grand-chose ». « Je peux justement envisager que le verre qui entoure ces déchets se fissure ». « Le danger c'est quand même qu'il ait des fissures dans le sous-sol, même à grande profondeur ».

Bien des issues défavorables sont imaginées : « Je ne sais pas. J'ai la crainte qu'ils s'évaporent quelque part. Ou dans la terre, ou que ça remonte et que ça... ». « S'il y a des émanations, elles montent directement. À proximité... Il y aura quand même des sorties, il y aura quand même... Ça ne va pas être fermé, fermé, fermé. [...] S'il y a des échappatoires... [...]. Même si on a 500 m, les émanations vont passer par le puits, ou par les galeries ou je ne sais quoi. On ne peut pas tout fermer, ce n'est pas possible. Tout ne sera pas rebouché ». « Si les poches, ou je ne sais pas dans quoi on les met là, s'ouvriraient, ou s'aéraient et commencent à se répartir, qu'est-ce qui se passerait là ? ». « Le problème, c'est qu'on peut avoir une catastrophe au fond et on peut avoir un tremblement de terre, on peut avoir des modifications de l'écorce terrestre qui font que tout ce qu'il y a au fond ça se trouve broyé, ça se trouve... C'est pas le principe, c'est la capacité à contenir dans le... Bon, si bizarrement il y a des infiltrations, il y a des... ». Pour certains, les risques sont certes faibles mais bien présents : « Alors s'ils sont contre, ils vont vous faire un scénario catastrophe, vous vous dites la probabilité pour qu'il se réalise, c'est comme la même que celle que vous avez de gagner au loto, mais il y en a quand même qui gagnent au loto donc on ne peut pas exclure le risque ».

Or, à partir du moment où la cage est susceptible de s'ouvrir, on peut s'attendre à ce que l'être maléfique s'échappe (remonte, ressorte, dérive, envahisse, se propage, se répande) et vienne faire du mal : « Je peux envisager [...] que à ce moment là il y ait invasion des déchets dans le sol et que, je ne sais pas, ça détruise... Ou que ça fasse des réactions à l'intérieur de la terre ou je ne sais pas quoi ? ». « Ça peut remonter ». « Je trouve qu'on risque des fissures, des fissures qui permettent aux effets nucléaires de se répandre. Une irradiation ». « Le stockage souterrain, vous savez, dans la mesure où il y a quand même des nappes d'eau ça peut ressortir un jour. [...] Peut-être qu'à un moment donné ça transpirera, je ne sais pas ». « Il pourrait se passer, à mon avis des émanations de radioactivité quoi. Des irradiations. [...] Si jamais il y a un container qui vieillit mal, et qui se fissure, même si c'est du verre, ceci cela, et puis qu'il y ait des émanations qui arrivent jusqu'en surface, il pourrait y avoir une zone contaminée ».

On trouve, certes, des points de vue contraires, inspirés par une confiance dans le caractère hermétique de ce qui sert à enfermer les déchets, ou le sentiment que ceux-ci vont rester passifs (« mourir lentement », « dormir tranquille ») : « Ben oui, il y a des choses de creusées déjà, pour enfouir et puis c'est bien fermé quoi. [...] Les tremblements de terre en fait quand même c'est quelque chose qui casse la terre superficiellement je pense quand même [...] Enfin ça ne doit quand même pas aller tellement en profondeur, surtout ce qu'il y a dessus qui craque. Non. [...] Ah oui, moi je pense, j'ai une bonne idée là-dessus, sur le fait de l'argile. L'argile c'est un corps quand même malléable, et imperméable oui. [...]. A une certaine profondeur, je pense qu'elle [la terre] n'est pas atteinte par rien du tout, alors... ». « Moi je pense que ce serait l'immobilisme quoi, la matière va mourir lentement. [...] Je ne sais pas, ça doit dormir tranquille, comme un corps, il est en terre, voilà ». Mais ces propos, tenus par des personnes qui se montrent, dans l'ensemble de l'entretien, résolument optimistes, sont très minoritaires.

De plus, à côté des dangers inhérents aux déchets dans leur réalité matérielle, il y a ceux que l'action d'hommes malintentionnés est susceptible de produire. Bon nombre (environ les deux tiers) évoquent les dangers dus aux hommes, et au premier chef au terrorisme : « Ben, malheureusement, moi j'ai envie de dire, aujourd'hui [...] on est obligé, vu le terrorisme actuel, vu la situation dans le monde actuel, vu les fanatiques qui existent de toutes parts, on est obligé de se poser la question. Se dire que celui qui, étant donné qu'on voit des kamikazes qui arrivent à se tuer, on va dire, pour... pour éliminer d'autres personnes, [...] celui qui a un petit peu une envie kamikaze, et ben il descend chercher les déchets, si accès il y a bien entendu, et pourquoi ne pas faire une action d'envergure en disant : 'Bien, je sors les déchets nucléaires et puis, voilà, je contamine toute la France et puis, 40 ans après, bien, il y a les trois quarts des personnes qui décèdent de cancers' ». Par contre, d'autres mettent en doute la réalité de ce type de risque : « Non, je n'y crois pas. Ça c'est la fiction, c'est les films américains ça ». Une partie d'entre eux ne croient pas qu'il y ait des gens motivés pour s'emparer des déchets : « C'est un risque, mais bon pour moi ce sera plutôt un risque mineur parce que bon, à moins d'être vraiment très très mal intentionné, je ne vois pas qui irait se risquer d'aller ouvrir des choses comme ça en prenant soi-même des risques de se faire contaminer ou de se faire exposer. Franchement pour moi c'est un risque mineur ». Une autre partie met en avant la qualité de la surveillance : « Si c'est enfoui à deux cents, trois cents mètres, en principe tu ne peux pas faire ça nuitamment subrepticement, sans... Faut pas exagérer ». « Je ne pense pas qu'on ne laisserait qu'une porte pour avoir accès à ça, il y aurait plusieurs blocages, donc le temps de franchir tout ça, il y aurait peut-être quelqu'un d'autre qui pourrait empêcher, justement... Ce n'est que des humains, en fait, on peut les contrôler, même si... ». Même si la surveillance n'est jamais parfaite, il suffit, est-il parfois noté, qu'elle soit meilleure qu'en d'autres lieux : « Je pense, je ne vois pas l'intérêt que quelqu'un aille piquer, creuser en France où c'est assez sécurisé, justement c'est encadré, alors qu'en Russie tout ça, c'est beaucoup plus facile pour eux d'aller récupérer du combustible, ou je ne sais pas quoi, ne serait ce que du matériel ».

Une autre voie conduit à « rendre inoffensif » ce que l'on ne peut pas mettre en cage. Il s'agit alors de « désamorcer » les déchets, les « neutraliser », les « stériliser », les « désactiver », de manière qu'ils deviennent « de la matière, comme la table », ou encore de « simples déchets ménagers ». L'idéal serait de « transformer vraiment le noyau radioactif en noyau non radioactif », de « retirer toute la radioactivité du produit », « qu'on brûle sa radioactivité définitivement ». « Bien, ça veut dire que le nucléaire sera une pollution comme une autre, comme on a des rejets de... de moteur, au niveau des gaz d'échappement, les nitrates ou les polluants agricoles... ». « Moi je serai complètement rassuré quand on me dira : 'bon ben, là, le matériel qui était irradié, on l'a traité, ça y est plus' ». Ainsi « dénucléarisés », « décontaminés », « rendus innocents », les déchets seraient alors « recyclés » : « Qu'un jour, qu'on trouve à employer ces déchets, à les détériorer complètement, qu'il n'y ait plus de risque [...]. Ces déchets qu'on s'en serve pour, je ne sais pas moi, pour faire marcher quelque chose, ou quoi que ce soit. Qu'on brûle sa radioactivité définitivement ». La zone où ils se trouvent redeviendrait « neutre ».

Cela est-il possible ? Une telle transformation « fait un peu sorcellerie, c'est comme les gens qui voulaient faire de l'or avec du plomb ». La plupart, verrons-nous, ont une foi suffisante dans la science et les savants pour être convaincus qu'ils la rendront un jour possible, mais savent bien que ce n'est pas pour aujourd'hui.

Certes, faute de pouvoir « vraiment les détruire », on peut toujours « transformer » les déchets, les « améliorer », de manière à « rendre l'énergie nucléaire la moins nocive possible », « leur enlever déjà un petit peu de leur radioactivité » en les retraitant. On peut encore « réduire la durée de vie », ce qui diminue leur nocivité, ou « concentrer », pour « essayer de circonscrire et de maîtriser un peu ». On peut les mettre « le plus loin de l'homme » possible, dans « un endroit pratiquement inaccessible ». On entre alors dans une recherche de moindre mal qui paraît à la plupart comme la seule réaliste. Nous verrons que la voie qui a le plus de crédit consiste à combiner un enfermement provisoire avec, à terme, un traitement permettant de transformer les déchets nucléaires en déchets ordinaires : « On peut faire des successions de coffres, je ne suis pas technicien du tout, on peut mettre un gros bouchon comme une bouteille, qu'on puisse enlever, parce que je suis persuadé par contre qu'on pourra réutiliser ».

Face à l'infini du temps

Le danger associé aux déchets est vu comme d'autant plus menaçant que, pour beaucoup, il restera là pendant un temps gigantesque à l'échelle humaine : « Ces déchets sont radioactifs pendant une période proche de l'infini. [...] On est toujours dans des échelles de temps que d'ailleurs l'humain a du mal à se représenter ». On a affaire à des « déchets éternels puisqu'on ne sait pas comment s'en débarrasser ». « Ils perdent de leur radioactivité, mais c'est très lent. Ce n'est pas à l'échelle humaine ». Certes, certains voient la radioactivité comme décroissant plus rapidement qu'elle ne le fait en fait : « Je pense qu'ils perdent de leur radioactivité au fil des siècles. Bon peut-être que dans 200 ou 300 ans ». « Moi, j'ai notion qu'ils restent actifs, pendant des centaines d'années ». Mais il n'est pas certain que, dans l'esprit de ceux qui s'expriment ainsi, ces quelques centaines d'années se distinguent très nettement de périodes beaucoup plus longues.

Comment imaginer que, quand l'horizon temporel s'éloigne, qu'il s'agit d'un temps « qu'on n'arrive même pas à imaginer », il ne se passera pas des événements que l'on ne peut anticiper : « Il y a un mot qui me gêne là-dedans, c'est illimité, durée illimitée, c'est sans fin, c'est inconcevable ». « C'est des risques qui sont quand même impossibles à maîtriser sur des temps, sur des durées qui sont si longues. [...] C'est une question qui nous concerne encore ad vitam aeternam ». Le sentiment qu'à long terme rien n'est certain domine largement : « Quand on pense que notre civilisation, elle a 2000 ans, et quand on vous parle de 10 000 ans, voir de 100 000 ans pour l'extinction complète, bon ben ça fait peur. Au regard d'une vie, qu'est-ce que c'est que cette période de longévité, d'activité de ces déchets ? Et c'est ça qui fait peur, c'est... [...] Qu'est-ce qui va se passer dans 500 ans, dans 1000 ans ? On n'en sait rien, on ne sait pas. Voilà, c'est plus sur le temps que sur la dose elle-même ».

Ce rôle décisif du temps apparaît bien quand on demande de comparer la crainte liée aux déchets avec celle que suscitent les marées noires ou les ruptures de barrage : « La marée noire, c'est une menace limitée dans le temps, évidemment ça représente des centaines d'heures, ça représente des journées, peut-être des mois pour nettoyer les plages, et les endroits pollués, mais on peut y arriver, ça se résorbe. Tandis que le nucléaire, quand ça commence à... ça ne se maîtrise plus ». « On aura une rupture de barrage, il y aura 10 000 personnes qui seront noyées, mais après c'est fini, il n'y a plus, on n'en parle plus. C'est pas une menace pour l'humanité, c'est une menace localisée. Localisée dans le temps et puis géographiquement parlant ».

Pour certains l'incertitude apparaît relativement vite, quelques dizaines d'années à un siècle. « Il y a toujours des surprises. Dans dix ans, ce qui arrive chez nous, on ne sait pas. Un siècle, c'est pareil, c'est loin, ça ne change rien. [...] On ne sait pas dans cent ans, ce qui va arriver. Nous on a le plan, on a le plan pour cinq ans ou dix ans mais pour cent ans, non ». Cette vision est peut-être particulièrement répandue au sein des jeunes générations : « Je me dis que 300 ans, c'est très loin. [...] Je me dis que, au point de vue de l'écologie de la planète, de la dégradation de la planète, on a déjà de la peine, enfin, tous les scientifiques de la planète se battent déjà pour faire des prévisions à 50 ans pour le climat de la planète. On nous annonce soit l'ère glaciaire, soit l'érosion, soit des tremblements de terre, soit des... Y'a des collisions de comètes, enfin, on a tous les scénarios qui arrivent. [...] Je me dis : 'si parmi les scientifiques les plus... du climat, qui sont sûrement les pointures dans leur catégorie, sont déjà pessimistes pour l'espérance de vie de la planète à plus d'un siècle et demi', je me dis : 'Imaginer à 300 ans, c'est déjà très loin' ». D'autres évoquent, comme porteuses d'incertitude, des durées nettement plus longues, au-delà d'un millénaire : « On ne peut pas vraiment prévoir ce que ce sera dans mille ans, dans deux mille, dans trois mille ans, on ne sait pas comment on vivra. Si ça se trouve, dans mille ans il n'y aura plus de pétrole, les voitures marcheront à l'eau, ou je ne sais pas... On voit l'évolution elle est tellement rapide... Peut-être que dans mille ans on n'aura plus besoin de centrales nucléaires. [...] On peut peut-être savoir dans cent ans, mais dans mille ans, dans deux mille ans... ». « Quelques centaines d'années, on peut dire à peu près, 200 000 ans, on est incapable de... [...]. Les pharaons pensaient qu'ils seraient tranquilles dans leurs tombeaux. A l'époque, quand ils l'ont construit, ils pensaient à la paix éternelle ».

Les incertitudes liées à la durée d'existence des déchets sont telles qu'il n'est pas besoin d'avoir des idées précises sur les risques courus pour être convaincu qu'ils existent : « Pour moi, n'étant pas scientifique,

ça me paraît insurmontable de pouvoir affirmer de manière sûre et définitive : ‘Bon, ben, vous inquiétez pas, dans tant d’années, le rapport entre l’étanchéité et puis la dangerosité des produits, ce sera favorable, il y aura pas de problème. [...]’. Je ne peux pas... Ouais, ça me paraît impossible d’affirmer ça. Ça se joue sur tellement de choses [...]. Comment on peut affirmer ça ? Ça se joue sur tant d’années. Ouais, c’est... Je reste sceptique ».

L’incertitude sur le long terme ne concerne pas seulement le monde physique, mais la capacité des humains à gérer. Pourra-t-on transmettre les connaissances nécessaires ? « Sur cinq ou six, voire plus, générations, il y aura de la perte d’informations automatiquement. Même si on veut tout écrire, je ne vois pas comment on peut transmettre des informations aussi importantes et pour l’avenir sur plusieurs générations, même avec la meilleure volonté du monde ». « Qu’est-ce qui restera pour savoir ce qu’on a fait ? C’est un peu comme l’histoire des dinosaures ; on ne se rappelle plus de la guerre de 14 et on parle 50 millions d’années avant J.C. ». Plus largement, l’organisation de la société fait question : « Qu’est-ce qui arrivera si on parle d’une durée de centaines de milliers d’années, qu’est-ce qui arrivera pendant cent mille ans ? [...] Les centrales nucléaires ça paraît sécurisé mais il y a eu Tchernobyl, parce qu’il y a eu une évolution politique ou économique qui a fait qu’il y a eu des procédures non respectées, que ça s’est dégradé ». « Le premier temps ne m’inquiète pas parce qu’on sait faire pour l’instant, on sait se protéger. [...] C’est ça qui est inquiétant : C’est la conservation dans de bonnes conditions. [...] La capacité dans le temps de gérer ça ».

De plus, certains supputent qu’un temps infini promet un envahissement sans fin par les déchets : « A l’échelle de l’homme, c’est quasiment illimité. [...] Ça fait peur, ça fait peur, surtout si c’est pour une durée illimitée et si le nucléaire se développe et qu’on a de plus en plus de déchets. [...] Oui, c’est pas trop l’enfouissement, c’est la quantité, oui, c’est l’avenir, c’est une technique sans fin. On accumule, c’est tout. On n’a pas de solution finalement. Ces déchets, on n’a pas de solution, on va les accumuler. Le risque de l’accumulation c’est la saturation ». « Une fois qu’on aura utilisé l’espace libre pour enfouir tous les déchets, où ira-t-on les mettre après ? [...] Si ces produits là sont enterrés, une fois qu’il y aura plus de place qu’est-ce qu’on en fera ? ». « Dans la durée, oui, ça me préoccupe mais je pense qu’on est capable sur terre d’en stocker un certain nombre de tonnes dans de bonnes conditions, mais la question qui se pose : Si tout le monde se met à stocker des déchets nucléaires, c’est explosif, et là effectivement, il y a un côté préoccupant. À court terme, non, mais à long terme, oui ». « On va cumuler, on va en mettre pas mal, et quand le trou sera plein, on en fera un à côté. [...] Dans 200 000 ans, ce sera nucléaire ici, la France, et il y aura des trous partout ».

On peut s’interroger sur les repères temporels au sein desquels prend sens ce qui se rapporte aux déchets. A l’examen, on trouve trois grands repères qui permettent de faire des distinctions nettes entre trois échelles de temps : le temps d’une génération, au sein duquel celle-ci agit, prend le monde en charge et en est responsable en même temps qu’elle le subit ; le temps des civilisations au sein duquel une mémoire est transmise de génération en génération ; le temps géologique qui dépasse tellement l’homme que, à sa mesure, il s’apparente à l’infini.

On trouve bien exprimées les discontinuités entre trois horizons temporels chez une enquêtée qui affirme, en réponse à la question « *la différence entre 100 000 ans et 300 ans, qu’est-ce que vous en pensez ?* » : « Bien 300 ans je trouve ça déjà beaucoup donc... [...] je trouve ça déjà très long, donc effectivement si on peut faire que 300 ans par rapport à des millions d’années, c’est sûr que c’est énorme, c’est... c’est forcément énorme. Mais euh, bon. Nous, à notre échelle humaine, c’est difficile à voir, parce que même 300 ans pour nous c’est énorme puisque de tout façon on n’est pas, nous on n’est pas vivants à ce niveau là, donc... pour nous c’est déjà, enfin... c’est déjà beaucoup ». La discontinuité principale sépare le temps d’une génération, « notre échelle humaine », du temps ultérieur pendant le quel « on n’est pas vivant ». Par rapport à ce qui est ainsi notre propre temps, 300 ans représente quelque chose qui est « beaucoup » ou « très long », voire « énorme ». Une deuxième discontinuité, « plus difficile à voir » sépare, avec à nouveau un saut « énorme », ces 300 ans, encore concevables, d’un temps qui peut être évoqué de manière indifférenciée en parlant de « 100 000 ans » ou de « millions d’années ». Cette opposition entre ce qui relève du temps d’une génération et un temps qui dépasse celui-ci s’exprime de bien des manières. On trouve des formulations telles que : « Quelques centaines d’années c’est beaucoup ».

trop important pour moi », ou « C'est à long terme. Ça reste quand même des centaines d'années, quoi ». « Je vais être égoïste, [...] enfin, 300 ans ou 200 000 ans, non, franchement non [ce n'est pas très différent] ». Le temps d'une génération sert alors de repère.

Certains, toutefois, sont particulièrement sensibles à ce qui sépare le temps de la transmission au sein d'une civilisation d'un temps qui rend cette transmission problématique. « Je crois que trois cents ans aujourd'hui dans un cycle scientifique ou humain c'est une durée maîtrisée, on peut imaginer qu'il n'y aura pas de grosses surprises dans les trois cents ans à venir. [...] Ce serait beaucoup plus à notre échelle d'homme, parce qu'on imagine bien trois cents ans, ça fait partie de notre histoire, si on recule. Alors que cent mille ans c'est la préhistoire et même avant [...]. C'est-à-dire qu'on a des archives de ce qui s'est passé il y a trois cents ans, on n'en a pas de ce qui s'est passé il y a cent mille ans. Donc on gardera une trace, et les technologies actuelles qui vont vivre trois cents ans s'adapteront en fonction de la recherche scientifique et une accélération des technologies qu'on connaît et qui continuera, je pense. Mais les technologies évolueront sur trois cents ans, alors que sur cent mille ans, Dieu sait ce qui peut se passer. On est dans des cycles géologiques, naturels, humains, sociologiques, des civilisations qui disparaissent, d'autres qui naissent, etc. ». « Oui, ça fait une différence importante. Oui, pour moi, ça n'a rien à voir, parce qu'on retombe dans quelque chose qui est à échelle humaine et qui est concevable. On rentre dans un contexte dans lequel on sait ce qu'on laisse aux générations qui suivent, et on leur laisse, on leur laisse des déchets bien évidemment, mais on leur laisse en sachant pour combien de temps ils en auront, ce qu'ils pourront en faire et quels seraient les risques. Oui, pour moi, ça change tout. » Ce qui est « à échelle humaine », qui est « concevable », pour lequel on sait de « combien de temps » il s'agit, s'oppose alors à ce qui reste inconcevable.

Si la durée de la vie humaine marque une frontière relativement nette entre le temps d'une génération et le temps de la transmission, la frontière de celui-ci, telle qu'elle est perçue par chacun, paraît beaucoup plus floue et peut sans doute varier substantiellement d'un individu à l'autre. A quelques générations on est clairement en deçà, et à quelques milliers d'années au-delà. Mais entre les deux ?

Par ailleurs les durées, exprimées en chiffres, se distinguent mal dès qu'on sort d'un temps pour lequel on a des repères historiques clairs.

Pour donner sens à ces périodes de temps très longues, certains vont jusqu'à se référer à des phénomènes cosmiques, ou au destin global de l'humanité « Le soleil va vivre encore combien de temps ; il y aura encore du monde sur terre ? ». « Moi, je vous dis franchement, à l'allure où l'homme met le cirque sur la terre, il n'y aura plus personne à 50 000 ans. Parce qu'on est en train de se bousiller tranquillement, à tous les niveaux, je crois que le problème sera réglé depuis longtemps ».

Pour la plupart, il ne semble pas y avoir d'unité de mesure, correspondant à quelque chose qui parle réellement, qui permette d'appréhender, et donc de distinguer, 10 000 ans, 1 million ou 1 milliard d'années. De telles périodes ne font pas précisément sens et restent donc largement indiscernables. On a parfois des confusions spectaculaires : « 50 000 ans c'est abstrait, quand vous voyez Lucy là, c'est 20 000 ans ? Celle qui été retrouvée en Ethiopie... [*Non, ça c'est 4 millions d'années...*] Je pensais que c'était 20 000... ». Cette difficulté à donner sens se manifeste en particulier dans les réactions aux questions comportant des références à des périodes très longues. Ainsi, la question : « *Le temps qu'il faut pour que le produit sorti des centrales nucléaires retrouve le niveau de radioactivité de départ... Est-ce que 200 000 ans ou quelques centaines d'années, c'est très différent selon vous, ou pas très différent ?* », suscite la réponse : « Ah ben oui, c'est rassurant de savoir que maintenant on fait un effort pour réduire le danger, en fait. [...] On va dire, si je prends une échelle de 500 ans, [...] ça fait court, c'est un laps de temps assez court, donc les, nos générations futures en fait, elles auront plus d'informations que s'il y a 2 millions d'années qui séparent... ou 200 millions, je sais plus... 200 000 qui séparent, ça fait trop long, en fait, entre les deux ». 500 ans, « laps de temps assez court », dans le sens qu'il permet la transmission de ce que l'on sait de génération en génération, se distingue bien de périodes très longues, où cette transmission n'est plus assurée. Mais, au sein de celles-ci, il n'y a pas de différence qui ait vraiment du sens entre 200 000 ans, 2 millions et 200 millions. Cette assimilation entre milliers

d'années, dizaines de milliers, ou millions est très répandue : « C'est plusieurs milliers d'années. J'allais dire c'est des millions d'années ».

La terre ; des tremblements de terre à la crainte du magma

On a vu qu'une des voies possibles pour se mettre à l'abri des déchets est d'interposer entre eux et les hommes une barrière infranchissable. Une question majeure que suscitent les projets de stockage souterrain est de savoir si la terre est capable de jouer un tel rôle, ou du moins d'y contribuer de manière décisive. La plupart des personnes interrogées sont sceptiques, du fait du caractère mouvant de l'écorce terrestre : « Avec les forces de la nature, ça n'est pas très sécurisant d'enterrer les choses dans la terre. [...] La Terre est une chose vivante qui bouge, qui explose, qui vit... [...]. La Terre et le cœur de la Terre, sous la Terre... Ce n'est pas une sécurité. Ça bouge là-dessous ! ». « La Terre n'est pas stabilisée, c'est un astre qui est en train de s'éteindre. Et comment la croûte terrestre va tenir, on n'en sait rien ».

Les risques sismiques liés à la dérive des continents et l'existence de failles sont les plus mentionnés. Nombre de ceux qui, interrogés sur la manière dont ils voient l'éventualité de divers risques, ont des réponses largement dubitatives, répondent par contre « c'est sûr », quand on évoque l'existence possible de tremblements de terre. « Les tremblements de terre, ça existe. [...]. La terre bouge. Tout le monde le sait, on l'a appris à l'école et c'est quand même dangereux ». « Le risque, c'est plutôt un risque sismique, avec le déplacement des continents, etc... Je ne sais pas, une faille à cette endroit-là, qui s'ouvre, qui mette à nu les... ».

Du fait qu'on ne sait pas précisément où des tremblements de terre vont se produire, on passe parfois à l'affirmation qu'ils peuvent se produire n'importe où : « Concernant la tectonique des plaques, moi je suis assez néophyte en la matière, mais évidemment je pense que rien n'est prévisible, d'ailleurs, enfin les tremblements de terre sont relativement peu prévisibles. J'en ai eu l'expérience en Iran il n'y a pas longtemps, donc c'est vrai qu'il y a toujours un risque, même si on maîtrise un petit peu le mouvement des plaques et qu'on comprend un petit peu dans quel sens elles vont, etc. comment elles se fractionnent, etc. On ne sait jamais à quel endroit vraiment elles vont... elles vont se chevaucher ou créer des tremblements de terre. [...] A l'échelle de la géologie terrestre, le million d'année il y a des évolutions aussi ». Certes il est des zones qui sont censées être à l'abri des mouvements de la terre, mais peut-on en être vraiment sûr ? « C'est vrai que la terre elle bouge, donc on ne sait jamais, quand même, ce qui peut arriver plus tard, au fil des années ». « Vous allez me dire, c'est stocké dans des zones qui ne sont pas soumises aux catastrophes naturelles. Mais, il suffit qu'on se trompe une fois de, je ne sais pas, de calcul, ou sans se tromper, et bien, un séisme ne prévient pas, même si ce n'est pas une zone soumise, peut-être un phénomène qu'on n'a pas vu venir et ça provoquerait une catastrophe ». « Les tremblements de terre, typiquement, c'est quelque chose qu'on ne peut pas prévoir. Puisque toutes ces forces en mouvement dans la croûte terrestre, on les maîtrise très mal aujourd'hui. C'est vrai que c'est une région plus stable qu'ailleurs, mais ce n'est pas une garantie absolue ».

En la matière, ce n'est pas parce que l'on est « pas du tout scientifique » que l'on est incapable d'articuler une sorte de grande vision de l'homme impuissant face à la nature : « Ça me préoccupe parce que les éléments naturels sont dominants par rapport à l'homme, on ne peut pas maîtriser, seule la nature est la maîtresse de l'homme. [...] On sait très bien qu'il y a eu la dérive des continents et qu'on a quand même les plaques qui se... Donc, tous les jours, ça travaille sous nos pieds et on n'en voit rien, mais on le sait très bien. Quand il y a un tremblement de terre, on sait très bien que c'est un mouvement permanent, la planète est en mouvement permanent. Donc, ça on ne maîtrise pas, c'est là que je vous dis qu'on ne maîtrise pas du tout. [...] On ne sait pas monsieur. Je ne suis pas du tout scientifique, on ne sait pas. C'est des grands points d'interrogations. L'homme ne maîtrise pas ça. »

Ce qui est sous la terre garde un caractère mystérieux, et donc imprévisible, qui l'oppose à ce que l'on connaît bien et que l'on est capable de contrôler « A la Hague, quand ils transportent les déchets, qu'ils mettent ça sur le wagon. C'est prévu pour avoir des chocs, pour avoir un déraillement, pour tout, pour qu'il n'y ait aucun risque de... C'est sûr qu'y a une étude qui est presque fiable. On peut l'étudier

beaucoup plus facilement. Parce que ça va être un problème de résistance, de... Comment... De chaleur, admettons un incendie. Alors que là, on ne sait pas ce qui peut... Dans le stockage, on ne sait pas ce qui peut se passer vraiment ».

Ceci dit, être persuadé qu'il n'existe pas de lieu absolument sans risque ne veut pas dire qu'on est indifférent au niveau relatif de risque : « Les gens qui ont situé Bure [...] ont fait des études de terrain, ils ont fait des études géologiques certainement qui sont très, très, très poussées. Bon, ils savent qu'il n'y a pas deux plaques qui peuvent se rencontrer, on n'est quand même pas à une ligne, comment j'allais dire, de barrage. [...] Mais vous mettriez ça dans le Massif Central ou dans le Morvan... [...]. Les risques chez eux sont encore à mon avis plus sensibles, c'est que c'est des volcans éteints qui peuvent toujours se bouger, tandis qu'ici depuis des milliards d'années, il n'y a rien eu ».

Autant les personnes interrogées sont toutes convaincues, à des degrés divers, du risque qu'il se produise des tremblements de terre, autant elles ont des idées peu précises des conséquences que ceux-ci sont susceptibles d'avoir. On trouve parfois des visions très radicales de celles-ci : « Ca dépend de la démolition du sol. Il suffit d'un séisme quelconque et puis ça retourne tout à l'envers et à ce moment là, il n'y a plus de sécurité. [...] Il suffirait quant même qu'il y ait pas mal de tremblements de terre pour que ça casse la baraque ». Parfois au contraire on a des visions plus mesurées, ou même pleines d'optimisme : « Je ne sais pas. [...] On y pense de façon naïve on peut dire que oui, le sous sol peut bouger. Bon après j'imagine que si la question est évoquée c'est que les risques vont être minime ». On rencontre parfois une sorte de vision pascalienne : la probabilité qu'il se produise quelque chose de grave est très faible, mais l'enjeu est infini : « On stocke des déchets radioactifs pas assez profond, un tremblement de terre, il y a une faille qui vient percuter et détériorer l'isolement, il y a une fuite de tous ces déchets radioactifs. Et donc ça c'est la probabilité, l'infime probabilité que les chercheurs n'ont pas pris en compte et qui peut changer toute une vie ».

Par ailleurs, les entrailles de la terre sont parfois imaginées, avec plus ou moins de conviction, comme ayant une certaine capacité à absorber les déchets et à les faire disparaître : « Il est possible que les roches humides, gloutonnes, avalent et digèrent les déchets nucléaires ». « Pourquoi ne pas aller dans le magma et puis tout foutre là ». « Moi j'ai toujours envisagé que ça pouvait être dans les profondeurs sous-marines. [...] Bon éventuellement faire tomber des sarcophages mais quelque chose d'énorme dans les bas fonds du Pacifique ou des choses comme ça. [...] Il se peut très bien [...] que les plaques elles reviennent sur l'autre et qu'on enfouisse en plus, je ne sais pas ».

Mais la vision d'une terre où le magma n'est pas loin a plutôt quelque chose d'inquiétant. Quelques uns font preuve, en la matière, d'une imagination fertile, tout en ayant plus ou moins de distance par rapport à celle-ci : « Je n'ai aucune idée de ce qui pourrait se passer à 2000 mètres sous terre, je ne sais pas moi, mais peut-être, le noyau terrestre de la terre très chaud pourrait se dilater et effectivement on pourrait imaginer des catastrophes, mettre le feu à des choses enterrées très profondément. [...] On peut imaginer une fissure et le magma qui arriverait pile là où on a stocké les déchets. Et là on peut envisager une explosion terrible qui détruirait tout ». « Allez à 2000 m, non, je pense qu'il ne faut pas trop jouer avec le feu. C'est le cas de le dire. [...] Pensez que l'épaisseur moyenne, si je me rappelle bien, c'est entre 4 ou 5 km, quelque chose comme ça. Et en dessous on est dans la zone magmatique. [...] Bon, l'épaisseur moyenne, bon, c'est sûr à certains endroits, ça l'est moins ». « Bon je ne veux pas dire qu'on est près du magma mais enfin on va commencer à arriver sur des... bon le charbon il s'est formé comme ça aussi, faut pas l'oublier. Donc, on va arriver sur des phénomènes [...] d'échauffement. Est-ce que les structures qu'on va mettre en fond de sol vont être suffisamment costaud pour résister à l'échauffement ? ».

D'autres hésitent, craignant la proximité des puissances souterraines en même temps qu'ils invoquent leur aide : « Bien, moi, je pensais carrément à autre chose, c'est d'aller plus en profondeur, carrément, essayer d'arriver au magma. Je ne sais pas si ce genre de déchet, s'il est enfoui dans le magma, peut-être que... Oui, mais le risque de provoquer une explosion va créer un volcan, donc, là, ça ne va pas... ».

La force de la terre est parfois vue comme de nature à rendre dérisoires tout espoir de se protéger des déchets en les enfouissant le plus loin possible : « Au départ, on serait tenté de se dire : ‘plus c’est enfoui profond, moins ça a de chances de remonter à la surface’. Maintenant, au niveau des risques sismiques, du déplacement des continents, disons, cette énorme chose qu’est le déplacement des continents, 100 m ou... c’est... La hauteur de 100 m, c’est une goutte d’eau, quoi, par rapport à l’énormité du déplacement des continents ». « A priori, plus c’est profond, moins il y a de risque. Mais, quelle que soit la profondeur, c’est-là, sous nos pieds. Et... Ouais, si ça devait péter, avec la force que ça doit avoir, que ce soit à des kilomètres en dessous ou à quelques centaines de mètres... On ne sait pas, on ne maîtrise pas. C’est quelque chose, on ne maîtrise pas, je pense quoi. [...] Tout en dessous de la terre, il y a des choses avec une puissance qu’on ne peut même pas imaginer, nous ici, là. C’est inquiétant aussi, peu importe la profondeur ».

La crainte provoquée par les éléments naturels, tels les tremblements de terre, est affectée par la vision qu’ont les personnes interrogées de la capacité des matières utilisées à fournir un confinement efficace. En la matière l’argile inspire beaucoup plus confiance que le verre. Ces réactions sont marquées par les images courantes de ces deux matières, jointes à l’expérience propre de chacun. Quand l’affirmation à laquelle la personne interrogée est invitée à réagir se raccorde bien à ce qu’elle pensait déjà elle est facilement crue. Mais, au contraire, quand elle s’y raccorde mal, elle suscite chez beaucoup méfiance, scepticisme ou du moins refus de prendre position.

Quelques-uns, peu nombreux, s’appuyant sur leur expérience commune du verre, matière fragile, refusent nettement de croire que le verre puisse rester inaltérable pendant des milliers d’années : « Le verre, bof, [...] le verre se casse ». « Si on tape dessus, il casse ». « Il ne va pas au bout de mille ans, le verre ». « Si il y a un tremblement de terre, est-ce que le verre ne cassera pas ? ». D’autres, plus nombreux, expriment leur scepticisme : « Voilà, inaltérable par rapport à quoi, Par rapport à la radioactivité ? Un affaissement de terrain, ça fait quoi ? Ça peut casser, aussi. Je ne sais pas, ça peut arriver, on ne sait pas ». « Bien, il y a 10 milliards d’années, le verre n’existait pas. Comment ils peuvent être sûrs que ça va durer aussi longtemps ? C’est vrai qu’ils n’ont pas pu tester vraiment la durée ». D’autres encore, tout en exprimant leurs doutes (« si c’est vrai), sont plutôt prêts à croire ce qu’on leur dit : « Si c’est inaltérable, ça rassure un peu quand même » ; « Ben, si c’est vrai, c’est rassurant ». Quelques uns sont prêts à être rassurés, mais à condition que les déchets soient stockés et gérés de manière appropriée : « Oui. Oui, oui, à condition que personne ne peut y aller et puis péter le verre. Faut que ça soit surveillé ». Il n’y en a qu’un petit nombre pour exprimer des points de vue nettement plus positifs : « Ca oui, un peu quand même ». « Oui ça me rassure ; je crois qu’il est possible de trouver des enveloppes protectrices assez robustes ».

D’un autre côté, ce que les personnes interrogées savent, ou imaginent, des propriétés de l’argile tend plutôt à leur donner confiance dans la capacité de l’argile à isoler : « Que l’argile soit isolante ? Oui, parce que j’ai vu que ça peut être comme des momies, en fait. C’est assez conservateur, donc si ça marche réellement avec les déchets, c’est assez rassurant que ça soit dans l’argile ». La souplesse de l’argile est mise en avant (en assimilant les propriétés de l’argile que l’on trouve en profondeur avec celle dont on a l’expérience courante) : « L’avantage de l’argile, peut-être par rapport aux tremblements de terre, c’est qu’elle offrira peut-être une certaine souplesse que n’offriraient pas les roches granitiques ». « Parce que l’argile c’est une sorte de sable... [...]. Ben en fait, ça se remodèle donc si la terre elle bouge, ça pourra toujours un petit peu contourner autour. Je crois... Si, l’argile, je crois que c’est rassurant ». Il est d’autant plus facile de croire ce que disent les scientifiques que cela s’accorde bien avec ce que l’on pense déjà, à partir de sa propre expérience : « Là aussi, moi je fais confiance aux savants et aux scientifiques, je pense que là ils savent de quoi ils parlent ». Certains sont plus nuancés, mais restent positifs dans l’ensemble : « On connaît la qualité de l’argile en terme de principe de rétention. Ca ne nous dispense pas d’étudier toutes les formes possibles [...] pour améliorer l’effet ». « Oui, oui, c’est vrai qu’il n’y a rien de tel, c’est un bon isolant. Mais à condition que ce ne soit que de l’argile. Sur une bonne couche au-dessus, en dessous et puis de tous les côtés. »

D’autres, par contre, restent réservés sur les propriétés de l’argile : « Ben oui, mais j’ai entendu que ça travaillait quand même dans l’argile, qu’il y avait des mouvements de terrain, des minimes mais qui

créent quand même des mini fissures en quelque sorte. D'où l'intérêt d'une surveillance ». « La comparaison est un petit peu faussée. Conserver des outils, des objets intacts, ne signifie pas protéger forcément des radiations qui continueraient d'exister. Ce n'est pas tout à fait comparable ». « L'argile sert de pansement, quelque part... [...]. Enfin, c'est déjà une bonne étude qui a été faite, quand même, en prenant les composants naturels du sous-sol. Oui, c'est un élément... Ca ne me rassurera jamais que les déchets soient sous terre monsieur, je ne suis pas contre mais ça ne me rassurera jamais à 100%, sinon je vous mentirais ». Quelques uns, beaucoup moins nombreux que pour le verre, se méfient de ce qu'on leur dit : « Bien, si c'est vrai, c'est rassurant, qu'est ce que j'en sais que c'est vrai, ce que disent ces gens là, forcément ils disent tout pour nous rassurer, pour pas qu'on les embête. Je ne sais pas ». Un petit nombre expriment un point de vue franchement négatif : « Non, pour moi non. De toutes façons l'argile ça bouge aussi ».

Infiltration, contamination, irradiation, explosion

Une large majorité craint (parfois en relation avec les tremblements de terre), que ce qui a été mis sous terre n'y reste pas confiné, mais remonte d'une façon ou d'une autre : « Il peut y avoir des fuites, je ne sais pas, traverser les terrains et ressortir ». « Moi à mon avis, un jour ou l'autre, ça ressortira. D'une manière ou d'une autre, mais ça ressortira. Alors, je ne sais pas quand, je ne sais pas de quelle manière, mais ça aura des conséquences ». Les propos rassurant relatifs à la fiabilité du stockage ne sont pas forcément crus : « Il peut y avoir des fissures, des infiltrations, et donc la radioactivité, enfin les particules radioactives pourraient être déplacées vers des zones moins protégées et après arriver au contact de zones habitées ». « Bon, à mon avis, d'après ce qu'ils disent, ils sont dans des couches d'argile, ils sont dans des trucs, ils ont dû analyser, mais entre le fait d'avoir analysé et de mettre les produits à l'intérieur, est-ce qu'il ne va pas y avoir... On est quand même à plus de 500 m sous terre. Est-ce qu'ils sont capables actuellement de dire : 'Dès l'instant où les déchets sont sous terre, on est capable de les maîtriser'. C'est un peu ça. Est-ce qu'il vont être capable de maîtriser ce qu'ils ont ».

Or, qui dit fissures dit émanations et irradiation : « Je trouve qu'on risque des fissures, des fissures qui permettent aux effets nucléaires de se répandre. Une irradiation ». « Est-ce qu'il y aura des émanations ? Est-ce que... [...]. A mon avis, si il y a des émanations, elles montent directement. A proximité. Il y aura quand même des sorties, il y aura quand même. Ca ne va pas être fermé, fermé, fermé. Faut voir comment ça sera ». Les risques de contamination de la nappe phréatique suscitent une inquiétude particulière : « Il ne faut absolument pas que les nappes phréatiques soient touchées, soient... Etant donné que c'est quand même ces nappes phréatiques qui alimentent toute l'eau donc les terres et ainsi de suite donc automatiquement il y aura une contamination beaucoup plus grande par la suite ». « Oui, ça c'est les sources de l'eau. C'est peut-être même ce qui sera touché en premier, je pense ».

Toutefois une minorité relativement réduite est sceptique sur l'existence de tels risques : « Honnêtement, je ne crois pas, non. Si on le confine là, à six ou huit cents mètre de profondeur... [...]. La nappe phréatique, il faut voir jusqu'à quel niveau on met les nappes phréatiques. Quand on se trouve déjà à 800 m, on est en dessous de la nappe phréatique. Les nappes phréatiques, en réalité quand on parle de nappe phréatique où l'on va chercher l'eau, c'est celle qui se trouve, je ne sais pas, je ne suis pas géologue, mais les nappes phréatiques, selon moi, c'est une centaine de mètres de profondeur et puis après, vous n'êtes plus dans la nappe phréatique ». Une telle absence d'inquiétude peut être suscitée par la confiance mise dans ceux qui gèrent les déchets : « Si tout est mis en œuvre pour protéger, comme vous me l'avez expliqué tout à l'heure, plus le verre, plus... Et puis j'avais déjà vu... Et puis, je pense que c'est toujours, ils travaillent tout le temps sur le problème ».

On trouve également des points de vue hésitants : « Oui [il y a un risque de remontée des produits radioactifs] si il y a des échappatoires... Je ne sais pas comment dire... Je fais confiance aux couches ». « Je ne sais pas à quelle profondeur sont enterrés ces déchets donc je ne sais pas par rapport à la nappe phréatique où est-ce qu'ils se situent, oui j'aurais peut-être peur que ça joue sur la nappe phréatique ». « Si c'est enterré, en principe, ils ne doivent pas les craindre, mais... [...]. Il suffit d'un séisme quelconque et puis ça retourne tout à l'envers et à ce moment là, il n'y a plus de sécurité ».

Certains aussi sont dans le doute quand à la possibilité de savoir ce qu'il en est : « S'il y a une fissure dans ce bloc d'argile, c'est d'ailleurs un peu l'argument des anti-Bure, il disent que ce n'est pas si étanche qu'on le dit. Alors qui peut aller voir ? ».

En outre, tous n'ont pas la même vision des effets produits par une exposition à une radioactivité modérée. Pour certains ces effets sont indiscutables : « Le fait aussi d'avoir reçu dans notre région les effets de Tchernobyl, ben, ça a quand même causé... Vous avez dû en entendre parler ... C'est quand même réel, il y a quand même beaucoup de cancers de la thyroïde dans notre région, qui n'ont pas eu lieu ailleurs ». Mais d'autres ne sont pas convaincus : « A La Hague, non, c'est pas parce qu'il y a plus de cancers que eux ils sont forcément... que ce soit vraiment de leur faute. Je ne pense pas ».

Contrairement aux risques d'irradiation, les risques d'explosion n'inquiètent que de l'ordre de la moitié des personnes interrogées.

Quelques-uns manifestent simplement leur scepticisme, à des degrés divers, quand ces risques sont évoqués. Parfois ils n'ont pas envisagé une telle possibilité, ou penchent pour la négative, mais sans certitude : « Moi, je n'ai jamais pensé à ça : non je n'ai jamais pensé à un risque d'explosion » ; « Sur les déchets a priori non, mais je n'en sais rien ; a priori non ». Dans d'autres cas ils sont plus affirmatifs : « Non ; bien je pense que quand ça explose, c'est qu'il y a autre chose ». D'autres, non contents de répondre « non » à cette question, argumentent. « Il n'y aura pas de réaction nucléaire parce qu'on n'a pas la masse critique » ; « C'est trop profond. Une explosion à la surface du sol, ça n'aura pas d'effet en dessous » ; « Une explosion, non je ne pense pas. Ça après, c'est de la chimie, c'est des histoires de fusion, de fission tout ça et je crois que les déchets ne sont pas mis en l'état et ils ne peuvent plus servir à ... explosion, non ». Les croyances des « gens simples » en la matière sont parfois évoquées pour s'en distancer.

D'autres, en nombre sensiblement égal, croient au contraire à l'existence d'un risque d'explosion : « Oui il pourrait à mon avis se produire des explosions, bien que apparemment ce soit fiable ». L'un parle de « bombe à retardement » à propos d'une question sur les stockages souterrains. Une autre répond à une question générale sur les risques : « Bon, là ça peut être un risque si ça explose ».

La nature que l'on trouble

Derrière les propos tenus au sujet du monde physique, on voit souvent se dessiner un rapport plus global à la nature. Celle-ci est considérée comme une totalité qui existe en elle-même, a sa vie propre, indépendante de l'action de l'homme : « La nature, elle se façonne elle-même, elle s'est façonnée elle-même. Ce qui appartient à la géologie, bien sûr que c'est encore de la matière vivante, mais pas au sens humain du terme, donc ça se façonne soi-même ». On rencontre alors une sorte de respect religieux pour la nature, qui peut s'exprimer dans plusieurs registres, de la crainte des malheurs qui arriveront si on la trouble au désir de la protéger des offenses sacrilèges des hommes.

Pour la majorité des personnes interrogées, toute altération de la nature risque de provoquer des maux plus ou moins grands : « Je me vois plutôt dans une position, où il y a un équilibre naturel qui est là [...] et qu'on ne peut pas présager une re-équilibration possible si on modifie les éléments de la donne ». « Je suis plutôt pour dire que, la nature étant bien faite, je fais confiance. Mais par contre ce que nous rajoutons... [...]. Je pense qu'il ne faut pas trop s'amuser à en rajouter, parce qu'à force, ça va nous claquer, rompre l'équilibre ».

Dans cette perspective, toute addition à la radioactivité naturelle, même si celle-ci peut paraître relativement modeste à l'aune de la variabilité de cette dernière, est porteuse de risques inquiétants. Certains affirment seulement que l'on n'est pas certain de l'absence de risque : « On n'a pas de certitude que le fait de notre intervention dans l'équilibre naturel ne provoque pas ... Si ça se trouve, ça ne provoquera rien, mais on a pas de certitude que non plus, à long terme, ça ne provoquera rien ». « Ils ne savent pas si, avec le taux qu'on a un petit peu plus de radioactivité par rapport au point de vue naturel, si à la longue ça va jouer sur notre organisme, ou même sur le... [...], sur la nature ». « Il faut être à zéro

en rejets radioactifs. Bon, la nature en produit. Bon, bien, c'est naturel, j'ai envie de dire. Parce que nous, on vient à remettre dans la nature, bien ce n'est pas naturel. Donc, si on peut l'éviter, bien on doit tout faire pour l'éviter. [...] C'est juste mettre en garde que, justement, que la petite goutte d'eau que le nucléaire va apporter va peut-être faire déborder ce qu'y a déjà dans la nature. Peut-être on va dépasser des seuils, avec ce que La Hague pourrait déverser, qui feront que, on va arriver à un seuil qui sera un petit peu supérieur, et qui déclenchera peut-être chez l'homme, comme chez les animaux, comme dans la nature, d'autres... des séquelles ou je ne sais pas ce qui pourrait arriver, quoi ». Il ne faut pas « jouer avec le feu ». D'autres vont plus loin et se déclarent convaincus de l'existence de tels risques - « Je suis persuadé que ce n'est pas anodin d'augmenter la radioactivité » - ou hésitent entre l'affirmation et le doute : « D'aller rajouter encore de la radioactivité, ça paraît évident que ça va décaler quelque chose, quoi. Donc, je ne sais pas, peut-être, on verra des animaux, des insectes mutants, des choses comme ça. Je ne sais pas du tout ce que ça peut entraîner. Mais ça paraît plausible que, de y rajouter encore une dose, bon, ben ça rompra l'équilibre, c'est clair » (cet argument étant utilisé par quelqu'un qui vient de déclarer : « Bon, ben, le sous-sol radioactif, pour moi c'est du Chinois, je ne sais pas tellement ce que ça veut dire »).

Pour certains ce qui est critiquable n'est pas de perturber une nature supposée bonne, mais de rajouter aux difficultés 'naturelles', qui relèvent de la fatalité, d'autres difficultés que l'on pourrait éviter : « Bien sûr, un tremblement de terre, un raz de marée, les choses comme ça, ça c'est un genre de fatalité mais c'est la nature. On ne peut rien y faire. On en revient toujours au même problème, ce qui est fait par l'homme peut être fait différemment. Ça peut être évité ». « Quelle différence ? Bien la naturelle il n'y a pas grand-chose à faire, tandis que l'ajoutée, il suffirait de ne pas l'ajouter ». Ce principe général vaut aussi pour les déchets : « La radioactivité naturelle, on ne peut pas aller contre. Les déchets, de toutes façons, c'est un choix que l'homme doit faire... ».

Du reste, peut-on prendre comme argument la radioactivité naturelle quand celle-ci, soulignent certains, n'est pas sans effets néfastes ? « Morvan et Bretagne, ce qu'ils ont à la tyroï de ce n'est pas un cancer mais c'est des défauts qui sont dus probablement. C'est pour ça qu'avant il y en avait beaucoup dans le Morvan et en Bretagne des gens qui avaient des goitres et apparemment donc des problèmes de tyroï de pas soignés et apparemment ce serait à cause du granit, de la pierre granitique ». A ce titre, l'argument selon lequel des hommes ont vécu de tout temps près de minerais d'uranium en laisse beaucoup dubitatifs : « Ils l'auraient su, je pense qu'ils auraient déménagé et puis ils auraient été ailleurs. Mais à l'époque ils ne le savaient pas, mais la question c'est de savoir, mais on n'a pas la réponse : 'Est-ce que ça a amélioré, prolongé, ou abrégé leur existence ?' C'est ça la vraie bonne question ».

Pour d'autres, on ne peut comparer ce que fait la nature et ce que fait l'homme, et extrapoler de l'un à l'autre : « Imiter la nature... Ce n'est pas tout à fait pareil, ce n'est pas naturel, déjà. [...] Bien non pour moi ce n'est pas comparable ». « Je pense que la radioactivité n'est pas la même si elle est créée par l'homme que si elle est naturelle, je pense. Donc elle ne peut pas avoir les mêmes effets, la naturelle que celle créée. Donc on ne peut pas savoir... ». « On ne peut pas comparer ce qu'a fait la nature et ce qu'a fait le néfaste de l'homme, quoi, je veux dire [...]. Le comparer, dire on va essayer de remettre le taux de radioactivité pareil que l'environnement naturel, la radioactivité naturelle, je trouve ça complètement imbécile en fait ce raisonnement-là ».

Un élément d'une telle vision est que ce n'est pas parce que l'on s'est adapté à un phénomène naturel qu'on s'adaptera à un phénomène dit équivalent, mais artificiel : « *[On dit que des gens ont très bien vécu au-dessus de gisement d'uranium]* Il n'était pas créé. Ils sont nés avec. Ce n'est pas quelque chose qui est arrivé comme ça. Ce n'est pas artificiel. Je pense que quelque chose de naturel, enfin de naturel, de non artificiel, plutôt. Si on a grandi avec, et qu'on a toujours eu ça, par exemple si moi j'étais... Quelque chose d'artificiel, il faut s'adapter, il faut que le corps s'adapte. Alors que si on est né avec, il s'est déjà adapté ». « La nature, c'est la nature, il y a une radioactivité, ce n'est pas la peine d'en rajouter. Je pense que les Bretons qui de génération en génération... Je pense que leur organisme s'est adapté à cette radioactivité ». « Les déchets nucléaires, je ne sais pas. On s'adapte à la nature, on supporte, on résiste. Ca c'est l'homme qui l'a fabriqué, c'est différent, c'est pas pareil. C'est nous qui l'avons fabriquée ».

Les dangers que l'accumulation de petites atteintes à la nature sont susceptibles d'engendrer, même si chacune d'elle est de peu de conséquence, sont parfois évoqués : « Il y a des fois des phénomènes qui viennent se superposer, ou se greffer l'un sur l'autre, qui va détruire, en fait, la notion de non-nocivité. Et ça on le sait pas, en général, on le sait pas toujours ». « On nous additionne sur la tête des tas de risques soi-disant tolérables, à force, ça devient intolérable ».

La nature peut aussi être vue comme un être que l'on doit respecter. « La nature c'est la nature. Moi, ce que je n'aime pas c'est que les hommes cassent tout. Moi je suis croyante et la nature c'est un peu de la surnature pour moi ». Cette vision est particulièrement évoquée à propos de la terre : « Enfouir ces déchets même dans des zones géologiques profondes ça on est en rapport direct à la terre. On est en rapport direct à la terre nourricière, j'allais dire. Et polluer, enfin mettre un engin extrêmement polluant dans ces zones géologiques, même si c'est des zones géologiques stables, euh, ça, ça n'est pas inquiétant, c'est triste, je dirais ! ». Dans cette exigence, il arrive que la nature soit associée à l'œuvre des ancêtres : « Parfois dans l'humain quoi, c'est qu'on ne respecte les choses qui ont été faite 10 ans, 100 ans ou 200 ans avant. Puisque au jour d'aujourd'hui, l'homme ne respecte pas la nature et ne respecte pas ce que ses ancêtres ont travaillé [...]. Je me dis qu'il faut [...] qu'il y ait une interdiction de mettre en danger ce que d'autres gens ont fait avant ».

Une manière peu commune de sacrifier la nature est de faire au contraire une confiance infinie à sa solidité : « A mon avis, on crée quelque chose d'artificiel [...] mais ça n'importunera pas l'équilibre naturel radioactif mondial. [...] Comment est-ce qu'on peut arriver à déstabiliser la nature ? ».

Toutefois, certaines des personnes interrogées, minoritaires, refusent cette sacralisation de la nature et considèrent plutôt celle-ci d'un regard essentiellement pratique. Elles ne font pas de distinction radicale entre la radioactivité naturelle et la radioactivité produite par l'homme : « La radioactivité, c'est déjà un phénomène naturel qui existe, donc il ne faut pas non plus tout diaboliser ». « Enfin d'après ce que j'avais compris la roche en Bretagne c'est du granit. Le granit est radioactif. Je ne crois pas que les Bretons soient forcément malades de cette radioactivité. C'est toujours l'hystérie à l'égard du nucléaire, c'est-à-dire que on est contre le nucléaire, on est contre tout le nucléaire et on est même presque contre le nucléaire naturel. [...] Moi je suis plutôt plus nuancé sur ces questions-là, c'est-à-dire que s'il existe à l'état naturel... et puis bon quand on fait une radio à l'hôpital on prend de la radioactivité, bon ce n'est pas pour autant qu'on est malade ». La revendication d'un rejet zéro est dès lors jugée excessive : « Ça me semble un peu trop parce que bon malgré tout, comme on disait, il y a de la radioactivité latente un peu partout et où qu'on soit d'ailleurs. Imaginez que vous viviez au dessus d'un champ d'uranium, il n'y a pas de mine encore mais d'un seul coup on découvre qu'il y a de l'uranium en dessous de chez vous ben vous avez vécu avec et Cro-Magnon il a vécu avant nous et tout le monde a vécu avant. Ce n'est pas pour autant qu'on a... ».

Cette vision des choses incite à trouver raisonnable l'idée de s'écarter de la nature, à condition de le faire avec modération : « Je pense quand même qu'il y a un seuil acceptable. [...] Tant qu'on ne dépasse pas, tant que c'est contrôlé ». « C'est vraiment excessif d'imposer une radioactivité nulle puisqu'il y a toujours une radioactivité naturelle, de toutes façons, donc il est raisonnable de mettre un seuil qui a été installé depuis longtemps je pense ». La règle de sûreté qui prend comme limite acceptable le dixième de la radioactivité naturelle paraît dès lors satisfaisante : « Ils ne font pas pire que ce qui existe naturellement. Ça semble raisonnable. C'est bien. Si effectivement c'est le cas, c'est très bien. Je trouve que d'un point de vue sécurité, ils se fixent quand même des ambitions qui sont bien. Parce qu'ils pourraient dire... prendre dix fois ce qui existe naturellement, et puis on a prouvé que ce n'était pas dangereux, et puis voilà, quoi. Donc là, je veux dire, ils se mettent vraiment dans un seuil de sécurité qui est bien ». « Si on se met ne serait-ce qu'à la moitié de la valeur moyenne, pour moi personnellement il y a pas de risques plus importants de travailler à la centrale nucléaire de T... ou d'ailleurs que d'être en plein milieu du chant de graviers de Karnak ».

Ceux qui adoptent ce point de vue prennent aussi comme argument le fait que, dans d'autres domaines, on n'hésite pas à accepter de perturber la nature, de manière parfois très significative : « La perturbation

nulle sur la nature, ça fait des siècles qu'on va dans l'autre sens et quelquefois sans mettre de seuil, dans les pollutions naturelles de l'eau, des sous-sols, etc., et il ne faut pas non plus être extrémiste sur tout. On a beau être extrémiste sur la radioactivité alors qu'à côté on a toléré beaucoup de pollutions sans seuil. Je pense aux pollutions de l'eau, aux déchets ménagers, aux matières plastiques, par exemple, etc., quand on se promène, même en France maintenant, ou dans certains pays du monde où c'est une horreur».

Certains hésitent entre deux positions « S'ils se tiennent à ça, c'est bien. Parce que, si effectivement, on est à... On a tant d'exposition naturellement... Si eux, ils n'en prennent qu'un dixième, rationnellement, je me dis, ça devrait être juste au niveau mathématique, comme ça, ça doit être juste. En même temps, je me demande si la nature, s'il y a un endroit précis où la radioactivité à laquelle on est exposé est un peu plus élevée qu'à d'autre, c'est peut-être pour des bonnes raisons, ou peut-être pour des chose que, soit moi je ne connais pas, soit qu'on n'a pas encore réussi à expliquer. Et que justement, qu'à la base c'est de la radioactivité naturelle et que peut-être elle est quand même différente de la radioactivité artificielle que nous on... enfin qu'EDF produit ou que la COGEMA produit. Donc, du coup c'est... Moi, disons que c'est un argument qui m'ouvre plus de questions que de certitude. C'est vrai que j'aimerais bien avoir plus de réponses que ça... Donc... Parce qu'on a été plus habitué à entendre dire que la nature faisait ça, donc au premier abord on peut faire la même chose qu'elle, et puis de se rendre compte que, finalement, il y avait des raisons pour lesquelles elle le faisait qu'on n'avait pas comprises. Et que ça remettait en cause les méthodes que nous, on utilisait avant. [...] On n'a pas de certitude que le fait de notre intervention dans l'équilibre naturel ne provoque pas ... Si ça se trouve, ça ne provoquera rien, mais on a pas de certitude que non plus, en long terme, que ça ne provoquera rien ».

Un point de vue singulier conduit à affirmer que l'homme est capable de s'adapter à la radioactivité : « Aujourd'hui on aseptise tout à outrance, parce qu'on met des normes de sécurités trop importantes et trop draconiennes. En fait on va à l'inverse de ce qu'on connaissait dans le temps, et on arrive à des situations où les gens sont de moins en moins résistants, donc je pense qu'on est à peu près dans le même domaine. [...] Moi je pars du principe que la nature, le corps humain arrive à s'adapter au fil du temps à des situations... Aujourd'hui, un être humain qui vivait il y a 1000 ans, c'est sûr qu'il ne vivrait pas longtemps, compte tenu du degré de pollution qui existe aujourd'hui. [...] Je crois même qu'il y a des études de scientifiques qui ont prouvé qu'il y avait des animaux, de petits insectes et autres, qui arrivent à vivre dans un environnement hyper pollué en radioactivité. C'est sûr que c'est des êtres un peu primaires et qui ne sont pas aussi complexes que l'être humain, mais je pense que l'être humain est capable de s'adapter à son environnement au fil du temps ».

Les déchets échappent au monde ordinaire ; les stocker n'y change rien

Compte tenu du caractère singulier des déchets nucléaires, les stocker, dans quelque condition qu'on le fasse, est perçu par beaucoup comme une mesure d'attente qui laisse entière la question de ce qu'il adviendra quand on en fera réellement quelque chose, c'est-à-dire quand on les réintégrera dans le monde ordinaire. Ce point, exprimé explicitement par environ la moitié des personnes interrogées, paraît présent en filigrane de manière beaucoup plus générale. Les déchets sont, par définition, quelque chose qui reste quand on s'est servi de ce qui était utile. La question posée est : vont-ils rester indéfiniment dans cet état, simplement stockés parce qu'on ne sait pas quoi en faire, avec tous les dangers qui leur sont inhérents, maintenus en lisière pour les empêcher de causer trop de dommages mais toujours menaçants ; ou, au contraire, va-t-on les sortir de cet état, pour les réintégrer dans le monde de ce dont on sait que faire, qui est utile, qui joue un rôle positif dans l'existence, un monde domestiqué ?

Le fait de les stocker est perçu comme allant de pair avec le fait de ne pas savoir quoi en faire d'utile : « Moi, ce que j'ose espérer c'est que la recherche permettra d'ici vingt, trente ans, de retraiter des déchets qu'aujourd'hui l'on ne sait pas traiter et donc que l'on stocke ». « Les déchets nucléaires pour moi, ça évoque des matières qu'on ne peut pas utiliser [...]. Donc, il faut bien stocker quelque part ». Stocker s'oppose à « gérer » : « Pour le moment on stocke, et donc... Et après, comment ils vont faire pour les ressortir ? Et puis pour les gérer vraiment ? ».

« Stocker » peut être associé à « abandonner », « oublier », « laisser », toujours par opposition à « gérer » : « On ne peut pas laisser ces déchets-là à La Hague sur des terrains vagues ou n'importe où à l'air libre. [...] Moi mon espoir, c'est que, dans les siècles qui viendront, on saura peut-être gérer ça. Et si on sait gérer, il faudra pouvoir reprendre ce qui a été stocké et le gérer. [...]. Moi, j'ai l'impression qu'on va coller ça là et on oubliera et puis c'est tout [...]. On confine, on confine, on abandonne tout ».

Sortir de cet état implique de faire en sorte que les déchets retrouvent une utilité : « Moi je pense qu'il faut qu'on refasse quelque chose avec ». « Moi j'estime qu'on doit trouver un principe pour retraiter les déchets radioactifs et qui doivent servir à quelque chose ». « Peut-être que ces déchets-là on va trouver une solution pour les désactiver ou de s'en servir. Non, dans un jardin, on se sert des déchets pour faire (inaud) on fera peut-être un sous pipi de nucléaire avec les déchets, on le fera. Les recycler ».

Agissant ainsi, on pourra enfin « trouver la solution » à un problème qui ne peut être considéré comme résolu tant qu'on se contente de stocker : « C'est toute l'éducation qu'on laissera à nos enfants, et leur dire : 'On n'a pas été capable de résoudre un problème, peut être que vous, vous n'y arriverez pas, peut-être que vos enfants non plus. Mais un jour, il faudra que quelqu'un arrive à le résoudre' ». La plupart font confiance au progrès de la science pour que l'on finisse, tôt ou tard, par trouver comment faire ce qu'on ne sait pas faire aujourd'hui : « C'est peut-être utopique, mais je dis qu'il arrivera un moment où fatalement... Enfin jusqu'à présent, et c'est en cela que je suis un utopiste optimiste, c'est que l'homme finit toujours par trouver la solution au problème. Aujourd'hui on ne l'a pas. Ma conviction, demain, même si dans l'absolu, on ne l'aura pas à 100 %, on aura des solutions, au moins on aura des solutions, elles évolueront, fatalement ».

C'est dans cette voie que l'on pourra arriver à ce que, le problème que posent les déchets étant vraiment résolu, on cessera de l'évoquer : « Moi, je m'en fous de la qualité du stockage. Ce que je veux, moi, c'est que la recherche soit privilégiée et puis qu'on ait suffisamment bien entretenu tout ça pour qu'on puisse les récupérer, les traiter, qu'on n'en parle plus. »

III

A qui faire confiance ?

Se voyant largement démunis, et de moyens d'action, et d'expertise dans le domaine, ceux que nous avons interrogés se sentent réduits à devoir faire confiance à ceux qui gèrent la question, scientifiques, politiques, entreprises. Or, là encore, ils sont pleins de doutes. Et, la plupart d'entre eux ne se reconnaissent guère dans les associations anti-nucléaires, même si ils trouvent le rôle de celles-ci utile à titre de contre-pouvoir.

De manière générale, la vision des acteurs concernés qu'ont les personnes interrogées est peu spécifique au nucléaire. Elle s'appuie pour l'essentiel sur un ensemble d'opinions, de manières de voir les choses, relatives aux grosses entreprises, à l'Etat, au rôle des intérêts et de l'argent, à la science et aux savants, fondées à la fois sur une sorte de sagesse populaire (sagesse des nations) et sur un ensemble d'événements hautement médiatisés où on a vu à l'œuvre ces catégories d'acteurs. Les acteurs du nucléaire sont perçus pour l'essentiel en tant qu'appartenant à des catégories plus vastes où ils se trouvent inclus. Certes deux événements spécifiques alimentent de manière significative le regard porté sur les acteurs du nucléaire : d'une part l'affaire de Tchernobyl, affaire qui d'un côté alimente le sentiment de la majorité des personnes interrogées qu'on ne leur dit pas la vérité mais de l'autre nourrit a contrario le sentiment que la France est un pays où on sait gérer les choses sérieusement ; et d'autre part l'argent dépensé près de Bure pour faire accepter le projet, argent qui alimente chez une part notable de ceux qui habitent dans la région le sentiment que l'on a acheté les consciences. Mais ces événements eux-mêmes interviennent largement en contribuant à renforcer des idées toutes faites qui leur préexistaient, idées qui ont du reste conditionné la manière dont ils ont été perçus et les enseignements qui en ont été tirés : les gros nous racontent ce qu'ils veulent ; la France a les meilleurs ingénieurs du monde ; l'argent corrompt. Ces idées toutes faites trouvent de toute manière largement de quoi s'alimenter dans la marche du monde, d'autant plus qu'elles orientent la manière dont l'opinion et les médias construisent le regard porté sur cette marche.

Un sentiment d'être démunis

Face aux questions que pose la gestion des déchets nucléaires, les personnes interrogées se sentent bien démunies.

Dans un tel domaine, l'individu isolé ne peut pas grand-chose : « Il y a des domaines où le public peut intervenir, par exemple il y a une pollution qui est, à mon avis, absolument effroyable c'est la pollution par tout le plastique, les bouteilles. [...] C'est une pollution sur laquelle nous, moi je peux intervenir. Je peux surtout ne pas jeter mes sacs en plastique, ou les faire disparaître par une autre manière par le tri etc. ou ne pas jeter mes bouteilles en plastique à la mer etc. Moi, je sens que j'ai une possibilité d'intervenir, c'est-à-dire ne serait-ce que par le recyclage. Mais dans le domaine des déchets atomiques, je ne vois pas comment moi, simple citoyen, je peux intervenir, si ce n'est par mon vote éventuellement, en disant oui ou non, mais c'est tout ».

De plus, face au pouvoir de l'Etat appuyant l'industrie nucléaire, l'individu se sent bien impuissant. Quelques-uns ont exprimé très vivement un tel sentiment : « Mais on n'est rien monsieur, on est des moucherons, même conseiller [municipal]. Cher monsieur, je me rends compte que nous ne sommes pas grand-chose. Les décideurs sont ailleurs ». « On n'est jamais que des chiffons de papier ». « De toutes façons ce que l'Etat décide, ça s'accomplit, qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas ».

Que dire, sans connaissances approfondies, face aux experts du sujet ? « Tous ces gens-là sont super sûrs d'eux, et... Je ne peux pas aller leur dire : 'Oui, mais machin, ceci, cela', quoi. Ils le disent, ils ont certainement raison, ou alors c'est... c'est la plus belle bande de menteurs qui puissent exister. Donc, je

pense que, oui, ils nous disent ça, mais nous, avec nos connaissances, on ne peut pas aller contre. On est obligé d'avaler, quoi ». Faute d'un savoir suffisant pour maîtriser une documentation technique, comment porter un jugement sur ce que disent ces experts : « Comment vous voulez que moi je puisse vérifier ça, je suis obligé d'y croire ou de ne pas y croire, mais je ne peux pas le vérifier. Moi je n'ai aucun... le citoyen lambda n'a aucun moyen de vérifier ça. [...] Donc oui, on est bien obligé de faire un peu confiance. Je ne me vois pas si vous voulez me lancer dans des études... bon lire ces types de comptes-rendus que vous venez de me donner et puis me lancer à lire des machins des associations, parce que c'est des associations qui combattent le nucléaire, lire ça ... Je ne comprendrais pas davantage d'un côté que de l'autre ».

Certains sont disposés à croire les responsables, en donnant divers arguments, mais ce n'est pas sans quelques hésitations. D'un côté, ce sont des gens compétents et honnêtes dont on peut penser qu'ils travaillent sérieusement : « Moi, je pense que c'est bien, j'ai foi dans l'homme. Je pense qu'il y a des gens honnêtes encore aujourd'hui, qui j'espère se battent. [...] J'ai confiance dans les gens. C'est humain, c'est quand même lié, c'est la conscience civique ». « Je ne sais pas, les gens qui donnent un avis là-dessus ils croient à ce qu'ils font c'est sûr, je ne sais pas ». De plus, l'existence d'institutions démocratiques limite les possibilités de cacher la vérité, même si elle est loin de fournir une garantie parfaite : « Oui, il y a des informations, mais moi j'ai tendance à croire, peut-être que je suis un peu naïf, pourtant j'ai dépassé l'âge, j'ai tendance à croire les informations officielles puisqu'on est quand même dans un pays qui est une vraie démocratie où l'expression est quasi totale, donc j'ai tendance à croire ce que l'on me dit. Mais croire sans pouvoir vérifier. C'est une question de confiance puisque je n'ai pas les moyens... ».

Cette confiance, non dépourvue de certains doutes, s'exprime parfois en faisant appel aux termes « je pense », « je suppose », « j'espère » : « Je pense qu'ils ont bien évalué tous les risques que ça comportait. [...] Enfin, c'est à espérer parce que on leur fait confiance, quand même ! Ben, on espère qu'ils ont pensé à toutes ces choses-là. Normalement, ils sont censés y penser, quand même. Ils savent que c'est dangereux, donc je pense qu'ils ont quand même évalué tous ces risques-là. [...] Enfin, je suppose que s'ils les ont mis, justement, moins confinés, c'est que c'était moins risqué aussi, quand même ». « Je pense que quand même les techniciens savent ce qu'ils font. Je pense que s'ils font ça, ils savent qu'il n'y a pas plus de risque que ça. Enfin j'espère. J'ai confiance ». Certains introduisent une nuance supplémentaire de doute en utilisant la formule « j'ose espérer » : « J'ose espérer qu'on a sécurisé les sites pour qu'il n'y ait pas d'intrusion ». « J'ose espérer que, vu la dangerosité radicale de ce qui est entreposé, il y aura la sécurité à la hauteur ». « J'ose espérer que c'est bien fait ». « J'ose espérer que la France va accorder des crédits dans la recherche pour essayer de neutraliser... ». « Maintenant, le résultat, je ne peux que croire ce qu'on dit. Donc, j'ose espérer que c'est vrai ».

D'autres (parfois les mêmes, à d'autres moments) sont plus méfiants : « J'ai quand même un doute quelque part qui me fait croire que on nous ment. On nous a certainement menti sur des points et on continuera à nous mentir. Alors ils peuvent bien nous dire qu'il y a des endroits qui n'ont pas bougé depuis des millions d'années, mais je n'ai aucune preuve pour le vérifier, donc je suis forcément sceptique ».

Les scientifiques, savants, ingénieurs et experts

Parmi les acteurs évoqués par les personnes interrogées, les scientifiques de diverses natures, savants, ingénieurs et experts, tiennent une grande place. Le regard qui est porté sur eux, avec un mélange de confiance et de méfiance dosées différemment selon les personnes interrogées, est alimenté par une vision générale des scientifiques qui n'est pas propre à ceux qui s'occupent de la gestion des déchets nucléaires, ou même du nucléaire en général. Une des personnes interrogées formule de façon particulièrement claire ce fait que le jugement porté sur ceux qui travaillent dans le domaine est lié à leur inclusion dans une catégorie beaucoup plus vaste, catégorie qui est elle-même objet de jugement : « Bon alors, quand on entend maintenant, qu'on voit ou qu'on entend parler des experts d'un peu partout et dans tous les domaines, on voit que ça (inaud) sous la coupe des experts, alors... Je ne sais pas quoi dire, mais j'espère que les experts là-dedans sont compétents. [...] Les hommes, qu'ils soient experts ou

qu'ils soient médecins ou qu'ils soient instituteurs ou qu'ils soient je ne sais pas quoi, il y a leur caractère qui joue, il y a leur... individuel, il y en a qui peut-être sont un peu trop sûrs d'eux et puis d'autres pas. Si on les prend personnellement, il y a toujours des gens, mais là dans un tribunal, vous avez un expert qui dit d'une façon et puis l'autre qui vient après et qui dit le contraire. J'espère que ce n'est pas la même chose dans le nucléaire ». On voit coexister une majorité d'opinions nettement positives qui mettent l'accent sur la compétence des experts, leur dévouement à leur métier, et des opinions plus réservées qui émettent des doutes sur leur honnêteté intellectuelle et la conscience qu'ils ont des limites de leur capacité à tout prévoir et à tout maîtriser.

L'autorité des scientifiques, dans un domaine éminemment complexe, est largement reconnue. « Le gouvernement il fait confiance à ces gens là qui sont experts ». « A mon avis je pense que les physiciens, les chimistes, savent quelque chose là-dessus ». La compétence des intéressés est couramment mise en avant : « Les gens qui sont dans le circuit, c'est des gens qui connaissent à mon avis leur boulot. [...] Je leur fais confiance, tout à fait. C'est quand même des gens, les chercheurs, qui sont sérieux ; a priori tout le monde est sérieux quand on fait de la recherche ». « L'information devrait venir par les scientifiques, c'est encore ceux auxquels on a le plus confiance ». « Tous ces ingénieurs qui travaillent dans le nucléaire, je leur fais confiance aussi. Je pense qu'ils prennent à cœur leur travail et qu'ils, enfin ils savent ce qu'ils font ».

Référence est faite, également, à leur bonne volonté et leur sincérité : « Quand ils disent qu'ils sont prudents, on va les croire, je ne pense pas qu'ils veuillent nous mentir ». « Les ingénieurs, je pense, ne sont pas des 'Barbe-Bleue', qui n'ont pas du tout l'intention de faire exploser la planète, et font au mieux avec ce qu'ils ont ». « J'en pense beaucoup de bien à condition qu'ils soient euh... objectifs, c'est ce que je pense d'ailleurs, qu'ils y sont, parce que... s'ils n'y étaient pas, ce serait vraiment lamentable ». L'humanité des intéressés est parfois évoquée : « Je ne prends pas les gens de l'ANDRA pour des imbéciles ; pour des menteurs peut-être sous quelques réserves. Maintenant, s'ils nous disent qu'on peut, ils n'ont pas plus envie de condamner leur génération, et les générations futures. Je pense que sont des gens qui ont des enfants comme les autres, et je tiens compte de leur avis d'homme et pas de leur avis de scientifique ».

Parfois, il y a quasi assimilation entre les experts et la science qu'ils incarnent : « Je leur fais confiance, je fais confiance à la recherche, je fais confiance à la science ». « Moi il me semble que bon j'ai une espèce de confiance en la science dans ce domaine-là. Moi je suis, je suis assez, enfin personnellement je suis assez confiant, en l'occurrence peut-être trop d'ailleurs, pour le ... envers la science ». La plupart des personnes interrogées attendent beaucoup des progrès de la science : « C'est un grand espoir. [...] La science aujourd'hui, elle est tellement évolutive ». « L'homme à des capacités extraordinaires de progression, on en est encore qu'à l'âge de pierre, et j'en suis sûr de ça. [...] De ce côté là j'ai une foi inébranlable dans le génie humain ». Ces progrès, est-il souvent affirmé, permettront de trouver un jour une solution aux problèmes d'aujourd'hui : « La science va trouver. Si, c'est sûr, c'est vrai à terme ». « L'homme finit toujours par trouver la solution au problème. Aujourd'hui on ne l'a pas, ma conviction, demain, même si dans l'absolu, on ne l'aura pas à 100 %, on aura des solutions, au moins on aura des solutions, elles évolueront, fatalement. [...] Je dis toujours : 'La science doit être capable de nous amener des solutions aux problèmes qu'elle nous pose'. [...] Je ne sais pas quand, mais je dis : 'Ils vont trouver, ça c'est sûr' ». Cette foi en la science est parfois proclamée de manière particulièrement vive par des personnes particulièrement mal informées, avec une réponse « Tout à fait d'accord » à une question portant sur la capacité de la science à résoudre à terme le problème des déchets. On a largement affaire à une foi du charbonnier. Pour un très petit nombre, la science est capable d'éliminer tous les risques : « Si on donne aux gens les moyens, la possibilité d'aller au fond de leurs recherches et de savoir quels sont tous les risques potentiels, même en cas d'explosion, qui sont pris en cas de stockage, je pense qu'on peut arriver à contrecarrer par avance le risque ».

Quelques-uns, par contre, se méfient plus, expriment des doutes : « Je ne sais pas trop ». « En principe, s'ils sont corrects, s'ils sont honnêtes, c'est bien, mais voilà, est-ce qu'ils le sont. [...] En principe, on doit pouvoir leur faire confiance mais est-ce que c'est faisable ? ». « Les experts utilisent leurs arguments eux-mêmes en fonction de leur camp, donneraient une partie des arguments pour justifier une action

donnée. Un spécialiste du nucléaire, connaissant les conséquences, ne va pas parler des conséquences. Il va parler des avantages, mais il va toujours dire : 'Oh oui, mais moi, je n'ai pas menti, ce que j'ai dit, j'ai raison'. Mais il ne va pas dire ce qu'il n'a pas dit. [...] C'est l'exemple type de la manipulation scientifique ».

Un point sensible concerne les limites du savoir des savants : « Moi, je fais confiance aux scientifiques, maintenant... Attention, je respecte les compétences de ces gens-là, mais par rapport à la nature, personne n'est infallible. Ce n'est pas une science exacte à 100 %, quoi. Parce qu'il y a toujours, enfin je ne suis pas scientifique, je n'ai jamais fréquenté ces milieux-là, mais je pense qu'un scientifique vous dirait : 'Il y a toujours un % de risque' ». « Moi je ne mets pas en doute leur capacité, je mets en doute ce qu'ils connaissent. On ne sait pas tout ». Certains voient les scientifiques comme très conscients de ces limites : « Je pense que c'est des gens qui sont capables justement de garder une certaine humilité et puis, justement, par rapport à leur niveau de connaissance ». « J'ai quand même confiance en les scientifiques, ils ont quand même une éthique qui devrait leur permettre de ne pas dire, ne pas avoir un excès d'optimisme, un scientifique ça doit toujours douter ». Mais beaucoup se méfient plus et craignent une pseudo infallibilité que les scientifiques auraient parfois tendance à s'attribuer : « Le type qui est plongé dedans, il a beau être un scientifique, il est de bonne foi mais il peut très bien minimiser les dangers, tout en étant de bonne foi, je le reconnais ». « Ah oui, il y a un petit peu d'orgueil. Ils manquent de simplicité ». Et puis, le fait que ce que l'on affirme ne sera pas soumis à la sanction de l'expérience peut engendrer quelques tentations : « Je ne pense pas qu'ils s'amuse à trop surestimer, non. Bon, c'est vrai que quand ils parlent de 10 millions d'années ou 50 millions d'années ça ne les engage pas. Personne ne pourra contrôler dans 10 millions d'années ». On a aussi des points de vue balancés : « Ben ça, ça se pourrait qu'il y ait des personnes quand même qui se croient plus malins que ce qu'elles sont en fait, pour parler comme ça normalement. Parce que ça peut arriver que des têtes pensantes comme ça qui s'imaginent que... Grosse tête oui voilà. Mais enfin ça ne doit pas faire légion ».

Une certaine condescendance de ceux qui savent envers ceux qui ne savent pas est parfois critiquée : « Je ne mets pas en doute leur compétence. Et par conséquent ils ont un peu tendance à penser que ceux qui savent pas, c'est mon cas, n'ont pas grand-chose à dire, puisque de toutes façons ce qu'ils ont à dire ne repose sur aucune donnée scientifique, donc ce sont des craintes, des terreurs un peu comme au Moyen Age. C'est vrai qu'on est du Moyen Age, pour beaucoup on n'est qu'au Moyen Age, mais c'est vrai aussi qu'il y a des dangers certains et en plus d'un point de vue collectif nous paraissent importants... ».

De toute manière, quelle que soit la compétence et l'honnêteté des intéressés, ce que l'on peut dire, prévoir, envisager, dans un certain état du savoir, fondé sur l'expérience du passé, est limité. Il y a aussi ce que l'on ne sait pas encore, ce que la nature n'a pas encore dévoilé. Pour bien faire, il faudrait en tenir compte, prévoir l'imprévu même : « Moi, j'ai l'impression, on va dire, bon, ces spécialistes, j'espère qu'ils sont hautement confirmés, mais j'ai l'impression qu'on joue un petit peu avec le feu avec ces produits-là. En cas de pépin, on va dire, imprévu, parce que tout ce qui est prévisible, à mon avis, a été réfléchi et on a fait en sorte, même sur les centrales, de faire attention à ce que, même si jamais ça arrive, on n'ait pas de souci. Maintenant, un imprévu, je ne sais pas, ça peut être un tremblement de terre, ça peut être n'importe quoi. Ça peut être autre chose, je ne sais pas... On va dire un cyclone, mais... On n'est jamais sûr à 100 % de quelque chose. La nature nous l'a prouvée plusieurs fois, il peut se passer quelque chose d'important. Et moi, ce que j'attends et ce que j'espère, c'est que, on va dire, ces chercheurs, puisque vous parliez des ingénieurs, chercheurs qui travaillent autour de ça, fassent plus que ce qui est envisageable aujourd'hui, par rapport à ce qu'on a déjà vécu ». Mais comment une telle attente pourrait-elle être satisfaite ? « Qu'ils soient prudents, je n'en doute pas, mais bon... [...] Ils essayent d'être prudents, mais je pense qu'il y a des risques ». De même, la science avance certes, mais d'une manière que l'on ne maîtrise pas : « On peut toujours croire à la science, mais il ne faut jamais dater ses espérances ».

On voit souligner les dangers qu'il y a à s'engager, sans imaginer les conséquences, dans des voies que réprouve le bon sens populaire : « Quand on voit l'exemple de la vache folle, c'est-à-dire nourrir des herbivores avec des poudres carnées et des déchets carnés, on dit il y a quelque chose qui... On est prêt

à aller, pour des raisons d'économies, pour des raisons financières, on est prêt à prendre des risques, là on ne l'avait pas du tout évalué, sauf qu'il y avait des gens qui disaient : 'C'est fou'. Même sans savoir que ça rendrait les bêtes malades, ils avaient dit : 'Il y a quelque chose de pas sain à nourrir des bêtes qui sont des herbivores avec des produits qui est de la viande ou des déchets de viande'. Ils n'imaginaient pas que ça les rendrait folles ».

Les divergences entre experts sont aussi facteur de doute : « C'est pareil, bon, les plaquettes qu'on reçoit, je ne les ai pas analysées non plus en détail mais il y a des gens qui disent qu'en fait il y a des choses fausses dedans. Moi, je ne sais pas non plus dans quelle mesure on peut dire que c'est faux, c'est vrai qu'après on peut faire dire aux mots tout ce qu'on veut, et aux chiffres ». « Moi le discours d'expertise, je m'en méfie énormément. Les gens qui s'autoproclament expert, je n'apporte pas grand crédit à leur parole, en tout cas pas forcément beaucoup plus qu'à quelqu'un d'autre. Donc, voilà de manière générale. Après il y a l'expert et il y a le contre expert, il y a le CRERAD et d'autres assoc etc. qui peuvent prétendre une forme d'expertise et je pense qu'il faut la prendre en compte aussi. [...] Tout est une question par rapport à ça, quel crédit et quel statut on peut accorder à leur parole, est-ce que c'est parole d'Évangile ou est-ce que c'est parole d'expert au sens parole de technicien ». « Il y en a qui ont une démarche positive, il y en a qui ont une démarche négative, mais on ne sait pas si c'est par rapport à leurs recherches, à leurs réflexions, ou alors si c'est par rapport à leurs intérêts. Donc on a du mal, effectivement, à peser le pour et le contre là-dedans, quoi ».

Le fait que les scientifiques appartiennent à des institutions qui ne sont pas forcément au-dessus de tout soupçon est également source de doutes. « Qu'il y ait au sein de ces grands monopoles, industries, des ingénieurs performants, sincères, je n'en doute absolument pas. Mais le problème c'est l'institution et les finalités qu'elle se donne ». « Compétents, sans doute, j'ai l'impression qu'il y a pas mal d'influence, non ? J'ai l'impression qu'il y a quand même pas mal de pressions ». « A priori, je pense qu'ils sont honnêtes mais qu'ils ont des directives malgré tout. Donc, ils ne sont pas totalement objectifs, et qu'il y ait des organismes indépendants qui aient accès aux dossiers me semble quelque chose d'important ». Certes, il y a la science d'un côté, dans toute sa pureté, mais il y a de l'autre les affaires, le 'business', l'argent : « Tout dépend s'ils sont indépendants ou pas. Je pense que dans certains cas, oui, et d'autres, non. [...] Vous savez le business, c'est le business, quoi et... [...]. Attention, je respecte les savants pour tout ce qui est recherche sur la médecine, même sur le nucléaire, mais après, maintenant, qu'ils émettent un avis, je dirais, objectif, ça c'est autre chose ». « Ils n'en tirent pas les mêmes conclusions parce qu'ils n'ont pas les mêmes lobbies ».

Il arrive aussi, de manière exceptionnelle, que la science soit globalement l'objet d'un regard plutôt négatif : « Je n'ai jamais été partisane de la science parce que ... la recrudescence des maladies, tout ça. La science, non ».

Les entreprises du nucléaire et les organismes qui gèrent les déchets

Les questions relatives aux entreprises du nucléaire et aux organismes qui gèrent ce qui se rapporte aux déchets ont suscité des réponses souvent très générales. Des suppositions sont faites en fonction de l'image que les personnes interrogées se font du type d'organisme dont, pensent-elles, font partie les organismes en question, sans qu'elles aient besoin, pour répondre, d'avoir une connaissance particulière ou des avis particuliers sur lesdits organismes.

Quand on leur demande qui, à leur avis, s'occupe des déchets, les personnes interrogées avouent souvent leur perplexité : « Il doit y avoir une agence nationale qui doit le faire ; je ne sais pas le nom, mais... ». « Non je ne sais pas du tout. On ne sait pas comment ils se débrouillent. [...] Je ne peux pas dire si c'est public ou si c'est privé ». « Je ne sais pas du tout. Je ne sais pas si c'est... Après les éboueurs... Je ne sais pas à quel niveau c'est, en fait, les déchets comme ça. Je ne sais pas ce qui produit ces déchets radioactifs ». « A priori, ce serait l'ANDRA, mais je ne suis pas sûr du tout ».

Quand elles en savent plus, les personnes interrogées parlent des centrales plutôt que d'EDF, de la Hague plutôt que de la COGEMA (et si ceux qui habitent dans la région de Bure connaissent l'ANDRA,

ce n'est pas le cas de ceux qui habitent ailleurs) : « Ce sont la hiérarchie des centrales nucléaires ». « Chaque centrale nucléaire qui garde ses déchets ? Où elle les envoie à la Hague pour les retraiter déjà ? [...] Actuellement je ne sais pas qui c'est qui s'en occupe. Je ne peux pas vous dire. » Quelques personnes citent le CEA, de manière plus ou moins approximative : « Ca doit être une filiale du Commissariat à l'Énergie Atomique, des centres de production de l'énergie nucléaire ».

Le rôle de l'Etat, souvent plutôt supposé qu'affirmé, est évoqué également : « L'Etat gère ça, mais je ne sais pas qui s'en occupe » ; « Je dirais qu'un ministère de l'environnement, en principe, ça devrait être lui. Mais je pense, également, que c'est le ministère qui prend en charge de l'industrie et de l'équipement. Je suis persuadé que c'est une question qui est quand même traitée à un très haut niveau. Je dis au niveau des instances gouvernementales, après il y a diverses organisations, Greenpeace en particulier. Au niveau gouvernemental il y a un ministère pour ça ».

En ce qui concerne l'action de ces organismes, on trouve beaucoup de réponses du type « je suppose », « je pense », « c'est sûr », « certainement », « forcément », qui ne sont pas fondées sur une connaissance directe mais sur des idées générales (des stéréotypes) relatives aux types généraux d'organismes auxquels on a affaire. De ce fait, ceux qui n'ont aucune idée sur les organismes qui s'occupent des déchets ne manquent pas pour autant d'avis sur leur action.

De manière générale, le contraste est net entre les stéréotypes, plutôt positifs, concernant les scientifiques, et les stéréotypes, beaucoup plus négatifs, concernant le monde des affaires, de la finance, du 'business', des 'lobbies'. L'argent corrompeur est présent : « Après c'est des grandes sociétés qui drainent beaucoup d'argent, enfin je pense, c'est mon avis personnel [...]. Donc, après il y a forcément, je pense des lobbies qui essaient d'influencer plus ou moins ». « Il y a tellement d'argent qui rentre en ligne de compte que, après... [...] les intérêts jouent beaucoup, des fois avant la santé des gens ». « Leur but à elles c'est le bénéfice, donc elles sont prêtes à prendre des risques, plus facilement ». Dès lors, on peut craindre le pire : « Ben, en affaire il n'y a pas de pitié, voilà. Y'a pas de remords ». « A mon avis c'est sans scrupule. Parce que, ça revient à ce que je disais, à partir du moment où ils n'ont pas de remords à mettre des mecs pour traiter les déchets, c'est que quelque part pour eux, une vie c'est rien. Je veux dire c'est... Comparé aux millions d'euros qu'ils vont ramasser. C'est du business, c'est du business ».

On rencontre toutefois, de manière exceptionnelle, une image très positive des entreprises concernées : « Je pense qu'elles sont très surveillées et très sûres, je pense qu'il doit y avoir une organisation tout à fait correcte dans ces entreprises. »

Quelques-uns, peu nombreux, sont plus spécifiques et évoquent des éléments propres au secteur concerné. On a de vives critiques envers le « lobby nucléaire » : « Ce qui me chagrine le plus c'est qu'en fin de compte, on est face maintenant à ce qu'on appelle un lobby nucléaire. Et ce lobby, essentiellement, c'est EDF-GDF. [...] Il faut bien reconnaître, qu'en l'état actuel des choses, les gens qui produisent l'électricité nucléaire ne semblent pas disposés du tout à revenir sur leur façon de faire, et restent dans leur logique de production d'énergie nucléaire sans chercher... Voire même à faire tout, de manière très indirecte probablement, pour marginaliser les recherches et les potentiels d'énergies dites remplaçantes ». « Aujourd'hui, il doit y avoir le CEA, le (...), AREVA, enfin de grandes boîtes privées et puis des organes de contrôle publics, j'imagine, en gros. [...] Ca manque profondément de transparence. [...] Il y a un lobby nucléaire c'est sûr, après il y a un personnel politique, un certain nombre de gens qui peut-être, sans directement appartenir à ces lobbies, sont en tout cas, défendent l'industrie nucléaire en France, qu'ils considèrent comme un fleuron industriel ».

La vision générale du rôle des intérêts est parfois appliquée spécifiquement aux entreprises du nucléaire : « Je reste un peu sceptique. Disons que je suis... J'ai de la peine à être convaincu par la COGEMA ou par EDF. Disons que pour que je puisse prendre ces chiffres comme acquis, que, effectivement, ce qu'ils font, ce n'est pas dangereux pour les individus, il faudrait que ce soit mené par des organismes du gouvernement pour que moi je puisse vraiment prendre ça au sérieux. Je n'ai pas totalement confiance en leur discours à eux, parce que c'est des... Parce que c'est des entreprises et que... Elles arrivent

forcément avec un regard, avec leur regard, en tant qu'entreprises, sur l'environnement, qui n'est peut-être pas totalement objectif. [...] J'entends que, entreprise, ça veut dire... Ça va quand même avec bénéfice et rendement, donc, d'une manière générale, si ça peut nuire au bénéfice ou au rendement, je ne suis pas sûr qu'ils nous disent totalement la vérité. C'est peut-être totalement un a priori de ma part, mais c'est vrai qu'en tant qu'individu, une grosse entreprise qui fait son argent là-dessus, énormément, enfin, je suis pas sûr qu'elle me dirait : 'Le système n'est pas bon et on continue à polluer, parce que c'est...' Ce ne serait pas bon pour l'entreprise en elle-même ». « Je n'ai aucune confiance, aucune confiance dans tout ce qui est COGEMA, CEA, etc. parce qu'ils peuvent... [...] On a vu tellement de cas où on nous a raconté des bobards, qu'on est quand même un peu prudent dans l'acceptation de ce qu'ils nous disent ».

Dans ces conditions, la perspective de privatisation d'EDF inquiète certains : « Les gens qui sont eux-mêmes aujourd'hui avec l'ouverture du capital d'EDF, etc. sont intéressés par le revenu de l'action, et qu'importe le flacon pourvu qu'on ait l'ivresse ». « Quel sera l'avenir d'EDF à très long terme ? Privatisé en vingt cinq millions de petites sociétés irresponsables ? ».

L'Etat et les politiques

L'action de l'Etat est massivement vue comme un moyen de poursuivre l'intérêt général, et au premier chef de limiter les dérives affairistes : « La gestion des déchets devrait être faite par l'Etat. Enfin, bon, contrôlée par l'Etat du moins. Peut-être sous-traitée en partie par les entreprises privées, mais contrôlée par l'Etat ». « Au bout du compte, il y a la responsabilité politique dans l'intérêt général ». Cela apparaît bien en réponse à la question : « *Pensez vous qu'il est important que l'Etat s'engage activement dans la gestion du nucléaire ?* ». On voit des personnes ayant exprimé tout au long de l'entretien combien elles étaient ignorantes du sujet devenir tout d'un coup très affirmatives : « Oui », « Oui, il faut que l'Etat s'engage », « C'est le rôle fondamental de l'Etat ». « Absolument, c'est un garant bien imparfait mais c'est le seul garant qu'on peut trouver, enfin, c'est pas le seul parce qu'il faudrait donner la parole aux associations mais il est essentiel que l'Etat prennent en charge, du moins surveille ce qui se passe ».

On a là un grand repère qui marque la société française et qui s'exprime à propos de ce domaine comme il pourrait s'exprimer dans n'importe quel autre ; on voit bien, à travers les propos tenus, qu'il s'agit largement une position de principe, qui ne s'appuie pas sur une connaissance précise du secteur : « Moi, je pense qu'il faut, je ne sais pas à quel point et comment c'est géré. Mais je pense qu'il faut que ce soit un maximum dans le domaine public, parce que si c'est des entreprises, des industries privées, il y a toujours le profit qui rentre en compte de façon primordiale. Qui dit profit, enfin, dit baisse de la vigilance par rapport à la sécurité, profit immédiat, enfin, voilà. Quand c'est dans le domaine public, c'est-à-dire que c'est l'Etat qui a vue sur ça, et donc les citoyens et tout ça, il y a une préoccupation sur la sécurité qui est plus importante ».

Quelques-uns évoquent à ce propos les conditions que devrait remplir une privatisation d'EDF : « Une des raisons qui font que j'étais très réticent à la privatisation d'EDF, c'est pas tant le problème de la privatisation, c'est que derrière il y a tout le parc nucléaire. Et on ne peut pas imaginer qu'un parc comme ça tombe dans le domaine du privé. Je dis c'est de notre responsabilité collective. Et je dis que la responsabilité collective passe par une gestion de l'Etat. C'est-à-dire, au moins... Je ferais plus confiance au politique que je ne ferais confiance aux industriels, c'est tout ». « Je pense qu'en tout les cas que comme on traite de produits dangereux, qu'un contrôle public, pour le moment EDF est sous contrôle public, mais qu'un contrôle public, sévère, rigoureux et régulier paraît une nécessité absolue ». « Que l'EDF soit dénationalisé bon c'est bien, mais il faut que le gouvernement reste quand même partie prenante dans le système ».

Toutefois certains, nettement minoritaires, craignent que l'Etat ne succombe lui-même aux dérives qu'il est censé contrôler. Certains précédents, telle l'affaire du sang contaminé, ont quelque chose d'inquiétant : « Quand je vois comment a été traitée l'affaire de la contamination par le sida, c'est une affaire de fric, donc d'argent, le service qui récupérerait le sang, le centre de transfusion sanguine, savait qu'il y avait un risque potentiel, mais ils ont... [...]. Donc a priori, des gens à qui on peut faire confiance

sont capables pour des raisons X de se laisser aller à des dérives. Alors, est-ce que dans l'organisation de notre société, dans le nucléaire, effectivement si on s'apercevait qu'il y avait un danger, est-ce qu'il y a des gens qui auraient suffisamment de poids pour s'opposer à la poursuite d'un projet où il y aurait un risque ? ».

Certains ont, par ailleurs, un regard très positif sur les politiques et leur action : « Il y a bien des gens au gouvernement qui sont plus compétents que moi en la matière. [...] Je pense quand même que toutes les possibilités sont quand même évaluées. Ça c'est sûr ». Mais on retrouve, dans quelques cas, la méfiance classique pour la politique politicienne : « Justement ce qui est grave c'est que la politique l'emporte sur la raison. La politique, elle tue, elle tue l'esprit ». « Mais bon je me méfie, c'est quand même des décisions politiques tout ça, donc on nous fait croire ce qu'on veut et on fait ce qu'on veut, et il y a peut-être encore une fois l'intérêt économique derrière qui prime ». Dans ce cas, le politique et les intérêts économiques sont unis dans une même réprobation. « Je crois que c'est le pouvoir économique qui détermine le politique, trop d'intérêts, les intérêts ». « Les PDG des grandes entreprises françaises, ces gens-là sont très discrets et pourtant la manne elle part de ce côté-là. Les autres sont plus les pantins, je vous dis, de droite ou de gauche. Mais ces gens-là, on leur fait... Les autres écrivent la partition et eux la jouent, quoi ». « C'est des technocrates tout puissants assortis d'industriels avides ».

Chez certains, les informations données par le monde du nucléaire, Etat comme entreprises, sont l'objet d'une suspicion intense : « Nous sommes dans un pays où la désinformation est la règle et où la non transparence est le mode principal de communication de l'industrie nucléaire en France depuis l'origine. [...] Tout en étant tout à fait convaincu que l'information est très insuffisante dans notre pays, et que même la désinformation a fait partie du projet nucléaire, puisque au départ, le projet nucléaire été d'abord un projet militaire. [...] La désinformation est la règle et les campagnes de communication qui sont faites, sont toutes faites pour glorifier la chance qu'a la France d'être dotée de ce tout nucléaire, mais occultent la totalité des problèmes qui ont été révélés sur l'ensemble de la planète. [...] Je n'ai aucune confiance dans les seuils évalués prévus et avancés par les scientifiques et je pense que la mystification est la règle dans ce domaine-là ».

Il arrive aussi que le sentiment qu'il faut bien faire confiance à quelqu'un ou à quelque chose l'emporte sur les raisons de douter : « Maintenant, moi je fais confiance, quand même, aux gens de l'ANDRA. C'est le gouvernement, je ne sais pas, moi je n'y connais rien, mais si on ne fait confiance à personne, ce n'est pas la peine. [...] Qu'est-ce que vous voulez que j'en pense, je ne sais pas. Je n'ai pas de moyen pour contrôler, je ne suis pas ingénieur dans la matière, rien du tout. Faut croire ce qu'ils nous disent, c'est tout. Faudrait avoir un appareil et, je ne sais pas, faudrait vérifier. [...] Je ne peux rien dire là-dessus, je ne sais pas. Je ne sais pas. Comment voulez que je sache ? [...] Il faut faire confiance aux gens qui s'en occupent, c'est tout. [...] Moi, je fais confiance à la science, maintenant, il faut confiance à quelque chose ».

Les effets de Tchernobyl sur la crédibilité des politiques

Nombre des personnes interrogées ont exprimé leur conviction que l'on a menti à propos du passage du nuage de Tchernobyl sur la France et cela alimente des doutes sur la crédibilité de ceux qui ont informé les populations. La confiance générale dans l'Etat n'est pas pour autant radicalement mise en cause, mais un sérieux élément de doute, qui pèse sur la façon dont tous les messages relatifs au nucléaire sont susceptibles d'être reçus, se trouve introduit.

Divers termes, tels que mensonge ou désinformation, sont utilisés pour qualifier la communication mise en place lors des événements de Tchernobyl : « On l'a vu pour Tchernobyl finalement bon c'est vrai qu'il y a eu... On a annoncé qu'il ne fallait pas consommer telle ou telle chose. Mais en même temps il y a eu silence. Il y a eu aussi mensonge sur les zones qui ont été touchées ». « Je pense de suite à une désinformation, en pensant à Tchernobyl, où bien évidemment les nuages radioactifs s'étaient arrêtés à la frontière de la France... [...]. Il y a en ça une hypocrisie et une désinformation pour préserver les choix politiques de la France, parce que c'est quand même éminemment politique ». « On nous avait caché que le nuage était passé au dessus de l'est ou au dessus de la France. Le nuage radioactif qui venait de

Tchernobyl. Mais on le dit un an après. [...] On dit toujours ce qui est caché arrivera un jour à la lumière, à la vérité ». On a parfois des accusations particulièrement directes : « On nous dit n'importe quoi parce que quand il y a eu Tchernobyl, moi j'ai vu un type qui était à la Hague, parce qu'il est venu... Alors je lui ai dit : 'mais qu'est que vous en pensez ?' Et bien il dit : 'c'est très simple, le ministère m'a téléphoné pour me dire : 'Ne dites pas que ça été multiplié par 4 à la Hague', il dit : 'Mais non, je ne dirais pas ça puisque ça été multiplié par 10' ».

Cette manière de faire est vue comme particulièrement peu respectueuse des citoyens : « Il faut arrêter de se payer de la tête des gens ». « On nous prend quand même un peu aussi pour des imbéciles ». « On s'est foutu des populations avec des arguments d'une grossièreté et d'une simplicité absolument hallucinante ».

On voit affirmer que cette désinformation a détourné les habitants des régions concernées de prendre les mesures qu'elles auraient dû prendre : « Nous on expliquait aux Français qu'il y avait une frontière et que le nuage s'était pile poil arrêté à la frontière. Attendez, alors ça, moi j'en ai voulu aux politiques de l'époque, parce que j'ai mangé les légumes de mon jardin. On m'aurait dit : 'Tu ne manges plus tes salades et tes radis, là, pendant 6 mois, ou alors tu les laves, tu les laves, tu les laves et puis c'est tout'. Alors qu'on a le Massif Vosgien à côté où la concentration s'est faite dans les champignons, vous savez que les champignons ont cette particularité d'attirer... Alors on a trouvé des concentrations radioactives dans les champignons, alors le champignon devenait (inaud), les bêtes en ont mangé, etc. Et ça on aurait pu nous le dire, et là on n'a pas respecté le principe de précaution. [...] Et vis-à-vis de, moi je dis, de ceux qui auraient en charge la responsabilité du pays, moi autant la canicule de l'année dernière, moi je n'accuse personne parce qu'il faisait chaud, il fallait se mettre à l'ombre et boire, et puis c'est tout, et puis c'est pas la faute du ministre si le thermomètre était à 36 °. Mais par contre Tchernobyl, là, si. Et c'est pourquoi d'ailleurs que ça envenime et empoisonne le débat mais parce que, effectivement, les anti-nucléaires, ce n'est pas qu'ils marquent des points, c'est qu'ils touchent du doigt des déficiences graves ».

Certes, il n'est pas évident pour tous qu'il faille toujours dire la vérité, mais cette manière de voir renforce plutôt le sentiment que l'on ne sait pas tout : « Apparemment, ils n'ont pas voulu faire peur aux gens, parce que, de toute façon, une fois que c'est fait, ça ne se voit pas, et puis quoi qu'il arrive, on ne peut rien y faire, quoi. Faut plutôt faire de la prévention avant, qu'après c'est trop tard. [...] Bon, c'est évident qu'ils n'allaient pas dire aux gens... Après, les gens seraient un peu hystériques, quand même. À la limite, vaut mieux... je pense qu'ils sont obligés de dire : 'Il vaut mieux ne rien dire, parce que sinon, ce serait quand même la panique'. Et plus, c'est quelque chose qu'on ne voit pas, mais bon, c'est trop tard, quoi. [...] Sinon des fois on a l'impression dans les régions... Ils se disent : 'Ouais, là c'est pas trop habité, on va dire que c'est passé là. C'est mieux que de passer sur Paris, par exemple'. Parce que quand on voyait leurs cartes, souvent ils disaient que c'est passé côté Est, enfin bien loin, chez... l'inconnu ». Dans cette affaire, ce n'est pas seulement la crédibilité des politiques qui est en cause, mais aussi celle des scientifiques : « On voit bien qu'on n'est pas toujours informé sur tout ce qui... Vous voyez Tchernobyl, le nuage, il s'est arrêté à nos frontières. C'était des personnes, quand même, compétentes qui nous ont dit ça. Des savants... ».

Même les plus modérés, qui se posent des questions sur l'ampleur réelle des effets du nuage, expriment le sentiment qu'on ne leur a pas dit la vérité : « On parle beaucoup d'impact sur la santé par rapport à ce qui s'est passé à Tchernobyl. Alors, est-ce que c'est vrai, est-ce que ce n'est pas vrai ? [...]. Je pense que si l'État savait que le nuage était au-dessus et qu'il y avait des risques [...] il aurait dû y avoir une information qui soit donnée. [...] Alors, que ce ne soit pas non plus une psychose, parce que c'était pas directement la radioactivité qui arrivait et qui touchait tout le monde, mais dire : 'Attention ! Y'a un petit risque, là, ça va durer 2 jours. Essayez de ne pas consommer telle chose pendant un mois, essayez de faire attention à vos produits du jardin, de bien les laver avant de les consommer' ».

Toutefois, dans de rares cas, les événements de Tchernobyl permettent plutôt d'affirmer a contrario que l'on peut faire confiance à ceux qui s'occupent du nucléaire en France : « Je pense que c'est quand même des gens sérieux qui sont là-dedans. Et on touche du bois, on n'a jamais eu trop de problèmes en

France avec les centrales nucléaires, quand on pense à ce qui s'est passé à Tchernobyl et puis à d'autres, apparemment ça paraît être sérieux. Moi je leur fais confiance ».

L'ambiguïté de Bure

Près du site de Bure, l'ambiguïté qui règne autour de la nature du laboratoire/site d'enfouissement suscite quelque méfiance quant à la véracité de ce qui est dit par les autorités : « Ils jouent sur le thème laboratoire d'études, et est-ce que ça va devenir un site d'enfouissement réel ? On ne sait pas où s'arrête la part d'études et où commence la part de où ça sera le lieu de stockage [...]. C'est vrai qu'on dit toujours le laboratoire de Bure et pas forcément le site de Bure, je ne sais pas ça. A partir du moment où on joue sur le thème laboratoire, on peut se dire : 'on fait les études mais ne vous en faites pas si on découvre quelque chose, ça n'aura pas lieu là'. Et finalement le laboratoire, ça fait quand même un moment qu'il dure et est-ce que à long terme, ça ne va pas être le site qui va être définitif ? ». « Il est évident que les milliards injectés par l'ANDRA, et donc indirectement par l'État, ne vont pas l'être en pure perte, on ne va pas arrêter un si long chemin, et que tout le processus enclenché, notamment sur le plan parlementaire, vise à encadrer de manière un peu hypocrite l'histoire. D'autres sites avaient été retenus. L'État a reculé parce qu'il y a eu localement des oppositions très fortes qui se sont manifestées. Manifestement, là, il n'y a pas eu d'opposition. Bon donc, à partir de là on va prouver aussi que géologiquement c'est magnifique. Donc, bon, il y a beaucoup d'hypocrisie dans l'histoire. Alors, pour démêler le vrai du faux, bien malin qui pourrait vous le dire dans l'état actuel des choses ». Là encore, on a parfois des accusations très directes : « On a vu tous ces engins qui sont arrivés. Vous savez, il y a 10, 15 ans en arrière, on nous a dit : 'Ils viennent chercher du pétrole'. Et puis nous, on disait : 'Ça c'est bien, il vont trouver du pétrole à Gondrecourt, ça va être super, la région va prendre des sous'. Et puis là dernièrement, j'ai discuté avec un gars qui buvait un café au Central, là, un mec qui bosse d'ailleurs là. Je dis : 'Ils sont déjà venus il y a une quinzaine d'années pour forer, pour sonder et tout'. Il me dit : 'Oui, c'était nous'. Je lui dis : 'À l'époque, tout le monde a dit que vous veniez voir pour le pétrole'. Il me dit : 'Non, non, non, non, c'était déjà pour...' ».

Par ailleurs, toujours près du site, l'argent largement distribué est souvent jugé suspect, ce qui affecte l'image des organismes chargés de la gestion des déchets : « Ils ont arrosé un peu partout [...]. Ils sont allés voir les maires, 'vous n'avez pas besoin là d'un tennis, ça vous ferez plaisir ?' Parce qu'au moment où il fallait dire oui, pour qu'ils viennent là, on a quand même interrogé tous les... Ils ont largement arrosé pour que les gens soient incités à dire oui ». « Je pense que, et je crois que c'est quand même vrai, qu'on a pas mal arrosé les communes avoisinantes en leur donnant de l'argent pour accepter ». « Pourquoi nos élus ont accepté ? Il suffit de se promener dans la région de Bure, pour voir dans tous les villages des écoles flambant neuves, des salles des fêtes, des terrains de sport, on a bien arrosé tout le quartier ». Pour certains on a en quelque sorte acheté les consciences : « On dirait un peu que... Par exemple, l'ANDRA, j'ai l'impression qu'ils ont un petit peu 'acheté' les municipalités environnantes, déjà ».

Si on paye ainsi, cela peut-il être sans raison ? « Je me dis que si c'était quelque chose de tout à fait clair, de pas dangereux, enfin, ce serait une usine normale, on ne ferait pas ça. Donc, est-ce que c'est pour cacher quelque chose cette distribution excessive d'argent ? [...] Le fait de distribuer de l'argent aux communes, est-ce que c'est vraiment en contrepartie d'un site, parce qu'on a racheté des terrains, parce qu'économiquement il faut que la commune ait une compensation, ou est-ce que c'est une manière de dire : 'on vous a donné plein d'argent donc ne nous posez pas trop de problèmes'. C'est ça que je ne sais pas et je trouve qu'on est toujours mal à l'aise par rapport à ça [...]. L'ANDRA, par rapport à Bure, [...] on a l'impression que eux vont exagérer en disant : 'non non, je vous assure il n'y a pas de risque, ne vous en faites pas, etc.', en même temps ils distribuent beaucoup d'argent qui met quand même un peu de doute sur ce qu'ils disent. Si c'était si peu dangereux que ça, je ne vois pas pourquoi ils distribuerait autant d'argent ». « Je trouve que l'ANDRA, ça donne l'impression, on a l'impression que le fait qu'ils distribuent de l'argent comme ça, qu'ils fassent beaucoup de pub autour, beaucoup d'expositions pour montrer aux gens que c'est absolument pas dangereux, un petit peu comme si ils voulaient cacher, justement, le danger réel. [...] J'ai un peu l'impression que le fait de distribuer de

l'argent comme là aux communes au site de Bure c'est un peu un moyen de dire : 'on sait pas trop comment on va gérer le problème', là ça devient populaire quand on distribue de l'argent ».

D'autres (peut-être surtout parmi les plus âgés) sont plus nuancés dans leurs propos. Parfois l'argent reçu, ou que l'on espère recevoir sans en être vraiment sûr, est vu comme une juste contrepartie : « Ca a l'air d'être un organisme qui a pas mal d'argent quand même, moi à mon échelle, enfin moi je ne connais pas plus que ça l'organisme ANDRA quoi. Ça rapporte pas mal d'argent aux communes et tout ça. [...] Disons que c'est la contrepartie, c'est le minimum en contrepartie ». Parfois, les propos sont plus distancés, affirmant plutôt que tout ce qui est reçu est bon à prendre, même s'il ne faut pas trop être dupe des justifications officielles : « Il y a eu un arrosage, sur le département, il y a eu un arrosage. [...] Il y eu un arrosage, tout autour de Bure et même jusqu'ici [à Joinville]. [...] La carotte pour attraper le lapin, donc on dit : 'C'est la belle aubaine'. De toutes façons, ils n'auraient pas été là ils auraient été un peu plus loin ». Mais même une partie de ceux qui trouvent normal que de l'argent ait été distribué se posent des questions : « Ca prend des champs à des gens qui sont très attaché à la terre, donc il faut bien qu'en retour, il y ait de l'argent quoi. Mais bon, ça prête à confusion quand on arrose comme ça autour ».

Selon un point de vue particulièrement pessimiste, les responsables locaux ont été trop sensibles au désir de bénéficier de ressources supplémentaires sans que la région en profite vraiment : « Bon, j'en veux un peu aux élus ici, c'est que comme il n'y a pas de ressources économiques, au Conseil Général, les élus, ils sont toujours à l'affût de ce qui pourrait rapporter quelque manne au département. Donc on s'est jeté là-dessus un peu comme la misère sur le monde, en disant : 'voilà, c'est peut-être une solution pour le département'. [...] Moi je vous dis, ici, ce que je regrette c'est qu'économiquement on n'ait pas plus de retombées, on va devenir la poubelle de la France et finalement on n'aura même pas, comment dirais-je, on n'aura même pas le denier de Judas ».

Une prise de conscience bien tardive des problèmes posés par les déchets

Les responsables du nucléaire, pris globalement, sont regardés par beaucoup comme des sortes d'apprentis sorciers qui ont créé des déchets nucléaires sans se préoccuper de ce qu'ils allaient devenir. On doit se soucier de l'avenir de ce que l'on crée : « Quand on commence quelque chose, quand on va donner naissance à quelque chose on doit savoir tout de suite comment on doit donner fin à cette chose-là ». Ce principe ne paraît pas avoir été respecté : « C'est sûr que, peut-être qu'ils n'ont pas pensé tellement aux déchets à une certaine époque et aujourd'hui les déchets sont là. [...] Enfin, dans ma tête, parce qu'on ne devrait pas avoir une discussion comme ça en ce moment. Ça aurait dû être étudié. Bon, on met une centrale, il y a des déchets, ça aurait dû être... ». « Je ne suis pas sûr qu'au début ils se soient posé vraiment la question : Dans 40 ou 50 ans, qu'est ce qu'on fait des déchets quand on va les démonter ? ». « Maintenant la question qui me vient à l'esprit, est-ce qu'on a bien mesuré tout ça quand on a mis en place le nucléaire ? [...] Parce que ça va coûter de l'argent quand même le confinement des déchets, plus la sécurité, plus le suivi, et on parle des centaines d'années. Donc tous ces effets induits, je ne suis pas sûr qu'on l'ait calculé au départ ». « C'est même déjà tard, quoi, pour s'en soucier, enfin je sais pas c'est ça qui me choque le plus, quoi ».

Ce point de vue est parfois longuement argumenté : « J'ai l'impression que le nucléaire, ça a été bien, tant qu'on s'est pas rendu compte que ça pouvait nuire à l'environnement. Et maintenant qu'on a les déchets, qu'on sait plus quoi en faire, il est bien temps, en effet, de s'en préoccuper. [...] Ce qui me frappe, c'est qu'on a inventé quelque chose sans se soucier de, après, les déchets qui nous resteraient. Et maintenant, ben... On court contre... Enfin... Ouais, on court contre la montre, quoi, c'est... [...] C'est seulement après, une fois que les déchets sont là, en dessous, on se dit : 'Bon, ben, maintenant, qu'est-ce qu'on fait, quoi ?' On a ça et faut s'en débarrasser, sachant qu'on va continuer le nucléaire, donc, ça va arriver, donc y'a intérêt à se dépêcher pour trouver une solution, quoi. [...] À partir du moment où la première centrale nucléaire a été construite, il aurait dû y avoir, enfin si nos générations passées avaient réfléchi comme il aurait fallu réfléchir, je pense, il y aurait déjà, à l'origine, dû avoir une solution pour se dire : 'Bon, ben, voilà, on va produire une énergie... De l'électricité pour tout le monde, ce sera super répandu, ce sera comme ça'. Et forcément, c'est génial, avoir de l'électricité autant qu'on en veut, mais

c'est... Inconsciemment, ils ont laissé ça... Enfin, ils ont construit quelque chose de formidable en ne se rendant peut-être pas compte, ou alors en faisant semblant d'ignorer que pendant des milliers d'années, ce serait là, ça resterait là ».

N'y aurait-il pas eu, se demandent les plus critiques, une volonté de cacher les problèmes : « On a minimisé les risques. On n'a jamais entendu parler de ce problème de déchets à l'époque. En terme d'information, on n'en a jamais parlé. Ces déchets-là refont surface et puis on se dit : 'Oui effectivement, puis qu'est-ce qu'on en fait quoi'. Donc c'est un petit ça, qui fait qu'on se dit : 'Oh ben mince, on nous a caché quelque chose'. Donc est-ce qu'on va continuer à nous cacher des choses pendant longtemps quoi ».

Les anti-nucléaires ; un contre-pouvoir

Les anti-nucléaires suscitent, eux aussi, des réactions mêlées. La plupart dénoncent leur irréalisme, voire leur manque de cohérence. Mais beaucoup (souvent les mêmes) considèrent qu'ils jouent un rôle utile de contre-pouvoir, en obligeant à mettre sur la table ce que l'on aurait tendance à cacher, en empêchant que les responsables n'imposent trop facilement leurs vues.

D'un côté un jugement moral, accusant ceux qui militent contre le nucléaire de profiter malgré tout de ce qu'ils refusent, se combine à un jugement politique leur reprochant de ne pas apporter de solution aux problèmes qu'ils soulèvent ou de se complaire dans une attitude passiste. On voit dénoncer leur démarche politique comme étant en contradiction avec la manière dont, est-il supposé, ils conduisent leur vie personnelle : « Ils sont un peu extrémistes. Parce que bon, quelque part, ils sont bien contents de l'avoir. Ils en ont besoin quand même parce que ces gens-là, bon, à part vraiment les 2 ou 3 bergers qui vivent avec une bougie dans l'Aveyron, ok, mais il faut quand même rester lucide, ceux qu'on voit dans les manifestations, vous leur coupez le courant une journée, on verra après ce qu'ils diront ». Le fait de ne pas apporter de vraies réponses aux problèmes soulevés est dénoncé lui aussi : « Disons qu'ils ont raison de défendre l'aspect environnemental, tout ça, mais ils n'apportent pas de solution ; c'est le gros reproche que je leur fais ». « Il y a des gens qui sont très actifs là-dessus, après ils ne sont peut-être pas forcément bien formés au niveau des alternatives non plus. [...] Proposer des alternatives, si on n'en a pas, on ne peut pas en poser à notre mode de vie, d'échanger dramatiquement, ce n'est pas faisable ».

L'hostilité la plus radicale se rencontre chez certaines personnes vivant près du site ou dans sa région : « On voit des fois les manifestations, quand on voit un peu, quand ils s'en vont, comment que c'est très sale, on se dit : 'Ben oui, ils sont « peace and love » !' [...] Déjà, ils ont souillé tout le lieu, mais ça ne les tracasse pas plus que ça, quoi. Ils ont tagué partout... [...]. C'est bien de militer pour quelque chose, mais dans ces cas-là, on nettoie, on fait tout clean... Quand même ». « Ça ressemble plus quelquefois à une rave-party qu'à une manifestation antinucléaire. Je vous dis, ça choque quelquefois même un peu l'éthique du Français moyen local, quoi ».

Mais ces mêmes anti-nucléaires sont vus très majoritairement, par ceux-là mêmes qui les critiquent, comme ayant un rôle irremplaçable : « Par moment, c'est une caricature, mais l'action n'est pas tout à fait... Ils sont utiles parce qu'ils obligent les gens à se remettre en question et c'est bien, il faut qu'il y ait une opposition, il faut qu'il y ait des gens qui manifestent dans le coin, ils ont le droit de s'exprimer. Ils disent parfois peut-être des bêtises, enfin ils caricaturent, mais il y a des fois il y a des choses justes qui sont dites et ils obligent les gens à se remettre en cause, à aller un petit peu plus loin ». « Je sais qu'il y a des anti-nucléaires, alors là je trouve ça déplorable mais bon, j'ai vu des graffitis partout, mais enfin bon, ce genre d'action, c'est dégrader, non. Ça leur apporte plutôt préjudice qu'autre chose [...]. Bon, je pense que c'est comme un syndicat, il faut un contre pouvoir partout. Si ils n'étaient pas là, je pense que ça pourrait être pire ».

Certes, quelques-uns ne partagent pas ce point de vue balancé. Certains ne leur attribuent qu'un rôle nuisible : « Moi, je pense qu'être anti-nucléaire, ça ne sert à rien du tout [...]. Donc, je pense qu'il y a d'autres personnes qui cherchent à gérer ça, il faut laisser les gérer, en fait ». D'autres, un peu plus nombreux, les louent sans restrictions : « Je pense qu'ils sont indispensables, parce qu'ils sont vigilants.

C'est comme des sentinelles, quoi, et ils sont importants pour ça. Et puis ils nous informent et ils nous mettent en garde, ils nous conscientisent ». Mais ces points de vue tout d'une pièce sont très minoritaires.

De manière générale, il est attendu des anti-nucléaires une sorte de rôle de fou du roi (ou de « rôle de candide ») qui interpelle, rappelle ce que l'on aurait trop tendance à oublier, et contribue ainsi à éviter des dérives dangereuses : « C'est bien qu'ils existent pour, au moins, donner une lueur de vérité. Ou donner une autre version de la vérité ». « Ils font quand même avancer les choses parce qu'ils soulèvent quelquefois des problèmes auxquels on n'a pas forcément toujours pensé ». C'est que, les hommes étant ce qu'ils sont, ils ont besoin qu'on trouble ce qui risque d'être une fausse sécurité : « Ils ont raison les anti-nucléaires, parce que c'est ce qui fait que la balance s'équilibre un peu, [...] Pour ne pas que les ingénieurs s'imaginent être les plus forts, il faut qu'il y ait des gens qui soient un petit peu le contrepoids, même si ils n'ont pas forcément raison mais ça fait toujours marcher la machine, et ce qui est important c'est qu'on en parle. Bon, qu'on en parle dans un sens et dans l'autre, et qu'il y ait un contre-pouvoir ». « C'est bien qu'ils soient là, je n'en fais pas partie mais je suis sur le principe pour empêcher, pour toujours rappeler qu'il faut, qu'on n'est pas tout puissant et que quand quelqu'un décide quelque chose, il y a l'opposition. Parce que l'idée de l'opposition c'est ça. [...] Moi je pense que il faut des opposants toujours dans toutes les situations, pour que les gouvernements, enfin que les entreprises ne fassent pas n'importe quoi ». « Il en faut. [...] Pour veiller à ce qu'il n'y ait pas d'abus ».

Mais il y a un abîme à ne pas franchir entre rappeler ainsi certains éléments de la réalité et oublier tous les autres. Le fou du roi sort de son rôle si il prétend dicter la politique à suivre : « Alors bon, disons que les anti-nucléaires ils ont raison dans un sens parce qu'il faut se méfier, mais aussi il faut progresser, ils ont raison dans le sens qu'il faut quand même protéger des nuisances quoi. Maintenant, on ne peut pas dire non à tout ». « Donc ils sont intéressants pour essayer de faire évoluer les paramètres dans un bon sens, mais à mon avis il ne faut pas qu'ils soient là pour être une entrave ». « Quelque part ils ont peut-être raison, mais bon il faut quand même que l'homme évolue ».

Certains opposent nettement plusieurs catégories qu'ils dépeignent comme inégalement respectables : « C'est vrai qu'au départ, pour moi, quand vous avez dit les anti-nucléaires, je me suis vue avec les manifestants, mais c'est vrai que je n'ai pas pensé aux experts qui sont contre... ». « Quand on dit anti-nucléaire, ça dépend comment sont présentés ces gens, il y a aussi une démarche volontaire de diaboliser ces gens là. Mais chez les anti-nucléaires, il y a aussi des scientifiques ».

L'utilité d'un débat public

Dans une situation où il est difficile de connaître réellement les aspects techniques de la question mais aussi de faire confiance à ceux qui en ont la charge, quelle peut être la place de la population ? Quel rôle est-elle susceptible de jouer dans les décisions relatives aux déchets, que ce soit à travers une commission indépendante de l'Etat, ou à travers un débat public ? Les avis sur le sujet sont très partagés. Pendant que certains mettent en avant la capacité des citoyens à limiter les dérives des politiques, d'autres soulignent leur ignorance et préfèrent s'en remettre à des gens compétents, pendant que d'autres encore ont, là encore, un point de vue balancé. Si la majorité est favorable malgré tout à l'idée d'un débat public, les avis sont beaucoup plus partagés quant il s'agit de participation du public aux décisions.

La plupart sont très favorables à l'existence d'un débat public, même s'ils sont conscients de ses limites.

D'une part un tel débat, facteur de transparence, est conforme aux principes démocratiques : « Moi je pense que tout le monde a son mot à dire. Il faut bien prendre en compte toutes les personnes ». « Le public c'est un contre-pouvoir, c'est ça, c'est un contre-pouvoir par rapport aux pouvoirs et aux lobbies des multinationales et tout ça ». « C'est une forme démocratique et il faut pouvoir exprimer son avis, même si ce n'est pas tel qu'il est exprimé qu'il va être pris. Il faut pouvoir savoir et apprendre en discutant, et faire avancer les choses comme ça. Et non pas l'opacité totale et les choses entre les mains d'une élite quelconque, qu'elle soit financière, ou technique ou technologique ».

Certains soulignent l'importance de la qualité de l'information qui alimenterait un tel débat : « Demander au public, c'est pas évident, mais il faut informer le public. Parce que si on demande un avis à quelqu'un, il va vous dire : 'Ben oui, mais qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? Je ne connais pas le produit, je ne sais pas ?' Par contre, si on informe au fil du temps, ça c'est bien ». Cette information doit être claire : « Si tant est qu'on mette sur la table des choses consommables. Parce que généralement c'est sous la forme de rapports obscurs et que personne ne lit ». Elle doit aussi être non-partisane : « Ben l'information, il faut que effectivement elle soit vraiment objective et ça peut effectivement être de la poudre aux yeux si on ne voit, si on ne met en avant que ce qui est favorable ou pourquoi du nucléaire. Ça permet d'être indépendant par rapport à une certaine économie vis à vis des pays arabes qui détiennent le pétrole, ainsi de suite. Mais il faut que les risques soient bien exposés aussi et que l'on explique bien aux gens ce qui est fait dans ce domaine pour les rassurer et que en donnant tous les éléments là, que la population pourra donner son avis, hein, et puis faire confiance ou non ». Il faut qu'elle ait du poids : « Foutez pas ça à un charlot. Il faut que ça soit quelqu'un de reconnu qui fasse l'émission. Faut pas que ça soit le petit journaliste du coin. Il faut trouver quelqu'un qui ait une personnalité, qui soit reconnu ».

Pour la moitié environ des personnes interrogées, ce rôle du public devrait comprendre une participation à une commission d'évaluation indépendante : « Moi je pense qu'il faudrait joindre le public. Et pas, je dirais, des personnes forcément qualifiées, mais des gens comme moi vraiment. Et puis des personnes qui n'ont pas peur de poser des questions qu'il faut poser et qui se foutent, je dirais, de l'embêtement ou de " l'embarrasement " des personnes qui auront à répondre à ces questions. Après tout on est en république. Pourquoi on met des civils dans les jurés, pourquoi pas dans les commissions ? Aux États-Unis, ça se fait ». La méfiance envers les experts peut conduire à voir ce rôle comme essentiel, avec à la limite des propos très radicaux : « Je suis très inquiet quand j'entends parler de commission d'experts indépendants, parce que je connais peu de domaines scientifiques où des experts puissent être véritablement indépendants. Ils sont généralement payés par ceux là mêmes qui sont les intéressés à ces industries là. C'est le cas dans le nucléaire comme c'est le cas dans bien d'autres domaines. Par contre je pense que tout citoyen peut être expert de sa santé publique, peut être expert de son désir de choix de vie, y compris dans le domaine énergétique. La question c'est pas une question d'expert c'est une question de démocratie au sens le plus noble du terme ».

On trouve aussi des propos plus sceptiques sur le rôle du public : « Ca va être des discussions de café du commerce, ça risque d'être tout et n'importe quoi ». « Le public ? Oh ! Vous savez le public il faut qu'il reste à sa place. [...] Il faut quand même que les gens qui sont citoyens, il faut quand même qu'ils apprennent ce qu'il y a dans leur pays, et qu'ils savent un petit peu de quoi il retourne. [...] Parce qu'il faut reconnaître quand même, que nous on n'est pas grand-chose à côté de tout ce monde-là ». Ce scepticisme s'exprime particulièrement face à l'idée de voir le public participer à une commission d'évaluation indépendante : « Il faudrait pour que ce soit valable que le public intégré dans cette commission soit un public averti. Je ne crois pas, là, pour le coup, au principe du suffrage universel qui ne veut absolument rien dire, il faut connaître quand même les choses pour pouvoir les apprécier ». « Le public il ne faut pas lui demander quoi que ce soit parce qu'on voit les questions qu'on pose à une question pour un champion, pas une question pour un champion ça c'est intelligent, mais qui veut gagner des millions, je crois qu'il ne faut rien leur demander ».

Cette vision du public conduit à privilégier l'intervention d'experts de divers bords : « Le public, il n'a pas beaucoup de rôle à jouer, c'est justement ces anti-nucléaires, ces experts, qui peuvent donner un autre éclairage sur la vision qu'a le gouvernement ou qu'a l'État. Mais on n'est pas assez informé, c'est difficile de se faire une opinion, on n'a pas toutes les données et il faut bien s'en remettre à des experts. Et si on s'en remet à des experts, il faut qu'il y ait des contre ».

La compétence des élus est elle aussi parfois mise en question : « On vous met des élus là-dedans, moi je veux bien qu'on vous envoie des conseillers généraux, mais le problème c'est qu'il faudrait avoir fait un minimum d'études quand même. C'est pas parce qu'on est l'élu local qu'on a sa place dans une commission. Il faut que ça soit des experts, même quitte à ce qu'ils s'engueulent ».

Ces interrogations sur le rôle du public s'étendent parfois à l'enquête en cours : « Demander l'avis des gens comme vous le faites... Vous savez, il y a beaucoup de gens qui ne savent pas, qui n'ont pas d'opinion, je pense ».

IV

Que faire ?

La vision qu'ont les personnes interrogées de ce qu'il convient de faire des déchets est gouvernée par un ensemble de principes éthiques, largement empruntés à la sagesse des nations. Ceux-ci ne sont pas propres au domaine concerné, mais s'y appliquent comme ils le feraient dans n'importe quelle sphère de l'existence. C'est à leur aune que sont jugées les solutions proposées à la question des déchets : stockage souterrain, définitif ou réversible, transmutation, entreposage en surface. Par ailleurs, la question des déchets pèse lourdement sur l'acceptation du nucléaire comme une source pérenne d'énergie.

Des principes

Plusieurs principes (énoncé de manière abstraite, ou en filigrane dans maint propos concernant des questions concrètes) ont été particulièrement mis en avant : il faut agir de manière responsable et assumer les conséquences de ses choix ; il faut être raisonnable, ne pas demander l'impossible ; quand des problèmes se présentent il faut les résoudre du mieux qu'on peut ; il faut être ouvert à l'avenir.

Agir de manière responsable, au premier chef à l'égard de nos héritiers

On doit assumer jusqu'au bout les conséquences de ses actes : « On peut dire : 'Après nous le déluge', d'accord, mais on a pas le droit de dire ça ». « C'est dans l'idée de régler nous même nos problèmes en temps voulu ». « Je ne suis pas chimiste ni ingénieur mais, dans ma tête, je pense que, quand on crée quelque chose, il faut penser aux conséquences, quand même ». « Ce que je me dis c'est que, bon, on n'a pas le droit de mettre des déchets comme ça dans la terre et de dire : 'On les oublie' ». Il s'agit d'assumer ses responsabilités, sans chercher à se défaire vers les générations futures : « C'est nous qui sommes dans l'action, c'est nous qui sommes responsables, c'est à nous de décider pour elles [les générations futures], au mieux ». « Tous les moyens économiques devraient être mis en place pour justement assumer complètement ce choix politique de s'être lancé dans le nucléaire, et puis maintenant de l'assumer pour que les générations futures ne soient pas victimes de ce choix ».

Pour pouvoir assumer, il faut regarder la réalité en face : « Je veux dire, c'est pas la peine de se voiler la face, quoi, il vaut mieux prendre les mesures dès qu'elle s'imposent, plutôt que de faire l'autruche, et de se dire on va attendre que ça se passe, ça c'est important ». Certains vont très loin dans les images utilisées pour affirmer cette volonté : « Il faut savoir, il faut se rappeler. C'est un peu comme l'holocauste. Si on disait : 'effaçons, oublions tout, ignorons, faisons comme s'il n'y avait pas eu d'holocauste ou de génocide dans tel pays d'Afrique'. Non, c'est affreux ».

Nos responsabilités vis-à-vis de nos héritiers, immédiats et lointains, sont particulièrement mises en avant. « Bien, il faut dans la mesure du possible prendre en compte l'intérêt des générations qui vont venir après nous ». « Ah bien oui, c'est certain, parce que, bon, quand on met ça à 200 000 ans, c'est pas nous qui engageons notre responsabilité, quoi. On engage la responsabilité de toute l'échelle humaine sur des générations et des générations ». L'image d'un héritage maléfique est utilisée : « En tout état de cause c'est vrai qu'on hypothèque l'avenir des générations futures sur ce principe-là et ça c'est terrible ». « C'est la capacité de la génération actuelle de compromettre l'avenir des générations futures ». « Comment on va laisser cette planète pour nos futures générations. [...] Bien nous on ne sera plus là mais les autres seront là et [...] ils seront contaminés à notre place ». « Ce sont les générations futures qui vont hériter de ce cadeau empoisonné, alors qu'ils n'ont rien demandé à personne ».

Pour la plupart, c'est ce legs aux générations futures qui fait problème, beaucoup plus que ce qui peut leur arriver personnellement : « Pour moi ça m'est égal, mais pour les petits-enfants des petits-enfants de mes petits-enfants ». « Maintenant, le site de Bure m'inquiète pas plus que ça. [...] Mais pour les enfants, les petits enfants, là, les générations futures ça peut être inquiétant ». « Moi, ça ne me fait pas

peur le nucléaire aujourd'hui, si on parle de nucléaire civil, évidemment pour la production d'énergie. [...] Quelles seront les conséquences dans l'avenir pour nos enfants, petits enfants ou x génération au-delà et voilà. Ce n'est pas une peur réelle, mais il y a un doute sur l'avenir ».

Certes, quelques-uns se sentent concernés de manière très directe : « Je me sens énormément concernée depuis très longtemps. Je sais déjà que ça empoisonne tout à tel point que je n'achète pas du thon, du saumon du nord de la Baltique là parce que je pense qu'il peut être radioactif ». Mais ils sont très minoritaires. Nettement plus nombreux sont ceux qui, au contraire, tiennent des propos tels que : « Ca ne me préoccupe pas plus que ça », « Là-dessus, je ne me pose pas trop de questions », « Ça n'empêche pas de dormir quand même ». « C'est pas un risque plus qu'un autre. [...] Ben maintenant on peut mourir de n'importe quoi. Vous, vous parlez des déchets, là, tout ça, ça n'empêche pas de vivre. Faut s'attendre à tout. Faut prendre la vie comme elle est maintenant. [...] Ben, moi j'ai pas peur, si quelque chose se produit, on le prendra et puis c'est tout ». Toutefois, certains se sentent quelque peu coupables de ne pas se préoccuper plus de la question : « C'est vrai que c'est important, et puis on ne s'en intéresse pas plus et pourtant c'est grave. Je pense que c'est grave ». « Elle me préoccupe, c'est peut-être un terme un peu fort, disons qu'elle fait partie de mes réflexions en tout cas. [...] Pour une majorité des gens, la vie est extrêmement difficile, et que les soucis du quotidien passent malheureusement avant les soucis de ce genre, qui sont des soucis de l'humanité ».

Cette vision des choses affecte le délai dans lequel il paraît raisonnable de résoudre les problèmes que l'on a créés : « D'un point de vue éthique, c'est faire en sorte que la génération gère ses déchets et ne les lègue pas aux générations futures. D'un point de vue technique, [...] faire en sorte qu'on règle à l'échelle de dizaines d'années le problème de la radioactivité de certains éléments, ce serait quand même très important ». « Moi je crois qu'il faut quand même régler le problème dans l'immédiat. Il faut prendre ses responsabilités. Et non pas reporter, dire : 'bon dans le futur nos descendants traiteront le problème' ». « Il faut raisonner en termes de notre vie. C'est nous qui avons créé ça, il faudrait qu'on le résolve avant de partir. Quand ils disent : 'Non, non, mais vous comprenez, à l'échelle géologique, 300 ans c'est que dalle, c'est rien du tout'. Attends, 300 ans, c'est la dixième génération qui vient après nous, et ils ne nous ont rien demandé. Donc c'est... 300 ans ou 100 000 ans, c'est le même problème, c'est le même problème. Dire : 'C'est de courte durée, c'est dans 10 ans', OK. 20 ans ou 30 ans, OK, c'est maîtrisable. Et je dirais, celui qui l'a produit, il va mettre en place un processus pour... l'éliminer. Là, à la limite, on a une attitude responsable. Mais 100 ans, 300 ans, 200 ans, ce n'est pas raisonnable. Tant que ça dépasse une durée de vie... La génération qui l'a produite, elle s'en charge jusqu'au bout. [...] On reste dans l'échelle d'une vie ».

Rares sont les voix divergentes, qui trouvent normal de confier les problèmes pendants à la génération suivante. « A partir du moment où une génération a travaillé, bon on n'a pas solutionné le problème à fond. [...] Donc la génération suivante doit reprendre forcément le flambeau là où on en est. Et à elle de transmettre après à la génération qui suit en disant : 'voilà, maintenant on en est là, continuez le boulot qu'on est en train de faire parce que il faut savoir qu'on a un héritage qui est en dessous de nous et que cet héritage là ce n'est pas un héritage anodin' ». « Ah bah j'ai encore, je ne sais pas, encore dix ans à vivre, après ce sera les autres qui verront. On leur laisse la place ». De plus, même ceux qui sont prêts à accepter des délais importants trouvent souvent une manière de rendre leur position compatible avec le principe d'une action responsable. Si on ne peut faire autrement que de léguer des problèmes, encore faut-il faire de son mieux pour les réduire au minimum, voire pour que les générations suivantes tirent un bien de ce qui est pour nous source d'embarras : « Nous, on est concerné, mais on ne doit pas... Déjà, on n'arrive pas à régler les problèmes sur notre échelle. Donc je pense qu'il faut sensibiliser les générations pour que... Si ça se trouve, plus tard, eux, de ça, ils en feront quelque chose de bien, en fait. Ils arriveront à trouver... C'est vrai que le progrès, il fournit plein de choses, et si ça se trouve, sur ces déchets, ils deviendront peut-être quelque chose d'important pour eux qui les aideront, ils vont peut-être trouver quelque chose d'utile ». « Mais ça peut être bénéfique, on peut s'en servir pour autre chose. Je parle du déchet par lui-même, on n'est qu'au tout début ».

Quelques-uns évoquent également notre responsabilité vis-à-vis des pays pauvres, vers lesquels il pourrait être tentant de se débarrasser de nos déchets. « Je pense à un équilibre des rapports Nord-Sud où il faut

être très vigilant par rapport à ça et ne pas tomber dans le piège de pays qui accepteraient, pour se faire un peu d'argent, les déchets des autres ». « Il y a une législation qui fait que chaque pays est obligé de gérer ses déchets. Je pense que c'est une bonne chose pour ne pas abuser par exemple d'une situation de faiblesse d'un pays parce que je pense spontanément à la Russie qui avait proposé un temps, pour se faire un peu d'argent, d'accueillir les déchets, notamment radioactifs, des autres pays ». Les autres pays sont parfois invités eux aussi à assumer leurs responsabilités : « Alors il me semble qu'à partir du moment qu'on n'est pas complètement avisé, et qu'on ne sait pas si ce qu'on fait est juste, chaque pays, au moins développé, devrait traiter ses propres déchets ».

Par ailleurs, agir de manière responsable implique de trouver des solutions qui permettent de maîtriser la situation en dépit de tous les aléas qui peuvent affecter le fonctionnement des dispositifs retenus : « Les déchets, il faut qu'ils soient contrôlés. [...] Il vaut mieux essayer de stocker ça avec les moyens qu'on veut bien s'en donner pour tout maîtriser ». Cette maîtrise doit être conçue de manière réaliste, en tenant compte des possibilités de faire fonctionner les dispositifs qu'elle implique, même si la société évolue de façon défavorable : « Si on veut quelque chose de sûr, il ne faut pas que ça coûte très cher non plus. Pourquoi ? Parce que si on ne peut pas l'implanter de façon pas très chère, forcément il y aura des pays qui ne pourront pas payer. [...] Il faut savoir calculer les prix, si on emploie telle solution qui sera durable sur des générations, est-ce que la prochaine génération, par exemple, sera capable de payer de même façon. [...] Nous on peut arriver à faire ça aujourd'hui, mais si c'est un peu plus dur dans le futur on ne peut pas assurer que ça sera poursuivi. [...] Moi à mon avis, il y a un cycle humain, on peut très bien avancer avec les sciences mais on peut très bien aussi régresser. Si il n'y a pas une poursuite économique, on n'arrivera pas à progresser scientifiquement non plus. Donc, il peut y avoir un état de guerre qui nous conduit cinquante ans en arrière. Si nos cerveaux scientifiques sont exterminés un jour, qui va prendre leur place pour nous former à nouveau. [...] On connaît beaucoup de choses aujourd'hui mais il faut les poursuivre pour qu'on ne tombe pas dans le piège en arrière ». « Les déchets nucléaires, demain, ce qui arrive ici, on ne sait pas. Peut-être économiquement, on va chuter. Par exemple, en France, maintenant on est bien, ce n'est pas la cambrousse. Les pays de l'Europe de l'Est, économiquement, ils ont chutés. Un jour ici, la France, si elle chute, on ne peut pas contrôler les déchets nucléaires ».

Une attitude de modération

La plupart des personnes interrogées ont prôné une attitude de modération, ennemie des positions extrêmes qui ignorent la complexité des situations. Cela est parfois affirmé *in abstracto*, comme une question de principe, et parfois à l'occasion de prise de positions sur des sujets particuliers : « Je suis toujours partisan du moyen terme [...] la voie médiane doit bien exister quelque part ». « Il y a peut être un juste milieu à trouver entre les extrêmes ». « Il ne faut pas exagérer ». « Il faut savoir mettre de l'eau dans son vin ». « Il faut éviter de tomber dans le manichéisme ».

Ceux qui s'écartent d'une telle attitude sont souvent critiqués : « Donc moi, au milieu de tout ça je ne sais pas qui croire, je me méfie toujours des extrêmes ». « Tout est un problème d'équilibre. C'est l'excès qui est préjudiciable, dans un sens comme dans un autre, c'est pourquoi je me méfie toujours, entre les anti-nucléaires et les pro-nucléaires, moi je me situerais toujours à mi-chemin. Je dis 'les autres, oui, ils vendent ça, mais quel est leur intérêt. Et puis les autres, est-ce qu'ils ont tout compris, quoi ?' Ce n'est pas que je veux jouer les Ponce Pilate, mais il arrive un moment où je me dis : 'Il y a un juste milieu à trouver, sinon on ne vit plus' ».

Une des conséquences d'un tel principe est qu'il ne faut pas demander l'impossible, ce qui n'empêche pas de faire du moins mal qu'on peut : « Idéalement [...], utopiquement [...], j'aimerais [...] mais il faut être conscient que actuellement ça n'est pas possible ». « Il n'y a pas de solution idéale. Et quand il n'y a pas de solution idéale, il faut toujours chercher la moins mauvaise ». « La solution c'est vraiment de rendre l'énergie nucléaire la moins nocive possible, sachant de toute façon qu'on arrivera pas à faire zéro nocivité, mais la moins nocive possible ».

Ce principe va de pair avec l'idée que toute médaille a son revers, que l'on n'a rien sans rien, et qu'il faut bien assumer la complexité du monde, et en particulier les risques dont la vie même est porteuse : « De toutes façons, moi je pense que tous les progrès ont leurs côtés bénéfiques [...] et puis il y a toujours après, on ne s'en aperçoit pas toujours, mais il y a un côté pernicieux ». « Dans la mesure où on accepte une chose, on accepte le progrès et tout ce qui va avec. Moi je suis fataliste comme ça. C'est dans tout comme ça, c'est la vie qui fait que dans la mesure où, quand on se marie, il y a des avantages et il y a des inconvénients [...] Ben ça c'est le revers de la médaille du progrès, ça c'est certain ». « A ce moment-là, il faut interdire aux voitures de rouler, il faut interdire aux avions de voler, il faut interdire aux gens de souffler. Il y a beaucoup de choses... Il y a des risques quelle que soit, n'importe comment, l'activité qu'on mène ».

Cette attitude s'applique au nucléaire : « Mais tant qu'on utilise le nucléaire, il y a des déchets. Est-ce qu'on peut aujourd'hui vivre sans nucléaire en France ? Sans parler dans le monde ». Elle implique d'admettre que, puisque les déchets nucléaires existent, il faut bien en faire quelque chose : « De toutes façons on n'a pas le choix, il faut bien les mettre quelque part, ces déchets ». « De toutes façons, il faut trouver une solution ». « On est dans un monde où on vit avec ça, donc voilà, on ne peut être contre non plus ». Quelques-uns vont jusqu'à admettre qu'il faut qu'ils soient eux-mêmes conciliants si le bien commun le demande : « Il faut bien les mettre quelque part, alors... Bon, en partant du principe que c'est toujours mieux chez le voisin, avec ça on ne s'en sort pas. A un moment donné ou à un autre, il faut bien les mettre quelque part. [...] Si on vient me dire 'écoutez, c'est dans votre jardin que c'est le mieux parce que regardez, la couche géologique...' Même si je ne suis pas géologue mais que tous les experts viennent me dire que c'est là qu'il faut les mettre parce que c'est là où ils sont le mieux, qu'ils les mettent là, qu'est-ce que tu veux ». « Sachant que le risque zéro n'existe pas et n'existera jamais. [...] Je ne suis pas inquiet, le stockage va être à 11Km. Et vis-à-vis de ma famille, de mes enfants, je vous dis, tel qu'on a le dossier en ce moment, c'est un risque, entre guillemets, 'qu'on semble maîtriser'. Je ne dirai pas à ma famille : 'On va déménager' ».

La prise en compte de la dimension économique est un élément d'une telle attitude de modération. « Est-ce qu'on pourrait mettre la barre plus bas ? C'est aussi une question de coût, parce que je pense que plus on va chercher à diminuer ce taux [de radioactivité] et plus ça va coûter cher ». « Le nucléaire, c'est se voiler la face que de dire 'on peut s'en passer à cent pour cent et on trouve d'autres solutions'. Même s'il y a d'autres solutions [...], c'est des solutions financières beaucoup plus coûteuses. [...] Economiquement on n'a pas le choix ».

Un minimum de confiance dans autrui s'inscrit aussi dans une telle attitude : « Il faut quand même faire un peu confiance aux gens, sinon on ne fait plus confiance à rien ».

Faire de son mieux

Si un principe de modération demande que l'on n'exige pas l'impossible des responsables, il ne s'agit pas que ceux-ci en profitent pour se laisser aller : « Il faut pas qu'on s'autosatisfasse ».

Pour le plus grand nombre des personnes interrogées, il s'agit que, à défaut de réaliser l'impossible, ces responsables fassent de leur mieux : « J'espère qu'ils font ça bien, quoi. Qu'ils ne vont rien omettre, surtout rien mettre de côté parce que, bien prendre en compte tous les facteurs, et vraiment faire le tour de toutes les solutions, et vraiment essayer de... se démener, quoi ». Cette idée est exprimée de multiples manières. Il faut faire le mieux possible : « Faire le mieux possible, le moins risqué, plutôt que de faire n'importe comment », « Faire au mieux », « Qu'on en mette un minimum, qu'on essaie d'en recycler un maximum ». Il faut se donner du mal : « Il faut se lancer à corps perdu dans la bagarre », « se retrousser les manches », « s'affairer à la tâche ». « Vigilance, ça doit être un maître mot ». Même si le résultat n'est pas parfait, on doit pouvoir dire qu'il était impossible de faire mieux car « tout a été mis en œuvre ».

Cette exigence s'est particulièrement exprimée à propos du niveau de radioactivité additionnelle admissible. Beaucoup, sans prôner une éradication immédiate de la radioactivité due à l'homme, ne sont

pas prêts non plus à se satisfaire de l'idée de seuil en dessous duquel on pourrait se contenter du résultat obtenu, et ne plus faire d'efforts.

Comment juger d'effets sur la santé statistiquement infimes, mais radicaux pour les personnes qui seront touchées ? D'un côté, la mort relève toujours d'un absolu dont on ne peut s'accommoder, qu'elle concerne un proche ou un humain quelconque : « Si le un c'est mon enfant ou moi ou mon mari ça devient énorme ». « J'ai pas envie de me retrouver dans le mort du million, moi ». « Un mort, c'est un mort. Et moi je suis... Sans parler forcément du sujet, mais je veux dire, dans la vie quand vous perdez quelqu'un, c'est toujours quelqu'un qu'on perd... Même si on ne le connaît pas, ben c'est un être humain qui s'en va, quoi ». Pourtant il est difficile de rester ainsi dans l'absolu : « Moi, je vais être raisonnable, un mort sur un million... On espère qu'on ne sera pas de ceux là, mais je pense que de toutes façons... ». « C'est un peu osé de dire : 'ce n'est pas grave parce qu'il n'y a qu'une vie sur un million, donc on laisse tomber'. En même temps, les associations qui s'y opposent, si on regarde par exemple les fumeurs, si on regarde les accidents de la route, il y a beaucoup plus d'accidents et là, les gens, finalement, ne réagissent pas, ou pas plus, peut-être moins certaines fois. Si on dit : 'oui ça va augmenter la mortalité des enfants', je pense que mon enfant il a plus de risques de mourir écrasé par une voiture que parce qu'il a été exposé près d'une usine d'incinération [...] ou près d'une centrale nucléaire ». S'il est donc impossible d'éviter tout effet néfaste, il reste à faire de son mieux : « Donc, on est toujours avec deux positions extrêmes comme ça, et c'est vrai que [...]. C'est vrai que par contre, le fait qu'ils disent un sur cent mille ce n'est pas beaucoup ou un sur un million ce n'est pas beaucoup, à partir du moment où c'est une vie, je pense qu'on ne peut pas dire que ce n'est pas important [...] Il ne faut pas dire non plus : 'comme il n'y a qu'un risque sur un million, on ne va peut-être pas faire des efforts', non, je pense qu'il faut quand même mettre tous les efforts possibles. Mais de là à dire, il ne faut pas du tout de nucléaire, non, je trouve qu'on ne peut pas faire ça ».

Certains, tout en étant attachés à l'idée de risque zéro, donc de pollution zéro, admettent que c'est un idéal que l'on ne peut vraiment atteindre : « Disons que, idéalement, ce serait zéro impact, zéro, zéro. En même temps, je sais qu'actuellement, si déjà on pouvait... [...]. Si déjà on pouvait placer des seuils, essayer au maximum de baisser continuellement ces seuils et de rejeter de moins en moins... [...] Ca ne bloque pas, qu'on ne se dise pas : 'Bon, ben, on a des seuils, maintenant on est en toute sécurité, continuons', et qu'on se dise : 'À partir de là, on sait que pour l'instant c'est le mieux qu'on puisse faire mais on va continuer à chercher, à essayer de réduire, c'est une solution d'avenir'. Enfin, ça veut dire, qu'on espère aller au zéro rejet mais que techniquement, actuellement, on n'a pas les capacités de le faire ».

Un de ceux qui ont été interrogés s'est longuement étendu sur ce thème, reprochant à ceux qui exigent un monde parfait une sorte de démesure, de refus de la finitude, qui fait pendant à la démesure de ceux qui prétendent maîtriser totalement les problèmes, et mettant simultanément en avant le devoir de faire de son mieux. D'un côté : « Il y a une réalité qui fait que nous sommes des êtres humains, donc des êtres mortels, et dans un monde qui apparemment, lui, nous apparaît comme immortel. Alors, évidemment, la quête de l'être humain c'est l'immortalité, parce qu'il trouve anormal que lui soit fini dans un monde infini ». Et, d'un autre côté : « La tentation, c'est vrai, quand on écoute certains scientifiques et surtout certains industriels qui disent : 'Il n'y a pas de problème, ne vous inquiétez pas'. Moi, je dis : 'Il y a toujours un problème'. Et ça oblige en conscience à tout le monde à se poser perpétuellement la question et de se dire : 'Bon, on fait ça, mais on sait que c'est pas parfait, il faut qu'on trouve mieux'. Et toujours maintenir cette pression qui oblige à rechercher les meilleures solutions, les meilleures... [...] On ne peut pas se satisfaire de la situation actuelle. On n'en a pas d'autres, donc on vit avec, on essaye de vivre le moins mal possible, mais ça veut dire qu'il faut que sans arrêt on essaye d'améliorer ».

Cette manière de voir peut s'exprimer même chez ceux qui ont les connaissances de la question les plus réduites, avec des propos tels que : « Ben zéro radioactif, je pense que c'est pas possible. Non, je pense que c'est pas possible. Par contre, de dire : 'On a un seuil, et puis on peut essayer de le diminuer', ça me semble plus raisonnable et plus... Parce que 0 %, je ne crois pas. Ce serait bien, mais bon... ».

Certains, même s'ils trouvent que le seuil actuellement défini par les règles de sûreté nucléaire est déjà prudent, craignent des dérives si on s'en contente sans chercher à faire mieux : « L'idée de seuil... Je crois qu'il faut tendre vers le zéro. Maintenant dire que ce sera le zéro, c'est complètement utopique, puisque l'uranium naturel est quelque chose de radioactif, le granite, j'ai entendu dire, est quelque chose de radioactif... Tendre vers le zéro, mais le zéro est complètement utopique. [...] À limite, je dirais même qu'on pourrait presque remonter le seuil. Enfin, remonter le seuil est toujours dangereux... Si c'est un dixième, est-ce qu'on n'aurait pas tendance à dire : 'si c'est 1,2 dixièmes, ce n'est pas grave'. Et puis si on remonte le seuil à trois dixième, on aurait tendance à dire : 'si c'est trois, on va remonter à quatre' ».

D'autres encore avouent leur perplexité face à une question qu'ils ne maîtrisent pas : « Vous me passerez l'expression, on ne fait pas d'omelette sans casser les œufs. C'est vrai que je ne crois pas que le risque zéro existe. Donc dans tous les cas l'action de ces associations, même si je ne partage pas l'extrémisme de leur discours, dans tous les cas, leur action est bonne, dans le sens où elles feront évoluer les choses si leurs revendications sont prises en compte ; ça va aider l'entreprise à faire des progrès pour essayer d'amoinrir ce risque... Pour essayer de tendre vers un risque zéro. [...] Je ne sais pas trop quoi penser, parce qu'après c'est extrêmement technique et il faut être sûr des données. [...] Pourquoi se fixer un seuil de 1/10e ? Pourquoi ne pas se fixer un seuil de zéro ? Je pense que, pour pouvoir répondre, il y a toute une batterie de paramètres à prendre en compte que je ne maîtrise pas ».

Faire de son mieux implique d'accepter d'en payer le prix : « Peut-être que ça coûtera cher mais il faut se donner les moyens de le faire ». « Tous les moyens économiques devraient être mis en place pour assumer ce choix politique ». Ce point de vue est parfois exprimé de manière très concrète : « Si EDF nous dit 'la recherche coûte très cher et on va augmenter de un ou deux pour cent le prix du kW', je trouverais ça très bien ».

Une vision dynamique

Evoquant les solutions à apporter au problème des déchets une bonne partie des personnes interrogées ont insisté sur l'aspect dynamique de la question. Il serait illusoire de définir aujourd'hui ce que l'on fera dans l'infini des temps, mais cela n'empêche pas de gérer les situations et de résoudre les problèmes du mieux qu'on peut au fur et à mesure qu'on avance dans le temps.

Dans l'impossibilité de tout prévoir, la seule chose sur laquelle on puisse compter est la capacité des hommes à agir au fur et à mesure que les problèmes apparaissent : « Attendez, il faut être réaliste, je me dis que même dans l'hypothèse où il se produirait un pépin, parce que ça, ça ne peut jamais être exclu, le moment venu il faudra aviser du pépin ». « Il y aura toujours des fuites. Moi je dis : qu'il y ait des fuites, c'est pas... des petites fuites, on va dire, si les effets sont moindres, c'est pas la "cata" dans le sens il faut qu'ils soient capables, les gens qui vont diriger tout ça ou qui vont retraiter ou j'en sais rien, il faut qu'ils soient capable de maîtriser ces fuites après. Il faut qu'ils soient capables de prendre l'endroit où il y a une fuite et puis de dire : 'Bon, maintenant il faut qu'on récupère ça et le mettre quelque part, ou boucher' ».

Dans le présent, il s'agit simplement de résoudre du mieux qu'on peut les problèmes dont on a conscience : « Je pense qu'effectivement on ne peut rien prévoir à l'échelle de cent mille ans, mais après, encore une fois, on fait ce qu'on peut. Et le tout c'est de faire au mieux ». « Donc on ne peut pas être sûr, moi je ne suis pas sûr du tout de ce qu'il peut y avoir. On ne peut pas dire que c'est fait une fois pour toutes, ce n'est pas possible, il y a toujours des changements, c'est à nous d'être vigilant et puis on peut dire de ne pas prendre des risques ». « Le danger c'est pas en mettant la main devant les yeux qu'on peut éviter le danger, donc le danger il faut prendre en face et puis traiter en fonction de nos capacités, en se disant que dans 100 ans on aura acquis d'autres certitudes et d'autres techniques, et puis qu'on pourra traiter à ce moment là [...]. Moi je pense qu'on maîtrisera tout ça dans les prochaines années, donc il faut faire en sorte qu'on fasse au mieux pour aujourd'hui, en disant que dans l'avenir on traitera mieux [...]. Il faut s'en préoccuper pour l'instant, faire comme on pense aujourd'hui, mais il faut se dire que dans 200 ans, on aura trouvé autre chose, il y aura d'autres systèmes. [...] Maintenant il est

évident, il y a 2000 ans on était à une certaine époque de la vie, qu'aujourd'hui... Si il y a le même progrès dans 2000 ans encore, le problème du nucléaire sera réglé depuis longtemps, je pense. Entre les Pharaons et Chirac il y a quand même... ».

Dans ces conditions, il est important de mettre en place des dispositifs qui permettront de détecter les problèmes et d'agir en conséquence : « Je ne sais pas si ce sera jamais sûr à 100 %. Il faudrait toujours avoir la possibilité d'intervenir. ». « Moi, j'aimerais bien qu'on puisse les surveiller ces déchets quand même, que le site soit surveillé, que ça soit contrôlé, qu'on puisse voir ce qui se passe quand même, qu'on puisse intervenir éventuellement, je ne sais pas ». « Vigilance ça doit être un maître mot, sans aller jusqu'à crier à n'importe quoi, mais vigilance, il faut savoir qu'à partir du moment où on commence à générer des déchets comme ça, ce n'est pas anodin. Ce n'est pas anodin donc forcément il faut être en permanence au contrôle ».

Un aspect important de la question est de faire en sorte de pouvoir tirer parti, dans l'avenir, des progrès qui ne peuvent manquer d'advenir : « On a bien conscience que c'est des problèmes qu'on ne peut pas résoudre à l'instant t. Il faut essayer de se projeter à une échelle de temps qui n'est pas la nôtre. [...] C'est-à-dire, si on n'arrive pas à régler le problème de suite, c'est se donner les moyens de procéder aussi par étapes et de faire en sorte de baisser la longévité de ces déchets, et dans un deuxième temps essayer de faire en sorte que ces déchets là deviennent valorisables ». « Ce qu'il faut c'est régler le problème au mieux, tel qu'on peut le faire nous, tout en laissant la possibilité si jamais il y a de nouvelles solutions et que quelqu'un ait envie de reprendre les déchets pour les traiter mieux [...] qu'on puisse aller les rechercher ». « Au niveau de tout temps, on se retrouve toujours de nouvelles méthodes. [...] Pourquoi pas qu'on trouvera une méthode pour les neutraliser ». « Ce serait bien, ce serait bien qu'on arrive à ne plus avoir de déchets nucléaires, ou qu'on arrive à les recycler à cent pour cent ».

Beaucoup est attendu, au premier chef, des progrès de la science et de la technique : « On ne peut pas faire abstraction d'une évolution de la technique qui permettrait de les traiter dans de meilleures conditions plutôt que de dire : 'bon ça va rester sous terre pendant 10 000 ans' ». « Je pense que la science travaille dessus [...]. Ils ont des gros moyens pour travailler sur la radioactivité, donc ils vont trouver, peut-être dans cent ans, dans deux cent ans... Peut-être demain, pourquoi pas ? Peut-être demain, ou dans un an ou dans dix ans, on dira : 'Tiens on a trouvé ça, on peut recycler quatre-vingt quinze pour cent, et les cinq pour cent on peut diminuer à trois cent ans', ce serait vraiment merveilleux ». Ces progrès sont vus comme un fait. Ils ont marqué le passé : « Je pense qu'il y a des déchets qu'on arrive à traiter aujourd'hui, alors qu'il y a trente ou quarante ans, quand on s'est lancé dans le nucléaire, on ne savait peut-être pas comment les retraiter ». Ils se poursuivront dans le futur : « La science va trouver. Si, c'est sûr ». De plus, permettre que de tels progrès continuent constitue une obligation : « On doit développer la technologie qui permettrait de les rendre moins vulnérables pour l'humanité ». « Ce n'est pas parce qu'on fait un laboratoire de Bure ou ailleurs que soit arrêtée effectivement la recherche, parce que, comme la technique, la technologie évolue sans arrêt, je dirais même de plus en plus vite, il est évident on ne va pas s'arrêter là. En 2004, on connaît un certain type de moyens pour confiner les déchets nucléaires, dans 20 ans s'il y a quelque chose d'autre, c'est pour ça que je dis, effectivement, il faut continuer, il faut effectivement voir ».

Le progrès technique devrait permettre, parallèlement, d'édicter des normes de protection de plus en plus sévères : « Il faut mettre peut-être un seuil maintenant et puis dans 10 ans mettre un seuil plus bas, et puis dans 30 ans un autre encore plus bas. Comme le taux d'alcool pour le conducteur au volant, avant il n'y en avait pas, on faisait ce qu'on voulait, et puis ça c'est terminé, on ne veut plus d'accidents sur la route, on a dit : 'bon, 0,8g d'alcool dans le sang', et puis on diminue, diminue, diminue, et puis un jour on dira : 'voilà vous n'avez plus le droit d'avoir un seul gramme', c'est à dire le gars qui veut conduire, il ne doit pas avoir bu depuis dix heures, enfin 10 heures avant de prendre le volant ».

Il existe, certes, des sceptiques, plus ou moins tempérés : « Au fond de moi, je reste persuadé qu'on ne trouvera pas une solution ; qu'un déchet radioactif restera toujours un déchet radioactif, et qui sera là pour des années et des années, mais j'espère... ». « En scientifique pur, je réagis là [...]. Non, on peut

pas savoir si on va trouver. Aujourd'hui il n'y en a pas, et ça ne semble pas proche, de toute façon, du moins sur les déchets à long terme ». Mais ils sont peu nombreux.

Des choix

Les représentations qu'ont les personnes interrogées des divers aspects du champ concerné, éléments matériels et acteurs, jointes à leur vision des attitudes qu'il convient d'avoir dans ce type de circonstances, orientent les choix qui ont leur faveur parmi les diverses solutions proposées pour gérer les déchets nucléaires : enfouir, retraiter, entreposer.

Enfouir

L'idée de stockage souterrain suscite des réactions fort mêlées et qui dépendent beaucoup des conditions dans lesquelles un tel stockage sera réalisé.

Enterrer les déchets voudrait-il dire les mettre hors de sa vue de manière à les oublier, ne plus en entendre parler, s'assurant ainsi une protection illusoire alors même qu'ils demeurent menaçants ? Beaucoup s'en inquiètent. On peut faire une association entre enfouir des déchets, les mettre « à cent pieds sous terre », et enterrer un animal mort. Mais, à la différence d'un animal, les déchets ne meurent pas : « L'enfouir et puis dire : 'On ne le connaît pas, on ne l'a jamais vu', ça, ça n'est pas normal non plus. Là, je ne suis pas d'accord. Ne plus surveiller. Bon, c'est enfoui, on n'en parle plus, comme on enterrait le lapin dans le jardin... C'est trop dangereux ». « Bon c'est facile de dire : 'quand un chien est mort, le chien est mort, on fait un trou dans la terre, on fout le chien dedans, on ferme et puis hop il n'y a plus personne qui dit rien'. On a éliminé le problème : 'je ne savais pas quoi faire du chien mort, je l'ai enterré'. J'ai des résidus radioactifs, qu'est-ce que je vais pouvoir en faire ? Je vais les mettre sous terre, on ne les voit plus, il n'y a plus personne qui en parle, et on est tranquille. Je pense que ce n'est pas la solution ». Pour beaucoup, il n'y a qu'un pas entre enfouir et cacher : « Enfoui sous la terre c'est tellement facile, c'est un réflexe d'enfant. Vous n'avez jamais, vous, enfant, enfoui quelque chose sous la terre parce que vous ne vouliez pas qu'on le voie [...]. Et c'est un peu primaire comme réaction [...]. Il y a un terme : 'on enfouit dans sa mémoire' ; si on enfouit dans sa mémoire c'est qu'on ne veut plus en entendre parler, mais là c'est pareil on les enfouit donc c'est fini ; je n'aime pas ».

Des images de passivité, d'abandon, sont associées à l'idée de laisser les déchets sans surveillance : « De laisser pourrir tout au fond comme ça, ben, ça n'a pas de nom, c'est de la lâcheté, c'est de l'irresponsabilité, c'est... c'est de l'inconscience ». « Parce que dire : 'On a un projet, on a un truc radioactif, on l'emballage dans quelque chose, et on est isolé, et puis on l'oublie'. Ben, l'eau c'est un parfait isolant, alors pourquoi pas tout balancer à la mer ». Perdre le contrôle des déchets, les laisser vivre leur vie hors de portée, ne plus pouvoir mettre la main dessus, s'oppose à gérer, surveiller, contrôler, maîtriser.

A la limite, on peut voir de noirs desseins prêtés, au moins à titre d'hypothèse, aux partisans d'une telle approche : « Comme ça aura un coût, à mon avis, si malheureusement on en vient au scénario des extra pessimistes qui disent qu'on veut planquer les déchets à la vue du monde, puis les laisser là... [...] Ceux qui oublient, ceux qui sont pour oublier, qui garantissent que c'est une sécurité, c'est parce que eux, ils ont un marché à établir. Et je ne suis pas sûr que ça soit objectif de leur part ».

C'est que, peut-on être sûr que, pendant que l'on dort sur ses deux oreilles, l'être maléfique que l'on a cru enfermer pour l'infini des temps va rester passif : « Ce qui me gêne dans ce système là, c'est que ça existe toujours. On a beau le mettre à 200m, 300m on n'y pense plus on l'oublie, ça existe toujours ». « On ne peut pas se permettre, moi je pense, de laisser un danger comme ça, tout seul. C'est tendre la perche au risque ». Il est bien dangereux de ne laisser un tel être sans surveillance : « Les mettre comme ça dans une poubelle. C'est mettre un couvercle sur quelque chose qui ressurgira un jour ». « Qu'est-ce qu'on en sait, que les déchets nucléaires ils seront tranquilles pendant des générations, sous la terre ou au fond des océans. Ce n'est pas vrai, personne n'est dupe sur ça ». « Est-ce que tout profondément dans la terre comme ça, si on n'y va jamais et qu'on ne vérifie pas, comment on va savoir qu'il n'y a pas une

fuite, comment on va savoir que ça ne contamine pas le sol à l'intérieur et que ça ne provoque des dégâts sur la planète même si c'est très profond ? ». « Je vois trop de danger à laisser traîner des déchets nucléaires pour des milliers d'années. Ça peut être pour cinquante ou cent ans mais qu'est-ce qu'il va y avoir après ? ».

Pour qu'on puisse adopter la solution radicale consistant à enterrer les déchets et ne plus s'en occuper il faudrait que l'on puisse compter sur une sécurité également radicale. Il faudrait pouvoir prouver, être sûr, avoir écarté toute possibilité de défaillance : « Il faut que le conditionnement soit très performant, quoi, soit sans possibilité d'erreur. [...] Il faut déjà que les scientifiques soient sûrs déjà que les endroits où l'on va stocker sont sûrs eux-mêmes, donc être sûrs de leurs études ». Mais peut-on croire que l'on pourra atteindre une telle certitude ? « Qu'est-ce qu'on sait que l'endroit où on ira faire un trou puis mis un objet radioactif, il n'y aura pas une faille ou un tremblement de terre qui va le remettre à jour ou... Effectivement, je pense que la simple idée qu'on ne peut pas jurer à 100 % et certifier à 100 % que jamais un éventuel changement planétaire, climatique, ou catastrophe ne mettra à jour, ou ne rentrera en contact avec ces objets radioactifs, je pense que ça annule tout de suite la possibilité d'envisager cette solution-là, que d'enterrer des objets radioactifs ».

Très rares sont les points de vue contraires : « Si le travail est bien fait, moi ça ne me fait pas peur ».

Surveiller et être prêt à réagir

Enfouir ne paraît acceptable que si on n'oublie pas, on ne perd pas le contrôle, on surveille, on gère : « Enfin, il y'a un suivi, tout simplement, c'est qu'il y'a un suivi. Ce n'est pas, on peut laisser à l'abandon, comme ça. C'est qu'il y a quand même des chercheurs, enfin, des responsables qui vont et qui surveillent l'évolution, qui ont la possibilité de savoir comment ça se passe. Et s'ils ont la possibilité de réagir en cas de problème et d'avoir des bonnes solutions en cas de problème, ça me paraît déjà mieux comme possibilité de stockage. À partir du moment où aussi, on a les moyens d'évacuer ça rapidement si, effectivement, y'a une catastrophe naturelle, enfin j'en sais rien... S'il y a une possibilité de déstockage pour ne pas que ça contamine en cas de fuite ou en cas de problème, si on a une possibilité de... Si on peut garder un contrôle, tout simplement, si on peut garder un contrôle sur la radioactivité qui sort, en cas de problème, pour pouvoir réagir à ça avec des outils compétents. Et ben, oui, ça me paraît déjà être une meilleure solution ».

Il faut garder une mémoire précise de ce qui a été fait : « Je pense que c'est quand même sérieux de faire en sorte que [...] le monde entier sache que c'est à cet endroit là qu'il y a ces déchets ». « Enfin pour moi, il faut qu'on puisse marquer des territoires [...]. Il faut qu'on sache où on les met et pour pas que plus tard à ces endroits là, on exploite le sol, je ne sais pas pour... ».

Il faut aussi être vigilant, suivre, voir, mesurer, savoir ce qui se passe : « Je crois qu'il faut, il faut que ce soit suffisamment hermétique, mais qu'il y ait accès quand même pour surveiller justement et donc avoir accès et surveiller voilà, moi je... et non pas reboucher et dire : 'bon bien maintenant on a fait le travail, on ne veut plus...' on veut ignorer ce qui se passe et ce qui va se passer quoi ». « Je pense qu'il faut avoir accès à ces déchets, [...] voir l'évolution au fil des années, comment ça se passe. [...] On met des déchets à six cent mètres, mais qu'on puisse y accéder, qu'on puisse voir l'évolution de ces déchets. C'est très important, je pense, de voir l'évolution du déchet radioactif. Déjà, comme on disait tout à l'heure, de mesurer son intensité de radioactivité. Voir si au bout de dix ans, trente ans, de combien elle a baissé. Ne pas les laisser enterrés à six cent mètres du sol, et hop ! terminé. Je ne suis pas d'accord là-dessus ». On trouve ce point de vue même chez des personnes qui, dans l'ensemble de l'entretien, se montrent spécialement confiantes : « Je pense qu'il faut quand même surveiller parce qu'on est jamais sûr de rien dans la vie, alors pour le moment, je n'ai pas peur du nucléaire, mais on ne sait pas un jour ce qui peut se produire. Alors je pense qu'il faut quand même une surveillance active pour quelque chose de si important que ça »

Ce suivi implique la mise en place d'un appareillage de contrôle : « Un système de capteurs, de caméras, de machins... ». « Des personnes qui mesurent ou même des appareils de mesure qui sont constamment sur le site ». « Un capteur de mouvement qui puisse être relié en cas de... ».

Grâce à une telle surveillance, on conservera la possibilité de réagir si nécessaire, d'aviser, intervenir, faire ce qu'il y a à faire : « Si on peut garder un contrôle sur la radioactivité qui sort, en cas de problème, pour pouvoir réagir à ça avec des outils compétents, ça me paraît déjà être une meilleure solution ». « On enfouit avec possibilité d'aller rechercher les produits si y'a quelque chose. Si on s'aperçoit [...] qu'il y a quelque chose, l'étanchéité qui n'est pas bonne, on pourrait reprendre les produits pour refaire autre chose ». « Si il y a un problème, quoi que ce soit, on peut y accéder, on peut y faire quelque chose, à la rigueur, quoi. C'est... C'est un petit peu moins effrayant que de se dire que de se dire que c'est là, et que, quoi qu'il arrive, on ne pourra rien y faire ».

Cette solution implique qu'on puisse accéder aux déchets qui ont été stockés et pour cela qu'on assure un entretien convenable des installations où les déchets sont stockés : « Est-ce que les bâtiments sont bien surveillés ou révisés par ce que il y aura de l'entretien, il y aura ci. [...] Parce que les précautions c'est déjà la grande partie de la sauvegarde des problèmes qui peuvent arriver ». « Pour moi ça devrait dans le temps être considéré comme des aires de stockage avec de l'entretien (inaud), etc. Je vois de belles allées bétonnées, des routes entretenues ». A cet égard, il existe une certaine confiance dans ce qui se fait habituellement en France : « Allez dans les pays de l'Est, où tout est prêt à exploser, parce qu'il n'y a pas d'entretien, il n'y a rien. C'est là que c'est dangereux. [...] Parce qu'en France, ça a l'air d'être sérieux, parce qu'on entend, dès qu'il y a une petite avarie, on arrête, on répare, etc. ».

Dans tout cela, on n'est pas dans le registre d'une sécurité absolue, fondée sur une maîtrise absolue, mais d'une sécurité relative : « Je ne dis pas que c'est fiable à 100 % parce que ça ne l'est jamais, mais au moins c'est une sécurité ». « C'est une évidence qu'il n'y a pas de confinement absolu. Par contre, il y a le confinement raisonnablement pensé ». « Plus on dit que le contenant est solide, plus c'est rassurant ». Un de ceux qui ont été interrogés a particulièrement développé cette vision d'une sécurité relative, fondée sur un ensemble de mesures, allant de la qualité du conditionnement à la mise en place de structures de surveillance appropriées, qui permet d'avoir « assez confiance » : « Moi, à partir du moment où toutes les règles de sécurité ont été prises et que l'a aussi on a mis des normes assez élevées pour que... Je pense que de toutes façons le risque zéro n'existe pas, un tremblement de terre ou je ne sais pas quoi peut avoir un effet. Bon je suppose que le conditionnement est quand même suffisamment robuste pour que... Donc, moi j'ai assez confiance. [...] Je suppose qu'on va les mettre là et ne pas les toucher, mais je pense qu'on va les contrôler quand même de haut en bas. Donc je ne pense pas qu'il y ait des risques. Mais là encore, si un jour il a risque ou une défaillance quelque part, il ne faut pas se voiler la face, il ne faut pas faire une politique d'autruche. [...] Moi je pense qu'il faut quand même les conserver, mais il faut mettre des structures de surveillance adaptées, et qui soient intègres [...] A l'intérieur on peut y mettre tout les capteurs qu'on veut, caméra ou je ne sais pas quoi pour surveiller quand même... [...] Des portes blindées, ou je ne sais pas quoi, mais... ».

Mais la question se pose de savoir pendant combien de temps un tel contrôle pourra être assuré par les générations futures : « L'histoire des générations futures qui vont surveiller ça, je ne sais pas, c'est une idée qui n'est pas bête mais je ne vois pas... je ne vois pas dans le passé de transposition à ça. Je ne vois pas ». « Sur cinq ou six voire plus générations, il y aura de la perte d'informations automatiquement. Même si on veut tout écrire, je ne vois pas comment on peut transmettre des informations aussi importantes et pour l'avenir sur plusieurs générations, même avec la meilleure volonté du monde. Faut stocker les infos... ce n'est pas évident, enfin déjà quand on voit les difficultés de passation de pouvoir dans une entreprise, ce n'est déjà pas facile ». Dans ces conditions il ne peut s'agir d'une solution pérenne : « Donc, là, les risques sont là et je pense que c'est un truc provisoire mais pas permanent ».

Toutefois un point de vue très minoritaire, qui se satisfait au contraire d'une perspective d'oubli, est parfois exprimé, plutôt par des personnes modestes : « Loin des yeux, loin du cœur. Je veux dire, si on ne le voit pas, on y pensera peut-être un peu moins. Ça ne changera rien, je suis totalement d'accord, mais moi, mon avis personnel, je préfère que ce soit enfoui ». « On va dire, une fois que les déchets sont

enfouis, bien, quand on passe sur la route à côté, on ne vient pas se dire : 'Oui, mais on a une bombe à retardement qui est tout près de nous', ça ne revient pas, on va dire, dans la tête de chacun, [...] forcément, si on ne les voit pas, on y pensera moins. Au niveau des risques, ça ne change rien. C'est au niveau du confort de vie, j'ai envie de dire, des gens qui vont passer à côté, qui vont travailler à côté ». Le souci des générations futures passe alors au second plan : « C'est bien si on n'a plus à s'en occuper. Et puis, nous on n'ira jamais à je ne sais pas combien de mètres en profondeur. Ou quand on sera partis ! [...] Il y a une solution toute trouvée. C'est sous la terre. Si ça dure je ne sais pas combien de milliers d'années, c'est mieux que d'entreposer ces déchets dans des bâtiments pour 50 ans. [...] C'est vrai que ça peut remonter, mais dans combien d'années ? [...] Alors nous, nous n'aurons rien. Ce sera pour nos enfants, nos petits-enfants, les générations à venir ». « Il faudrait que les générations futures soient conscientes qu'il y a des choses comme ça dans le sol quand même, et que eux même prennent des dispositions. De toutes façons ils seront habitués à vivre avec ça, donc ça ne devrait pas trop leur poser de problème. [...] Le gros problème en ce moment c'est nous, on est vraiment confronté à ça et on ne sait pas quoi faire, quoi ». Une question se pose à ce propos : l'opinion ainsi exprimée est-elle aussi minoritaire que le petit nombre des personnes qui la professent le suggère ? Ou s'agit-il d'un point de vue difficile à exprimer face à un enquêteur, mais plus partagé qu'il n'y paraît ?

Si, pour beaucoup, enfouir des produits qui resteront actifs, donc potentiellement dangereux, pendant une durée quasi indéfinie n'est pas très rassurant, il n'en est pas de même s'ils s'agit de produits qui vont perdre leur nocivité relativement rapidement : « On peut très bien envisager d'avoir un enfouissement profond et permanent de ces produits s'ils sont descendus à 50 ans de durée de vie, on sait qu'au bout de 50 ans il y a plus de risque. [...] Là on peut envisager donc, comme vous le disiez, des possibilités d'enfouissement, sachant qu'au bout de 50 ans on recycle, puisqu'on sait qu'au bout de 50 ans le produit il ne vaut plus rien ». « Ca aura d'autant plus d'effet, leur système de dire que le terrain n'a pas bougé, s'ils arrivent à trouver une méthode de traitement des déchets qui pourront s'éteindre d'ici deux ou trois cent ans ». « Si on peut enterrer des trucs qui ne sont pas trop radioactifs et qui vont s'auto détruire dans 6, 700 ans ou mille ans, ça peut se faire ». « Ca change, oui, quelque chose, sur la durée. Si on peut réduire ça, notre cher labo, bien ce ne sera plus vraiment une poubelle, ce sera un stockage temporaire ».

Stocker en vue de recycler

Stocker les déchets dans des bonnes conditions de surveillance et d'entretien des installations représente, pour les personnes interrogées, une toute autre perspective que de les « abandonner » sans surveillance. Mais cela ne suffit pas pour autant à régler le problème des déchets. Car ceux-ci, si on ne les traite pas, resteront dangereux pendant un temps très supérieur à celui pendant lequel on peut compter sur les générations à venir pour continuer à veiller sur les stockages mis en place par la génération présente. On est donc dans une solution provisoire. Ce caractère provisoire s'accorde par ailleurs bien avec la conviction selon laquelle on saura un jour retraiter les déchets de manière à supprimer leur nocivité, ou du moins à l'atténuer considérablement. Ceci incite à souhaiter que le stockage mis en place soit non seulement bien surveillé mais encore réversible.

On n'est pas capable aujourd'hui de donner une 'vraie solution' au problème des déchets. Cela ne veut pas dire qu'on n'en sera pas capable plus tard : « Moi je crois au génie de l'homme [...], aujourd'hui on ne sait pas faire, demain on saura comment dénucléariser la radioactivité ». « On peut imaginer que d'ici quelques générations il y a des gens qui vont se dire : 'bon tout ce que nos parents nous ont mis en dessous, maintenant on a les capacités, parce qu'on a continué à travailler là-dessus, on a la capacité de les reprendre, de les retraiter et d'en faire autre chose' ».

Cette perspective conduit à souhaiter un enfouissement qui permette un retraitement ultérieur : « À terme, je suis pour un stockage réversible qui laisse la possibilité de revenir, effectivement, pour l'essentiel des déchets nucléaires, dans un système de reprise et de décontamination du déchet en lui-même ». « Si on peut les stocker mais les garder sous le coude au cas où, et bien hop, on les ressort, on les traite et on gagne peut-être de l'énergie en plus avec ça, et au moins c'est moins dangereux à la finale ». Les stockages doivent être conçus en conséquence : « Oui, je suis plutôt de cet avis là. Un

enfouissement réversible qui puisse...Toujours y avoir accès pour les traiter avec les apports de la science ». « Peut-être qu'en laissant les galeries ouvertes, ça permet de pouvoir utiliser le moyen qu'on aura découvert, pour laisser la liberté à ceux qui viendront derrière ».

Pour que l'on puisse être rassuré, il suffit sans doute que le temps nécessaire pour que la science permette de trouver une 'vraie solution' soit inférieur à la durée pendant laquelle on peut compter que les stockages seront convenablement surveillés et entretenus. Cette durée sert de repère et, dans cette perspective, un temps correspondant à quelques générations constitue un délai acceptable : « C'est clair qu'on ne parle plus du tout de la même chose. [...] Entre protéger pour 300 ans et puis protéger pour une centaine de milliers d'années... [...]. T'es quand même plus à l'aise en te disant : 'Le truc que j'ai là, je l'ai sur le dos pour 300 ans'. Tu maîtrises un peu mieux que pour 300 mille ans, quoi ». Quelques-uns, toutefois, ne se plaçant plus dans une perspective de faisabilité mais de responsabilité, ne sont pas prêts à accepter un tel délai de plusieurs générations : « Moi, je le vois autrement, je vois ça complètement différemment. Je vois ça pour stocker sous terre et un jour les prendre, un jour pas dans X... Pas dans 107 ans, comme on pourrait dire, mais on va dire qu'ils mettent ça pendant 10 ans. Et que dans 10 ans, on soit capables de dire et qu'on vienne rechercher les premiers qu'on a mis, au fil du temps qu'on reprenne au fur et à mesure que ça arrivait ». Toutefois, quelques inquiétudes se font jour sur la faisabilité d'un tel déstockage : « Si on peut un jour les recycler, c'est ce qu'on dit, il faut qu'on puisse les récupérer à Bure [...]. Si un jour on peut les recycler, il ne faut pas qu'ils soient bloqués, qu'on ne puisse plus les retirer du tout, il faut qu'on puisse... [...]. Maintenant, est-ce que c'est possible ? [...] Il y en a qui disent non, d'autres disent oui ».

Si cette réversibilité du stockage est demandée par le plus grand nombre, elle ne fait pas l'unanimité. Pour certains il vaut mieux ne pas provoquer la bête qui dort : « Non, mieux vaut seulement les laisser dormir. [...] Pas toujours avoir ces choses, qui peuvent s'évaporer dans l'air je ne sais pas moi si on les trifouille, et puis il y a des risques pour le personnel qui va s'en occuper. Non je pense que c'est une chose une fois qu'elle est faite, il faut la laisser tranquille ». Quelques-uns distinguent différentes générations de déchets : d'un côté ceux qui existent déjà, pour lesquels il faut tenir compte de la façon dont ils ont évolué, et ceux qui viendront. Peut-être faudra-t-il laisser stockés les déchets existants, mais cela ne doit pas empêcher de procéder autrement pour les déchets futurs : « Admettons qu'une masse de ces déchets existants soit confinée de manière définitive mais, de grâce, ne nous fermons pas la porte, ne restons pas sur ce principe et essayons d'évoluer vers un autre type de stockage si on en a les moyens et les possibilités. [...] A la limite, on ne connaît que les risques par rapport au confinement actuel des premiers déchets nucléaires qui remontent à 20 ans, quelque chose comme ça, qui commencent à poser de sérieux problèmes, et qu'en l'état actuel des choses, on n'arrive pas à les retraiter, à refaire le confinement de ces premiers déchets. [...] Pour ces plus anciens, il y a urgence à trouver une solution. À l'heure actuelle, il y a que l'enfouissement définitif dans un confinement béton, c'est le cas de le dire, et en profondeur bien sûr ». Parfois, le choix entre laisser enfoui et reprendre pour retraiter est vu comme un choix technique pour lequel il faut faire confiance aux experts : « Vous savez, aujourd'hui dans ces domaines-là, je serais tenté de dire : 'Il faut faire confiance aux scientifiques, c'est eux qui peuvent nous dire, à ce moment-là et compte tenu de la périodicité des chutes de radioactivité, à partir de quel moment ça ne vaut plus le coup d'aller les rechercher pour les retraiter'. C'est plutôt comme ça que se pose le problème ».

Parfois, une préférence pour un stockage irréversible est vue comme s'inscrivant dans une perspective d'arrêt du nucléaire, et donc de la production de déchets : « C'est une solution possible, mais ça voudrait dire qu'on ne crée plus de déchets après ça. Ça, c'est fait pour ce qu'on a à stocker à l'heure actuelle. Donc, ce sera fermé, même qu'on descende à 800 m ».

De son côté, le lien parfois fait entre réversibilité du stockage et préservation de la liberté de choix des générations futures suscite des réactions très contrastées. D'un côté : « C'est ça, on se débarrasse du problème au nom de la liberté des gens qui viennent derrière ». De l'autre : « C'est leur laisser la possibilité d'intervenir si on trouve une solution entre temps ».

La durée pendant laquelle il est souhaité qu'un stockage souterrain reste ouvert est largement liée à cette perspective de retraitement. Il s'agit que les responsables agissent en cohérence avec la politique affichée : « Si c'est réversible ? Jusqu'à ce qu'on trouve une solution pour leur faire subir un traitement qui les rend inoffensifs ». « Si on prend le principe de la réversibilité, on ne peut pas se couper du principe lui-même. Donc il faut rester ouvert sans limites tant qu'une solution définitive n'est pas trouvée ». Quelques-uns, plutôt que d'émettre un avis sur la durée pendant laquelle un stockage souterrain devrait rester ouvert, renvoient aux personnes compétentes le soin de se prononcer : « Je ne sais pas moi. [...] Attendez, ceux qui font ça, c'est quand même pas des couillons, alors ». Ceux qui prennent position en termes de délais ont tendance à adopter une position par tout ou rien plutôt que de s'arrêter à un chiffre intermédiaire. Pour les uns il ne faut jamais fermer : « Ben, à mon avis, faut pas les fermer. Parce que si vous les fermez, c'est là que vous les oubliez vraiment ». Pour d'autres, rien ne sert d'attendre : « Je ne sais si le fait de les laisser ouvertes ça nous apprendra quelque chose. » Très rares sont ceux, en fin de compte, qui sont prêts à donner un chiffre : « Une centaine d'années qu'on puisse voir un peu ce qui s'y passe ». « Pas 200 000 ans mais si on utilise les autres procédés retenus, quelques siècles ».

Où stocker et à quelle profondeur ?

Le lieu de stockage est à prendre en considération.

L'absence de population à proximité (un endroit isolé, désertique) est souhaitée : « Idéalement, il faudrait qu'ils soient dans un endroit où... Le plus paumé possible, je dirais. Là où il y a le moins de... Le moins d'activités envisagées ». « Si possible dans un endroit non habité, quoi... désertique ». De ce point de vue, la zone de Bure apparaît appropriée : « On voit bien sur la carte, il n'y a rien, c'est vraiment des bleds où il n'y a rien, tout ça c'est des campagnes où il y a de temps en temps une ferme ». Toutefois certains font remarquer que mieux vaut éviter un isolement excessif : « N'importe où c'est mis tant que c'est bien protégé et que ce soit accessible. Que ce ne soit pas dans un coin oublié et que plus tard on soit amené à retomber dessus sans le savoir ». Un bon nombre affirment, parfois avec quelques précautions oratoires, qu'ils n'aimeraient pas avoir un stockage près de chez eux : « Ben, je serais tenté de dire qu'il vaut mieux que ce soit loin de chez-moi. ». « Je vais répondre, et ce n'est pas très altruiste, ailleurs en France ». Mais, simultanément, d'autres affirment que, contrairement à ce que serait une réaction primaire, ils accepteraient plus ou moins volontiers un stockage dans un lieu proche (sans qu'il soit sûr que cette affirmation ne soit pas motivée en partie par un souci de ne pas paraître trop individualiste aux yeux de celui qui interroge) : « Le laboratoire de Bure, bon, bah, il est là... S'il avait pu être ailleurs ça aurait été mieux, mais ça c'est un peu égoïste ». « Est-ce que je serais plus inquiète si c'est près de chez moi ? Ben forcément, mais ça ne me convient pas mieux de savoir que les déchets de la France ne sont pas en France quoi, c'est mon côté altruiste ». Certains considèrent que les déchets produits en France sont bien leurs déchets, par opposition aux 'déchets des autres' et se sentent dès lors obligés de les accepter, tout en pouvant craindre qu'on abuse de cette acceptation : « À partir du moment où c'est nos déchets, il n'y a pas de raison d'aller les enterrer ailleurs. J'espère qu'on n'enterrera pas les déchets des autres. [...] Fondamentalement, ça ne me dérange pas que ça soit tout près. Si on ne nous ment pas ». Simultanément, du point de vue de l'humanité, l'éloignement des uns n'est pas une solution si il rapproche des autres : « C'est pareil, ça déplace le problème. Même si nous personnellement on n'est pas touché, ça touchera forcément quelqu'un ».

Parfois, des critères de choix purement techniques, étanchéité, sûreté du confinement, qui ne laissent aucune place aux questions de proximité par rapport au lieu où on se trouve, sont mis en avant : « Ah, ben, le choix de l'emplacement, oui, il est primordial, oui. Il faut que ce soit sur un site qui soit totalement étanche, oui. [...] Il faut que ça soit dans des sites vraiment... Qui soient sûrs ». « Je pense que les géologues sont compétents pour estimer là où c'est le plus sûr ».

Un point de vue, très minoritaire, est de considérer que de toutes manières l'éloignement n'est pas une protection : « Qu'ils fassent ça à Bure ou qu'ils fassent ça à Marseille, ou qu'ils fassent ça... À mon avis, ce n'est pas une histoire... Dès l'instant que c'est à l'intérieur de la France, tout le monde en aura. Si un jour il y avait des problèmes, tout le monde les aura. [...] Faudrait être ridicule de dire que c'est pas bien

de l'avoir fait à Bure et que ça aurait été mieux d'aller à 300 km, c'est pas vrai. C'est pareil ». « Tchernobyl tout le monde en a profité, façon de parler. Je veux dire, tout le monde a été touché, donc que ce soit à Saint Petersburg ou que ça se trouve en Écosse ou n'importe où, il y aura toujours des retombées ».

La profondeur est parfois également évoquée, avec des arguments dans un sens et dans l'autre. D'un côté la profondeur rassure : « Est-ce que les radiations ont moins de chance de remonter si vous enterrez à 50 m et puis si vous descendez à je ne sais pas combien. [...] Plus que vous avez au-dessus de vous, moins que ça risque de remonter, quand même, peut-être ». « Que ce soit le moins possible à la portée de tout ce qui vit, de la nature, les animaux, voilà ». Mais d'un autre, elle a aussi des inconvénients : « Si on a mis quelque chose à 2000 m, je ne vois pas très bien comment on va pouvoir aller le rechercher au cas où ». « Alors là je n'ai aucune idée. Je n'ai pas l'impression que plus c'est profond mieux c'est, parce que après c'est encore moins contrôlable quand c'est profond, donc je ne sais pas. [...] Je pense qu'il faut que ça reste à une profondeur qui puisse permettre un contrôle régulier. Sinon on les enterre et puis on ne s'en occupe plus ». Nous avons vu également les craintes que provoque chez quelques-uns une éventuelle proximité du magma. Dans l'ensemble, une solide majorité des personnes interrogées se sent plutôt rassurée par le degré de profondeur d'un éventuel enfouissement, même si certains notent qu'il s'agit d'une sécurisation psychologique pas forcément justifiée : « Oui, peut-être, ça me rassurerait plus, plus ce sera profond et plus ça me rassurerait, vous voyez, le plus éloigné de la surface. Je ne sais pas si c'est idiot mais... [...]. Bien, moi je ne sais pas. Ils ont bien une idée ceux qui le font, moi je n'ai aucune idée ».

Là encore, certains renvoient les choix techniques aux experts, une fois définis les principes à respecter : « Moi, je laisse ça aux spécialistes, tout ça. Moi je dis que, bon, une fois qu'on sera sûr, quand même, donc, à travers plusieurs sources, que ça soit cohérent. Mais c'est aux spécialistes de déterminer à quelle profondeur il faut les stocker. Moi, je dis qu'il faut qu'on les stocke de manière à pouvoir les récupérer, et que, dans l'immédiat, ça n'apporte aucune gêne, aucun risque à la population qui soit aux alentours, quoi, c'est tout ».

Retraiter

Le retraitement, qui permet de réintégrer les déchets nucléaires dans le monde ordinaire, leur ôtant ce que leur nocivité a d'exceptionnel du fait de sa durée, est regardé avec faveur par presque tous : « Le retraitement, ça me paraît quand même plus conséquent comme démarche responsable que, effectivement, ne pas s'en soucier et puis stocker ». Certes, un retraitement permettant d'aboutir à un tel résultat ne paraît pas possible dans l'immédiat, mais beaucoup espèrent qu'il le sera dans l'avenir : « Le mieux, [...] c'est de concentrer les crédits sur la recherche pour essayer de faire en sorte que ces déchets qui aujourd'hui ne sont pas "valorisables" parce que non "retraitables", faire en sorte que demain ils le seront ». « C'est Newton qui disait : 'on est des nains juchés sur des épaules de géants', donc on a bien conscience que c'est des problèmes qu'on ne peut pas résoudre à l'instant t. Il faut essayer de se projeter à une échelle de temps qui n'est pas la nôtre. [...] C'est-à-dire, si on n'arrive pas à régler le problème de suite, c'est se donner les moyens de procéder aussi par étapes et de faire en sorte de baisser la longévité de ces déchets, et dans un deuxième temps essayer de faire en sorte que ces déchets là deviennent valorisables ».

Plus ce retraitement intervient rapidement, mieux cela vaut : « Il vaut mieux que ce soit le plus court possible. Il vaut mieux que ça ne vive pas longtemps ces machins là ». Mais la plupart considèrent déjà comme significative la perspective d'aboutir en quelques siècles : « Il faut mettre tous les moyens en œuvre pour essayer de traiter le mieux possible, et de réduire la dangerosité, la longueur et compagnie... Enfin oui, la durée. [...]. Entre un truc qui peut durer quelques centaines d'années, bien que oui, c'est énorme quelques centaines d'années, et des dizaines de milliers d'année, bien forcément il n'y a pas photo ». « On prend un déchet qui peut être néfaste pendant des milliers d'années et si l'autre solution c'est de le remanier, je veux dire de le transmuter, pour qu'il ne soit néfaste que pendant trois cent ans, ben écoutez, banco ». En la matière, le point de vue de l'individu et celui de l'humanité sont parfois bien distingués : « Disons qu'à l'échelle individuelle, 300 ans ça ne veut plus rien dire, mais moi ce qui me

semble important, de toutes façons, c'est qu'un effort soit fait quand même. Sur le long terme, c'est essentiel pour la survie de l'humanité. Donc moi bien sûr, mon point de vue individuel, c'est qu'on puisse recycler les déchets, dans les 10 ans qui viennent, dans les 5 ans, et pourquoi pas immédiatement. Mais à l'échelle humaine évidemment, si on peut réduire le temps de 300 ans ou de 400 ans c'est énorme. Ça vaut la peine ».

Certains, toutefois, en petit nombre, ont des doutes sur la faisabilité d'une transformation radicale : « Oui, c'est très intéressant, mais après il ne faut pas rêver, il y a deux cents ans on rêvait de faire de l'or à partir de n'importe quel métal, les alchimistes, la pierre philosophale. C'est un peu la même philosophie. Mais où est-ce qu'on est arrivé en deux cents ans ? On a fait des progrès économiques et techniques énormes. C'est peut-être usable théoriquement mais ça n'est pas si facile à transformer une donnée chimique en une autre comme ça, sinon ça se ferait naturellement dans la nature. [...] A mon avis, c'est de la science fiction. On peut peut-être le faire avec certaines choses. Par exemple, une donnée chimique comme le plutonium, il aura plusieurs nucléides, donc on peut peut-être transformer un nucléide en un autre mais ça ne changera pas grand-chose dans le déclin. [...] Peut-être d'ici cinquante ans, cent ans, si on arrive à transformer des déchets nucléaires beaucoup moins dangereux, là ça sera l'Eldorado, on progressera économiquement et scientifiquement, et plus rapidement. Mais aujourd'hui on a un grave problème c'est qu'on n'a pas de solution, donc, on ne peut pas parler ».

L'objection selon laquelle la manipulation des déchets qu'entraîne le retraitement est elle-même source de dangers ne suscite que des échos limités. Certains mettent en avant la possibilité de mettre au point des processus sûrs : « On est tous positionnés sur l'industrie, quelle qu'elle soit, à l'heure actuelle sur la normalisation au niveau de l'Iso, au niveau de tout ce qu'on veut. Il y a des normes draconiennes pour ceci pour cela. Je ne vois pas pourquoi il n'y en aurait pas aussi pour la manipulation des produits ». « Après, si tout est fait dans les règles de l'art, avec le maximum de sécurité, il y a pas de raison qu'il y ait des problèmes ». D'autres évoquent les risques normaux de tout métier : « Tout dépend de pourquoi ils le font, le salaire qu'ils ont, effectivement la façon dont ils sont protégés quand ils travaillent, mais a priori chacun a des risques inhérents à son métier ». Ceux qui sont plus réticents insistent en général sur les précautions à prendre : « Faut qu'ils mettent tout en œuvre pour qu'il y ait le risque zéro ». « Il faudrait vraiment qu'ils ne soient pas au contact, qu'ils aient des combinaisons partout ». Très peu sont vraiment négatifs : « Je me demande si c'est toujours bien utile de toujours trifouiller ces matières là. Je pense que ce qui est le plus sage, c'est de les laisser dormir. [...] Pourquoi faire prendre des risques, si c'est bien comme ça, si ça se passe bien ».

La perspective de mise au point d'un réacteur faisant moins de déchets à durée de vie plus courte suscite elle aussi chez la plupart des réactions positives : « C'est un plus, c'est bien, c'est très bien ». « Oui, oui, je pense que c'est pas mal comme idée ». Mais les avis divergent quand il s'agit de se prononcer sur une perspective plus précise, telle dix fois moins de déchets, dont la radioactivité ne resterait supérieure à celle de l'uranium naturel que pendant 300 ans. Certains apprécient : « Oui, ben c'est très bien. Trois cent ans, ça peut aller, d'accord nous serons tous morts mais ça n'empêche pas que ça protégera quand même l'avenir ». « Là, pour le coup, on rentre dans le domaine de l'acceptable et c'est vrai qu'à ce moment-là redevenant normaux à 300 ans, on n'est plus dans la problématique de stockage au fond du trou, et qu'on peut trouver des solutions de stockage comme celles qu'on a trouvées dans l'Aube ». D'autres expriment une position du type 'pas mal mais peut mieux faire' : « C'est possible ça. C'est possible. Ben, que ça soit l'objectif immédiat, ça me va bien, mais faut pas qu'on se contente de ça. Faut qu'on continue la recherche pour réduire encore ce temps-là ». Pendant ce temps, certains restent plus ou moins fermes dans un point de vue anti-nucléaire : « Si vraiment on peut pas faire autrement. Si on peut en sortir... mais si on peut en sortir, autant en sortir. Qu'il n'y ait pas de déchets, pas de déchets nucléaires c'est tout. C'est fini, on est tranquille. [...] Ce serait peut-être le moindre mal [réduire la durée de vie des déchets à 300 ans], si on peut pas sortir du nucléaire, ce serait un moindre mal ». « Je ne suis pas partisan de cette théorie. C'est vraiment théorique et ce n'est pas de nature à protéger les générations futures. Le réflexe intelligent c'est de sortir du nucléaire, pour moi, c'est l'objectif ».

On rencontre aussi des points de vue quelque peu hésitants : « Bien, je pense que pour l'instant, c'est des solutions techniques qui n'ont pas marché, Phénix, Super Phénix ont été arrêtés parce que ça ne

marchait pas. Le problème c'est que toute la filière est victime d'une certaine suspicion parce qu'on sait qu'elle manque complètement de transparence, donc si l'industrie du nucléaire dit : 'il faut relancer Super Phénix pour nettoyer les déchets', ben on ne peut pas leur faire confiance parce qu'on sait qu'ils peuvent nous raconter n'importe quoi. Si c'était vrai pourquoi pas. Si on pouvait être sûr de l'honnêteté et la franchise de la filière pourquoi pas, mais ce n'est pas le cas. [...] Enfin plus court sont les délais de radioactivité, mieux c'est ».

Entreposer en surface

L'idée d'entreposage en surface, en attendant qu'on sache faire mieux, a suscité des réactions mêlées.

L'argument majeur en faveur de cette solution par comparaison avec un enfouissement avec possibilité de reprise, est que le fait de garder les déchets sous les yeux empêchera de les oublier tout en incitant à trouver un moyen de les neutraliser : « Avec un bâtiment visible il n'y a pas le risque d'oubli, je crois. Par rapport à l'enfouissement, ce n'est pas visible donc on peut oublier qu'il y a un site, là, un bâtiment, on ne l'oubliera pas. Donc, c'est peut-être plus facile de transmettre le fait qu'il y ait une nécessité de surveillance ». « Moi je trouve très bien le stockage en surface en disant : 'c'est provisoire bientôt on saura'. [...] Je préfère des solutions humbles, je stocke mes trucs sous mes yeux sans arrêt et un jour je saurai ce que je vais en faire vraiment, comment je pourrai les détruire, plutôt que de dire : 'j'ai trouvé un système génial dans trois cents ans ça sera fini' ». De plus, il est plus facile d'assurer une surveillance des déchets eux-mêmes si ils restent en surface : « D'un certain côté, il me semble que la surveillance serait mieux faite que, que l'enfouissement. On verrait si quelque chose se détruit, si quelque chose s'abîme ».

Par contre les questions de surveillance par rapport à des activités malveillantes suscitent une certaine inquiétude : « Et puis, il faut espérer que c'est des zones qui sont bien gardées, protégées... [...] Parce que... Ce n'est pas une crainte de ça, je ne vis pas dans l'inquiétude du terrorisme ou ce genre de chose, mais depuis longtemps... Mais même en cas de guerre, simplement de guerre, pas forcément de terrorisme, mais de conflit armé, je me dis que c'est des cibles potentielles très efficaces parce que, lâcher simplement une bombe là-dedans, ça suffit à créer des impacts assez dangereux pour la population ». Cette inquiétude incite une majorité à préférer un stockage souterrain, vu comme plus protecteur : « Plus c'est enfoui profondément, moins il y aura d'accès possible à différentes personnes mal intentionnées ». « Celui qui veut aller creuser, moi ça me paraît impossible. Comme le terroriste qui viendrait creuser, mais il faudrait qu'il creuse pendant combien d'années ? ». « S'ils sont enterrés, c'est déjà moins risqué par rapport à un risque de conflit armé. Donc, c'est ça aussi mon inquiétude par rapport à des [...] des bâtiments qui seraient exposés extérieurement ».

Un autre argument en défaveur d'un stockage en surface est que le fait d'être séparé des déchets par une grande épaisseur de terre constituerait une protection en cas d'incident, d'une part en retardant le moment où les hommes seraient atteints, ce qui leur laissera plus de temps pour réagir, et d'autre part en servant de filtre : « Vous descendez à six cent mètres, vous avez toujours des cellules qui mesurent la radioactivité, si elle est hors normes, on a tout de suite l'alerte, si c'est à six cent mètres on aura peut-être le temps de voir des choses, de voir comment ça se passe... Si vous avez une fuite qui est à deux mètres, là ça y est, la radioactivité est tout de suite dans l'air. [...] C'est peut-être plus sûr un site à six cent mètres qu'un site en surface ». « En dessous, s'il y a quelque chose, il y aurait quand même la terre qui protégerait. Que comme ça on serait directement touché, en fait, s'il y avait quelque chose qui arrivait en surface. Ça viendrait directement en l'air. Que, ben, si c'est bien enfoui, que ça atteigne la terre et tout, il y aurait une forme de protection un petit peu plus améliorée, je crois ».

Parfois encore, des questions d'environnement sont mises en avant : « Dissimuler à la vue ? Non, c'est pas à la vue, l'enfouissement c'est un moyen de minimiser l'impact des déchets sur l'environnement ». « Je suis contre, parce que déjà vous avez vu l'environnement comment ça va être joli ». « C'est toujours désagréable d'avoir un tas d'ordure, c'est vraiment pas beau quoi ».

Parfois, l'entreposage en surface est vu comme cohérent avec l'idée de solution provisoire, en attendant une transformation radicale des déchets qui arrivera un jour. A partir du moment où un retraitement est prévu, est-il vraiment nécessaire d'avoir un stockage souterrain ? « Moi je trouve très bien le stockage en surface en disant : 'c'est provisoire, bientôt on saura' ». « Maintenant cette solution là, c'est vrai qu'elle peut-être une solution très provisoire quand on sait qu'on n'est pas loin d'aboutir sur un système de revalorisation ou de retraitement de ce déchet. [...] Moi je dis : 'attention maintenant il ne faut pas aller l'enfouir, on va le garder et on va, ben on va voir ce qu'on va en faire, on va garder ça 10, 15, 20, 50 ans comme vous disiez, le temps que la recherche soit au point pour faire le retraitement et à ce moment là, on récupère' ». Intervient alors la question du temps d'entreposage auquel on peut s'attendre : « Si on est sûr de trouver quelque chose d'ici peu de temps. Si ce n'est pas garanti, alors encore mieux les enfouir ».

Le désir de ne pas trop penser à la question sans l'oublier pour autant conduit parfois à un certain balancement : « C'est bien parce que on sait ce que c'est et qu'il faut y faire attention, il faut veiller, etc., mais d'un autre côté ce n'est pas bien parce que on sait que c'est dangereux et on l'a sous les yeux tout le temps, quoi. Alors que si c'est enseveli, bon bien on y pense moins [...]. Psychologiquement parlant, je pense que sous la terre c'est mieux ».

Parfois aussi, le choix entre stockage souterrain et entreposage en surface est vu comme tout à fait secondaire par rapport à un ensemble d'options de fond, telles qu'assurer un confinement correct, et s'organiser pour pouvoir récupérer les déchets et les retraiter dès qu'on saura le faire : « Et donc, après, qu'ils soient à 100 m sous terre ou posés sur le sol, je dirais, c'est une question de... C'est une question d'esthétisme, c'est une question de moyens, je dirais. Ce qui compte, c'est qu'ils soient confinés correctement ». Par ailleurs, quelques-uns considèrent qu'ils n'en savent pas assez pour donner un avis : « Alors là, laisser à la surface, je ne sais pas si c'est pareil, je ne sais pas, je ne connais pas ». Et si une majorité énonce une préférence pour un stockage souterrain, cela ne relève pas en général d'une conviction affirmée, mais plutôt d'une opinion que certains relativisent explicitement : « Ca ne repose sur aucune connaissance, ça repose sur des impressions, je relativise mes propos mais ce qui me semble, stocké sous terre c'est pas plus mal aussi, il y a moins de risques ».

Une variante du choix entre enfouissement et entreposage en surface a été évoquée en proposant de comparer des solutions où les déchets seraient mis soit à 500 m soit à 50 m sous terre. On retrouve le même type d'arguments dans l'un comme dans l'autre sens : « Disons que 50m c'est mieux, ce serait plus facile à surveiller en fait ». « J'aurais tendance à penser que plus c'est enterré profondément... et moins de risques il y aurait ».

Mais en fait la plupart de ceux qui ont été interrogés tendent à renvoyer la question aux experts : « Je pense que c'est l'avis des scientifiques, moi je ne me sens pas du tout capable... Moi je ne suis absolument pas compétente pour me prononcer sur cette question là. Moi je crois en la science, je crois que les scientifiques sont plus à même à répondre à cette question ». « Là comme je n'ai pas de compétence, j'allais dire, de la dimension de la radioactivité, là je ne sais pas si c'est 50, 100 m, 200 m ou 400 m, là je fais confiance aux gens compétents ». Une part d'entre eux estiment par ailleurs que l'avis des experts doit prévaloir sur celui des politiques : « L'avis des techniciens, parce que l'Etat, pour moi ces sont des politiciens, mais ils ne sont pas du métier, mais les techniciens c'est vraiment leur métier, à mon avis ils ont été formés comme métier et ils connaissent vraiment les dangers, les politiciens ils parlent mais ils sont en dehors du sujet ». « Le géologue est fondamental dans cette affaire. [...] L'avis politique n'est valable que dans ses intentions. L'avis du géologue doit l'emporter au niveau de la réalisation et de l'analyse du risque ». « Je pense que les géologues là, c'est leur métier. Et je pense qu'il faut leur laisser l'art du métier quand même ». « Oui, ça ne peut être que les techniciens qui conseillent l'Etat. La décision finale appartiendra à l'Etat, à la politique. Mais je pense que les techniciens ont les arguments nécessaires pour bien les conseiller ». Rares sont ceux qui expriment des avis contraires : « Les techniciens seront sûrement au service de l'Etat, ça ne pourra pas se faire sans l'Etat, donc je dirais que ça sera l'Etat, oui, qui choisira ». « C'est l'opinion publique qui doit prendre la décision ». Il arrive aussi qu'une coopération d'un ensemble d'acteurs soit évoquée : « Ce choix relève à la fois de l'opinion publique, car c'est la vie de tout le monde qui est concernée ; des scientifiques parce que c'est

eux qui sont le mieux à même de pouvoir dire quels sont les risques ; et des autorités de sûreté car c'est elles qui peuvent créer un contrôle plus important, et mieux se rendre compte de la situation, à condition d'être totalement indépendantes ».

Se pose bien sûr la question de savoir où entreposer : « Chez le voisin. C'est comme le TGV, on veut tous le TGV mais on ne veut pas les rails ». L'idée d'utiliser la Hague suscite des réactions en majorité favorables : « Moi, je crois que l'avantage c'est que la Hague c'est quand même réputé pour travailler dans ce domaine là... et ils doivent être équipés et avoir les responsables qu'il faut pour faire du bon travail... [...]. A mon avis il y a toujours un risque, mais la Hague a toujours travaillé dans ce domaine là... [...] donc ils doivent être rodés et bien connaître leur travail et avoir du personnel bien formé dans cette discipline... donc je crois qu'il faudra bien continuer sur cette lancée et les laisser à la Hague ». « C'est un site qui existe déjà, qui est toléré par la population tel quel, normalement c'est un avantage à niveau de... parce que, contrairement aux autres solutions pour lesquelles il faut créer de nouveaux sites, c'est... ça c'est forcément délicat parce que les populations locales auront du mal à accepter qu'on vienne à côté de leurs maisons creuser des puits en profondeur... ». Toutefois, certains ne partagent pas ce point de vue : « C'est une très belle côte Française, et ce serait dommage de garder... J'ai déjà vu l'usine de la Hague, je me suis déjà promené dans le coin, et franchement c'est un peu une vision d'apocalypse, cette usine monstrueuse, sur plusieurs Km avec ses barbelés, ses conditions de sécurité... On n'a pas l'impression de se trouver sur une côte française, tout au bout de la France. Avec la mer qui est proche, elle est à quelques centaines de mètres, et ça fait plutôt l'impression d'un no man's land, comme une frontière, comme ce qu'il y avait entre l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est à l'époque. Plein de barbelés, de grillages, de contrôles. Ça ne fait pas une zone comme est la Normandie, une zone de vacances ».

Parfois, on a un refus de choisir entre des solutions également réprouvées, et c'est le nucléaire lui-même qui est mis en question : « Enfin la solution de les enterrer ou de les avoir sous les yeux c'est aussi inquiétant. On revient toujours à la base du problème quoi, la base du problème, c'est la production du nucléaire, donc la production de déchets. »

Quel avenir pour le nucléaire

Bien que n'étant interrogées que sur les déchets, une grande part des personnes que nous avons rencontrées ont spontanément évoqué le nucléaire en général. Très peu ont exprimé des positions anti-nucléaires radicales. De telles positions sont vues par la très grande majorité comme totalement oubliées de la réalité du monde. De plus, si l'inquiétude que soulèvent les déchets nucléaires est pratiquement générale, une partie des personnes interrogées soulignent que la question des déchets ne peut être regardé en oubliant tous les avantages qu'a, par ailleurs, l'énergie nucléaire. Mais, simultanément, cette inquiétude pèse lourdement sur l'acceptation du nucléaire comme source pérenne d'énergie. Une telle acceptation ne paraît possible que s'il existe une possibilité de réintégrer les déchets dans le monde ordinaire plutôt que de les stocker pour des temps vus comme étant infinis ou quasi infinis.

Vivre avec son temps

Un refus radical du nucléaire est largement vu comme ayant un côté obscurantiste. « On ne pourra pas retourner en arrière parce que les même gens qui disent : ' Oh ! Le nucléaire ! ' sont les premiers à appuyer sur le bouton électrique ou sur un café le matin [...]. Ils ne vivent pas comme à l'âge de pierre quand même ». « On ne peut plus revenir à Cro-magnon, ce n'est pas possible, on n'en est plus là ». « Faut pas être que antinucléaire dans ces cas-là, il faut être... à tout niveau. Faut être antimodernisme ».

A partir du moment où on fait des choix qui, tout bien pesé, paraissent globalement positifs, il faut, voit-on dire, assumer sans rechigner le revers de la médaille : « Si aujourd'hui, on utilise du nucléaire, et je pense ça reste une bonne solution, faut en assumer les conséquences, c'est tout. C'est trop facile de dire : 'Ça pollue, ça machin, donc...' Ou alors on assume le fait de dire : 'Je veux pas du nucléaire, et puis...' Pas de nucléaire, et puis je ne sais pas ce qu'on fait, quoi. Je ne sais pas si aujourd'hui nos

ressources, justement, autres que le nucléaire, sauraient équilibrer nos besoins, quoi ». « C'est ça ou vous êtes complètement dépendants, on ne va pas continuer à faire des centrales qui vont fonctionner au pétrole... ce n'est pas possible ». « C'est un mal pour un bien, comment dire, enfin disons c'est soit on fait tous un sacrifice, on retourne tous au moyen âge et puis on s'éclaire tous à la bougie, soit on continue avec le nucléaire ».

Simultanément, beaucoup reconnaissent un certain aspect non polluant du nucléaire : « Il me semble que l'énergie nucléaire produit moins d'effet de serre, effectivement ». Toutefois, cet argument n'a qu'une portée limitée. Certains, qui refusent de prendre comme référence les centrales thermiques, ne partagent pas cet avis : « Je ne pense pas que, proportionnellement, elle fasse moins d'effet de serre que l'énergie éolienne ou solaire ». « Encore une fois il ne faut pas mélanger tout, il y a d'autres manières de réduire les émissions ». Quelques-uns, se plaçant sur un terrain moral, considèrent qu'on ne doit pas chercher des excuses à ses propres fautes en mettant en avant les fautes d'autrui : « Même si elle produit moins de gaz à effet de serre que les autres sources d'énergie elle produit de la radioactivité, c'est quand même néfaste. [...] La question elle est mal formulée en fait. Par exemple la chose B est plus néfaste que la chose A donc il faut garder cette chose A. Ben non, carrément pas parce que si cette chose-là elle est néfaste aussi, il faut tout faire pour l'éliminer. Alors de comparer et de rejeter la faute sur autre chose je trouve que c'est un peu un raisonnement primaire ». « Non ça ne compense pas, l'un n'excuse pas l'autre ». Certains se sentent incompetents : « Je ne peux pas répondre à ça parce que je n'ai aucune idée de l'impact à terme de l'effet de serre comparé aux risques du nucléaire ». On a aussi des avis très balancés : « Compense, on ne peut pas dire que ça compense. Mais c'est un argument en faveur ».

Ces considérations conduisent une minorité à tenir un discours résolument favorable au nucléaire : « Moi je pense qu'on en a vraiment besoin ». « On ne peut pas être anti-nucléaire, maintenant c'est assez difficile. On ne peut pas être contre. Parce que, pour le moment, il n'y a pas d'autres issues quoi. A part des petites choses, les éoliennes, le solaire, mais le nucléaire est presque obligatoire. On ne peut pas tellement s'en passer. Tout ce qu'il faut c'est de faire les précautions, de faire avec intelligence, mais on ne peut pas s'en passer ».

Sortir à terme du nucléaire

Une large majorité, tout en affirmant que le nucléaire est actuellement indispensable, fait part simultanément de son désir d'une sortie à terme de celui-ci, même si ils ne sont pas sûrs que ce désir soit réaliste : « C'est sûr que l'idéal aurait été de ne jamais faire de centrale nucléaire ». « Idéalement je suis contre le nucléaire. Utopiquement, le plus vite possible, si on pouvait en changer, ou si on pouvait arrêter tout de suite, ce serait l'idéal ». « Il y a les anti-nucléaires qui sont des sages qu'on aime, qui réalisent que le nucléaire a son importance et qui voudraient qu'on puisse s'en passer... ». Et ce qui est utopique aujourd'hui peut être réalité un jour, même si il n'y a pas forcément urgence : « Le nucléaire pour moi, c'est une solution provisoire. Je pense qu'actuellement tant qu'on ne peut pas obtenir de l'énergie, on n'a pas beaucoup d'autres solutions. Je vous ai dit ce que je pensais du pétrole, donc moi je pense qu'il faut mettre de l'argent dans la recherche pour trouver une autre alternative que le nucléaire ». « On peut peut-être continuer jusqu'à deux ou trois générations, peut-être jusqu'à ce qu'on arrive à trouver des choses plus sûres [...] pour abandonner ces techniques ». « On n'a pas parlé de l'arrêt total de l'utilisation du nucléaire. Je pense que ce serait quelque chose qui serait bien à réfléchir maintenant. Bon je sais que maintenant les investissements sont faits, mais un jour les centrales, elles ne sont pas inusables. [...] Est-ce qu'on essaye de basculer sur une autre énergie ; une autre énergie qui pourrait remplacer le nucléaire ».

Dès à présent une vision ennemie des extrêmes conduit, tout en refusant le bannissement du nucléaire, à refuser de même le « tout nucléaire » : « Dire : 'on est contre le nucléaire, on peut faire autrement, il faut arrêter à cent pour cent', je ne suis pas d'accord. [...] Maintenant, être pour à cent pour cent non plus, c'est vrai qu'il y a quand même d'autres solutions ». « Moi je suis contre la politique unique du tout nucléaire. Il faut réduire... [...] Que l'on fasse des centrales nucléaires qui produisent moins de déchets ou des déchets moins méchants, c'est très bien. Mais je pense que l'on pourrait réviser aussi globalement la politique énergétique actuelle ». « Le nucléaire c'est une solution qui est valable aujourd'hui, qui peut

très bien peut-être par la suite être remplacée par autre chose ou fifty-fifty, descendre à moitié pour le nucléaire et autre chose ». Beaucoup plaident pour une complémentarité à trouver entre le nucléaire et les énergies renouvelables : « Je pense que le nucléaire est une... Un des modes de production d'énergie. [...]. Je pense que c'est, aujourd'hui, un des systèmes, quand même, les plus... un des plus économique, à mon sens, je pense, dans la production. [...] Je pense que ça reste quelque chose d'assez fiable au niveau sécurité. [...] Et puis, ça n'empêche pas que je suis un fervent défenseur de toutes les autres énergies, dites nouvelles, qui méritent d'être développées. L'énergie éolienne, l'énergie solaire, toutes les énergies qui aujourd'hui sont très minimisées. J'en reste quand même un adepte de ce... [...]. C'est sûrement des raisons politico-économiques, je veux dire, mais on ne développe pas suffisamment ce type d'énergie, quoi ».

Le handicap des déchets

Pourquoi, en dépit des grands avantages largement reconnus au nucléaire et, chez la plupart, du refus de le diaboliser, trouve-t-on ce désir de l'abandonner, même si, pour certains ce peut être dans plusieurs générations ? Nous avons vu que les propos, très majoritaires, affirmant que, dans l'état actuel des choses, on ne peut s'en passer, s'accompagnent souvent d'affirmations selon lesquelles, « idéalement », « utopiquement », on arrêterait « le plus vite possible » la production d'énergie nucléaire. Malgré tout, le nucléaire inquiète : « Moi, ce qui m'inquiète c'est quand on ne peut pas maîtriser monsieur, quand l'homme ne peut plus maîtriser, ça m'inquiète. La confiance je l'accorde, franchement, mais après si tu ne peux pas maîtriser, ça m'inquiète. Donc je suis partagée, je suis pour cette énergie, on en a besoin et puis c'est merveilleux même de voir comment l'esprit de l'homme peut créer. Et puis d'un autre côté, tu te dis : 'Mais quand même, on ne sait jamais' ». Quelle est la place des déchets dans une telle inquiétude ? Leur rôle est sans doute essentiel dans le fait que l'énergie nucléaire est très bien acceptée comme quelque chose de transitoire mais pas comme quelque chose de pérenne.

Bien sûr, les déchets ne sont pas tout.

Les centrales, avec en particulier la vision qu'en a donné Tchernobyl, restent un élément d'inquiétude : « Au point de vue matériel, ça rapporte quelque chose, en ne dépendant pas des autres pays. Au point de vue, je vous dis, quand on voit Tchernobyl, quand on voit tout ce qui c'est passé, on a un peu peur aussi, en même temps ». Certes, le sentiment est largement répandu qu'il ne faut pas confondre la France et les pays de l'Est : « En France, ça a l'air d'être sérieux, parce qu'on entend, dès qu'il y a une petite avarie, on arrête, on répare, etc. Allez voir en Russie, ça n'a jamais été réparé et puis ça ne tient toujours pas. Ça ne tient pas. [...] Ce n'est pas en France que c'est le plus dangereux, je ne crois pas. Ce n'est pas là que c'est le plus dangereux. C'est dans les pays de l'Est où ils ne font pas d'entretien sur leur centrales ». Mais, même en France, que réserve l'avenir ? « Est-ce qu'il y a en France, malgré toutes les précautions prises un risque de Tchernobyl ? Et quelles seraient les conséquences ? [...] Alors, on nous dit : 'il n'y a aucun risque', mais ça, je n'en sais rien, le risque zéro n'existe pas et à mon avis c'est ça le problème. Le problème des centrales il est là. Le problème du nucléaire il est là pour l'instant. [...] Il n'y a pas d'informations et je suis persuadé d'une chose, c'est que d'énormes précautions sont prises, personne n'a intérêt à ce qu'il y ait une catastrophe de ce type. D'énormes précautions sont prises et ces précautions, j'allais dire, sont inventées au fur et à mesure des années qui passent. Maintenant, est-ce qu'elles sont suffisantes ? Bon, il y a toujours l'aléa ». Même si on a, à l'usage, une certaine accoutumance aux centrales, elles suscitent toujours un certain malaise chez certains : « A l'époque, c'était évidemment l'installation des centrales nucléaires qui représentait pour moi tout ce qui peut nous exploser au nez et nous détruire en un quart de seconde, voilà... Et puis avec le temps les choses s'atténuent, et je crois que j'ai oublié un peu la peur de la centrale elle-même, bien que je n'aime toujours pas être à proximité ».

Pour certains, l'aspect militaire du nucléaire en donne aussi une image inquiétante : « Moi, le nucléaire, c'est arme nucléaire déjà, avant de parler électricité nucléaire, moi, le nucléaire pour moi, c'est quelque chose à vocation belliqueuse ». Mais ceux qui évoquent ce point sont en fait très peu nombreux.

Restent les déchets : « Je pense que l'énergie nucléaire est intéressante. J'ai toujours été très favorable à l'énergie nucléaire, parce que c'est vrai que c'est une énergie 'propre'. Quand je dis 'entre guillemets', bien c'est que... Elle génère quand même justement des déchets. Et puis c'est le problème des déchets, si il n'y avait pas de déchets ce serait l'idéal ». « Oui, enfin je ne suis pas pro nucléaire non plus mais je pense que c'est le gros problème du nucléaire aussi, les déchets quoi, qu'on a du mal à refourguer ». « Le nucléaire je n'ai rien contre mais c'est au niveau du retraitement des déchets ».

Du fait de l'accumulation progressive des déchets, l'utilisation transitoire de l'énergie nucléaire ne pose pas les mêmes problèmes que son utilisation pendant un temps indéfini : « On a trouvé une technologie, mais on va accumuler des déchets de façon infinie ; quelque part c'est une forme d'irresponsabilité ». « La question qui me préoccupe, c'est qu'on ne sait toujours pas comment résoudre le problème des déchets alors que l'on a fait le choix d'en produire de plus en plus. Donc on se met scientifiquement dans une impasse programmée qui est un défi à la raison ». « A mon avis, on ne peut pas continuer une éternité avec la production de l'énergie nucléaire, parce qu'on n'aurait à mon avis pas assez de places sûres pour pouvoir satisfaire les normes acceptables ». « Parce que attendez, nous, on nous dit bien maintenant, on fait un trou, on met les déchets. Mais demain, c'est-à-dire demain dans 50 ans, dans un siècle, on produit comment l'électricité ? Est-ce qu'on va continuer ? Et si on continue, on va encore en refaire des déchets et pour autant on n'aura toujours pas la solution ? ».

A la différence des centrales, les déchets pèsent sur un avenir qui ne concerne pas seulement notre génération, mais aussi notre descendance : « Je pense que, de toutes façons, il faut arriver à un débat de fond en matière de nucléaire pour arriver à stopper le système du principe du déchet nucléaire parce que manifestement c'est quelque chose qu'on ne peut pas maîtriser à terme et qui hypothèque l'avenir des générations qui nous suivent ».

De ce fait, « désactiver » les déchets, « trouver une solution » au problème qu'ils posent, est vu comme nécessaire si l'on veut considérer le nucléaire comme une énergie dont on pourra faire durablement usage : « La vraie question est en amont, faut-il continuer à produire des déchets nucléaires tant qu'on ne sait pas comment s'en débarrasser. [...] Je suis hostile à la production de déchets nucléaires tant qu'on n'aura pas trouvé une solution et démontré que cette solution est fiable pour nous et pour les générations futures, ce qui n'est pas du tout le cas actuellement ». « Donc je pense qu'on n'a pas le droit d'engager les générations futures sur autant d'incertitudes [...] On n'échappera pas à un système de sortie, on ne peut pas se permettre le luxe de continuer pendant des centaines d'années à produire des quantités invraisemblables de déchets, sans qu'on ait la maîtrise de cette fabrication de déchets et de leurs désactivation en tout cas ».

Proche ou loin de Bure

Un des objectifs de la recherche était de mieux cerner ce en quoi ceux qui habitent dans les départements situés près de Bure diffèrent de ceux qui habitent le reste de la France. Les différences sont très nettes en ce qui concerne l'information reçue sur la question des déchets. Dans les départements proches de Bure, le sujet est abordé de manière soutenue par la presse régionale, ce qui n'est pas le cas ailleurs. Beaucoup de ceux qui y habitent évoquent des informations reçues de l'ANDRA ou du Conseil Général. Ils connaissent les manifestations liées à l'existence du site et parlent presque tous spontanément de son existence. Une bonne part de ceux qui se trouvent dans les bourgades proches y sont allés. Beaucoup savent qu'il est question d'argile, de circulation d'eau, qu'il y a des incertitudes entre laboratoire et stockage et qu'on envisage de récupérer les déchets après les avoir stockés. La question de la localisation est pour eux spécialement sensible. Mais les doutes qui les habitent quant aux déchets nucléaires, quant à la nature et à l'importance des risques qui leur sont liés, quant au degré de maîtrise du sujet que l'on a réellement, quant à la confiance que l'on peut faire à ceux qui en ont la responsabilité, ne sont pas moindres que dans le reste de la France. Ils ont eux aussi le sentiment d'être dépendants d'informations douteuses, relevant de la propagande ou de la rumeur. Si, en fin de compte, ils ont plus d'idées que les autres sur les débats techniques en cours, ils n'ont pas beaucoup plus d'éléments pour prendre position sur les grandes questions liées à l'existence des déchets.

Loin de Bure

En dehors des départements proches de Bure, l'information disponible provient essentiellement des média nationaux : « Alors j'en ai entendu parler par des reportages à la télé, ou peut-être par des exposés de scientifiques ». « En regardant les journaux télévisés, donc on nous dit ce qu'on veut ». Cette information générale ne répond pas aux multiples interrogations, portant tant sur les choses que sur les hommes, dont nous avons cherché à rendre compte dans ce texte. Tout au long des entretiens la plupart mettent en avant leur incompetence, ainsi que le manque d'informations qui leur permettraient d'avoir des jugements fondés. « C'est vrai qu'on est mal informé. [...] On a l'impression que c'est un domaine où il n'y a pas de vulgarisation de l'information pour des gens comme moi qui ne sont absolument pas scientifiques ».

Ce manque d'information est interprété de manières très diverses. Certains se demandent s'il ne correspond pas à une volonté de dissimulation : « Je pense qu'on ne sait pas tout, si on savait tout on aurait peut-être peur, on deviendrait des 'anti' à ce moment-là ». Pour d'autres, un tel manque est au contraire plutôt rassurant, même si des doutes subsistent : « Le fait qu'on n'en ait pas tellement entendu parler, ça veut dire qu'il n'y a pas tellement de problème. On entend parler des choses quand il arrive des problèmes, avec Tchernobyl des trucs comme ça. Tant qu'il n'y a pas de problème réel, on n'entend pas parler de ces problèmes-là, ça veut dire que ça peut être bien maîtrisé, mais ça peut très bien être déguisé aussi, donc même si il y a des problèmes on n'en parle pas, donc je ne sais pas ». Pendant ce temps, quelques-uns soulignent que les événements dramatiques (Tchernobyl a été extrêmement cité) et les incidents liés au nucléaire (particulièrement les incidents liés au transport de déchets nucléaires) fournissent une grande partie de l'information dont les gens ordinaires disposent, ce qui incite, affirment-ils, à une représentation biaisée des choses dans un sens défavorable au nucléaire : « Nous en fait ce qu'on a comme image du nucléaire c'est par rapport aux journaux, aux télé et nous, lorsqu'on voit cette image-là, on voit toujours des bateaux Greenpeace ou alors... c'est toujours des choses néfastes, les armes, les déchets, la pollution, tous ces problèmes de recyclage, donc nous on prend un peu ce qu'on nous donne. [...] On ne voit pas souvent les deux points de vue, c'est juste le point de vue de WWF et de Greenpeace en fait. [...] On ne met pas en avant, je trouve, on ne met pas assez en avant tout ce qu'a fait de positif cette énergie-là en fait ».

Ce sentiment majoritaire d'être mal informé va de pair un rapport assez lâche entre l'impression de connaître et le fait d'avoir un avis. D'un côté certains trouvent difficile d'avoir un avis sans connaître : « Si on avait de l'information on pourrait dire quelque chose, le public pourrait peut-être avoir une opinion, je crois qu'une opinion sans information véritable, c'est difficile ». Mais d'autres trouvent que c'est possible : « [Q : Vous-même vous sentez vous bien informé ? Avez-vous le sentiment de bien connaître le sujet ?] Non, je pense qu'il peut y avoir plus d'information sur ce sujet [Q : Vous sentez vous assez informé pour pouvoir vous faire une opinion ?] Je pense que oui ».

Près de Bure, une information plus riche

Les personnes vivant dans les départements de la Meuse et de la Haute-Marne, région la plus directement concernée par le laboratoire, et éventuel futur stockage souterrain, de Bure (et qui se trouve en outre relativement à proximité du centre de stockage de l'Aube) se sentent directement concernés : « C'est chez nous ». « C'est vrai qu'on est directement concernés par ça puisque c'est à 30 km. d'ici, même pas ».

Nombre d'entre eux évoquent l'existence d'informations de source locale. « Je pense que l'ANDRA essaye un petit peu d'informer tout le monde autour, et ils publient un petit journal ». « J'habite en Meuse. On en parle souvent par rapport à Bure surtout, par rapport à Bure où il y a souvent des manifestations et où ils annoncent un peu ce qu'ils font quand même. [...] Surtout dans le journal, des trucs comme ça que j'en ai entendu parler. [...] Je sais que Bure par exemple organise des portes ouvertes, ça ne peut être que bien. Justement de montrer aux gens ce qu'ils font, même si c'est de 'la propagande' mais enfin, montrer aux gens ce qu'ils font... ». « À partir de l'ANDRA il y a eu des tas de choses. Il y a eu un article hier, vous l'avez peut-être vu dans le journal local, à propos du CLISS là ». Ceux qui vivent particulièrement près du site non seulement connaissent bien son existence mais se sont souvent rendus aux journées portes ouvertes qui y sont organisées : « A Joinville, il y a Bure qui n'est pas loin, donc on est assez informé avec ça... [...]. Bon, j'ai été visiter le site. Si je n'avais pas été visiter le site, je ne savais même pas que ça pouvait être aussi dangereux. En fait je ne pensais pas que la radioactivité c'était... Ca avait une telle ampleur en fait ». Soulaines est également une source d'information : « Ce que j'en pense, c'est que depuis qu'ils ont mis ça dans notre coin là, on a un sérieux, c'est pour ça que je vous dis que moi je fais confiance, parce qu'on a un sérieux, on a les gens qui ont des contacts, on a des fascicules qu'on reçoit, tous les ans on nous envoie l'analyse qu'ils font. Donc tous les ans, c'est transparent, tous les ans on a le compte rendu de leur gestion de Soulaines ».

Les connaissances relatives au site sont beaucoup plus précises : « Bure, je ne sais pas si vous connaissez, vous l'avez sur fiche certainement, mais enfin pour l'instant ce ne sont que des analyses de terrains, ils sont déjà à 400m, ils vont encore descendre. Si c'est réservé aux déchets ce ne sera déjà que dans une dizaine à une quinzaine d'années ». On trouve en outre, chez une bonne part de ceux qui vivent dans ces départements, des informations relativement précises, relatives à certaines questions techniques et aux débats concernant le site, que l'on ne rencontre pas ailleurs.

Ainsi, le rôle de l'argile est fréquemment évoqué. Ses propriétés isolantes et son efficacité dans le confinement des déchets sont souvent connues, même si l'image que l'on s'en fait ne correspond pas toujours à la réalité (cf. l'évocation de sa 'souplesse') : « C'est l'argile qui est la plus étanche ». « L'avantage de l'argile, peut-être par rapport aux tremblements de terre, c'est qu'elle offrira quand même une certaine souplesse que n'offriraient pas les roches granitiques ». Son rôle dans le choix d'une profondeur d'enfouissement est mieux perçu qu'ailleurs : « La profondeur, tout ça dépend du sol et de la nature du sous sol. [...] Si l'argile est plus haut, ben autant les mettre plus haut, et s'il est plus bas ben, les mettre plus bas. [...] Je crois que l'argile c'est plus sûr que la profondeur ». Simultanément, certains ont entendu le point de vue critique des anti-nucléaires : « Je veux bien que l'argile est isolante. Si il n'y a pas de fissures, s'il n'y a pas de failles ».

On rencontre de même près du site une meilleure vision de la baisse de la radioactivité avec le temps, ainsi qu'une certaine connaissance des différences entre les déchets à vie plus ou moins longue et des différences entre les manières de les traiter : « Alors, c'est vrai que dans ces déchets, ils ne sont pas tous

de même nature. Il y en a, on sait que dans deux ou trois cents ans, on n'en parle plus, et puis il y en a où on prend pour des dizaines et des dizaines de milliers d'années ». « A Soulaines c'est des cycles beaucoup plus courts, c'est des vêtements qui ont été irradiés, des choses comme ça ».

La loi Bataille, qui paraît inconnue en dehors de la zone, est connue, plus ou moins vaguement, au sein de celle-ci, par quelques-uns, tels un ancien élu de Gondrecourt et un membre du CLIS - Comité local d'information et de suivi - habitant Joinville : « Oui, ben, la loi Bataille, c'est donc ce qui a... La loi Bataille, c'est le... La première loi, donc, qui a instauré la mise en place, enfin ce qui devait être, donc, la mise en place de différents sites, différents laboratoires de recherches pour le stockage ». « Je me souviens des réunions avec monsieur Bataille dans la région, mais bon ça date déjà quand même maintenant de 91... Alors ce serait bien si vous me rafraîchissez la mémoire à ce sujet ».

Un sentiment de ne pas maîtriser la question

Les personnes concernées n'ont pas pour autant le sentiment d'être bien informées et de bien connaître le sujet. Au même titre que ceux qui viennent d'autres régions, les intéressés tiennent souvent des propos marqués par le sentiment de ne disposer que de connaissances et d'une information très limitée (sentiment peut-être d'autant plus vif que les bribes de savoir qu'ils détiennent leur font percevoir l'étendue de ce qu'ils ne connaissent pas) : « Ça avance comme ça, j'écoute un tel, un tel, c'est par bribes, c'est pas construit. Sur fond de la télé ». Ce sentiment s'exprime parfois de manière très radicale : « Non, je ne connais rien du sujet ».

D'une part l'information ne circule pas toujours bien : « Je n'ai jamais reçu de brochures du nucléaire, moi. Ça c'est toujours le même problème, ça reste en mairie, allez chez un citoyen et allez lui en parler, vous verrez ce qu'il va vous dire s'il a reçu quelque chose. Moi, je n'ai jamais rien reçu là-dessus sur le nucléaire ».

De plus, on trouve nombre d'interrogations sur son objectivité : « De toutes façons, nous on est informés, abreuvés par l'ANDRA uniquement. Donc, automatiquement... C'est très rassurant, très technique. On a de beaux petits livres. Si on lit sans œil critique, c'est très rassurant. Mais bon, il faut quand même... ». « Il y a eu des sensibilisations, des informations, des portes ouvertes, des choses comme ça. Mais je veux dire que les journées portes ouvertes, ça reste quand même assez limité [...]. L'information est un peu dérivée parce que forcément elle est pro site forcément ». « L'information qu'on vous donne, ben, vous savez... Moi, je lis le journal, ben le journaliste qui tient ces propos-là, est-ce qu'il n'est pas en train d'essayer déjà de m'influencer. L'information, si je vais à des réunions d'information anti, j'aurais, c'est pour ça que je ne vais nulle part, j'aurais une appréciation, si je vais à des réunions pro ... C'est là-bas, c'est à 12 km que ça se passe, il y a des portes ouvertes, je n'y ai jamais mis les pieds et je n'ai pas l'intention d'y aller. [...] Je me dis que quel que soit l'informateur que j'aurais il est lui-même partisan, je ne lui vois pas la neutralité ».

Les questions « *Vous-même vous sentez vous bien informé ?* », « *Avez-vous le sentiment de bien connaître le sujet ?* » suscitent très majoritairement des réponses nettement négatives : « Non » (réponse à laquelle un bon nombre se tiennent), « Non, non ; on a une idée approximative de ce qu'ils veulent faire, mais on ne sait pas exactement ce qu'ils font », « Non, personnellement je pense que je ne suis pas... Je ne connais pas vraiment les effets de la radioactivité. Non, je pense que je ne suis pas assez informée ». « Je peux avoir une opinion par rapport aux infos que je possède, mais elles sont quand même minimales. Ce n'est pas assez profond comme connaissance. [...] On peut visiter Bure. Pour avoir un avis peut-être pas monsieur, si nous ne sommes pas de la partie. Mais pour être rassuré ou être vraiment informé quoi. Mais l'avis comment peut-on donner un avis quand on ne maîtrise pas soi-même le sujet ».

Les interrogations relatives à la nature précise du site, alimentent ce sentiment de ne pas être vraiment informé : « Pour l'instant, on ne sait pas ce qu'ils veulent faire. On sait qu'ils creusent, on sait qu'ils vont faire des galeries, point. Eventuellement, on nous dit : 'On va peut-être stocker', mais après on ne sait pas ». « Je pense que tout ce qu'on nous raconte sur les petits livres qu'on reçoit, c'est vrai, c'est juste.

Je vous dis, c'est cet acharnement à nous dire que c'est un laboratoire, que ce n'est pas un site de stockage. C'est les soupçons. Pourquoi on ne nous dit pas directement : 'Voilà, quand ce sera bien étudié, ce sera un site de stockage'. [...] Moi, ce qui me gêne c'est que, j'imagine qu'il y a déjà eu des sommes assez importantes d'investies dans ce chantier ; seulement pour faire un laboratoire d'étude, ça me semble bizarre ».

Au total on peut avoir le sentiment de savoir beaucoup de choses mais de n'être pas bien informé pour autant : « Ben, depuis le début, on a l'impression qu'on nous ment, alors. Très rassurant évidemment. Techniquement, oui, ça nous explique bien l'histoire du forage, l'argile, ça c'est sûr. Techniquement, on est bien informés ». « C'est toujours beau comme ça les grandes cathédrales industrielles, on a vite fait de se mettre à genoux. C'est beau, c'est toujours beau une usine. [...] C'est beau et si c'est beau ça peut cacher tout. Ça vous hallucine ».

Même les réponses de ceux qui se déclarent plutôt bien informés ne manquent pas de nuances : « Oui, il y a des anti-nucléaires qui informent... Alors il y a les deux, On reçoit la revue de l'ANDRA et puis on reçoit les anti-nucléaires. [...] Bien connaître, non ». « Je pense que c'est assez développé quand même l'information. On a encore eu une invitation pour la porte ouverte. Il y a les articles dans les journaux. Si, je pense qu'en information c'est pas mal. [...] C'est pas pour ça qu'on s'est renseigné, on ne connaît pas [...] Je ne suis pas compétent en la matière, je ne peux quand même pas ni vanter, ni blâmer une chose que, je vous dis, c'est ce que j'entends dire. [...] On a dit 'c'est Tchernobyl qui a envoyé des cancers', je n'en sais rien ».

Parmi les personnes interrogées, certaines, du fait qu'elles exercent des responsabilités dans ce domaine, ont une connaissance particulièrement développée du sujet. Leur manière de voir ne se distingue pourtant que de manière limitée de manières de voir moins éclairées.

Ainsi, un membre du CLIS (Comité local d'information et de suivi), est particulièrement bien informé. Il fait partie de la très petite minorité qui est au courant du cadre légal des travaux réalisés à Bure : « C'est un petit peu avant, quand même, quand on a eu le moratoire qui a été mis en place par l'Assemblée Nationale. Là, ils avaient prévu, donc, de mettre en œuvre 3 sites, 3 laboratoires. Or, à ce jour, il n'y en a qu'un qui a vu le jour, c'est celui de Bure ». Il est bien au courant des discussions concernant la qualité de l'argile de Bure : « Et là, c'est de l'argile, ok. Seulement, le problème c'est que c'est de l'argile qui est perméable, quand même, parce qu'il y a pas mal de passage d'eau, d'après les derniers éléments qu'on a. Ce qui veut dire que c'est pas de l'argile pure, si y'a un passage de flotte, et... Alors, qui plus est, donc, il y aurait quelques petites failles quand même dans le secteur ». Mais quand on lui demande s'il est bien informé, sa réponse est pleine de nuances : « À mon avis, bien informé, ça... Je suis informé. J'ai des informations. Bon, je suis un privilégié. J'ai des informations, dire que c'est des bonnes informations ? J'ai des informations, mais il faut que je fasse le tri, quand même ». Par ailleurs il ne croit pas qu'il soit possible de prévoir l'avenir en s'appuyant sur la connaissance du passé : « Je ne partage pas du tout l'idée que ce qui s'est fait il y a 100 000 ans, ça va se répéter régulièrement ».

Certains, minoritaires, affirment que la peur les incite à ne pas trop s'informer : « J'ai l'impression qu'on est un petit peu en train de se cacher, on ne veut pas trop savoir ». « Moi personnellement je n'ai pas peur spécialement, mais il y a une espèce de crainte interne, une crainte latente quoi, mais qui fait que effectivement les gens ne vont pas s'informer ».

Dans quelle mesure ce manque d'information influence-t-il la manière dont les personnes habitant dans la région de Bure réagissent par rapport aux déchets ? En fait, là encore, le lien entre connaissance du sujet et opinion paraît assez lâche.

Certains se sentent bien informés, mais pas assez pour se faire une opinion : « [Q : Vous-même vous sentez vous bien informé ?] Oui [Q : Vous sentez vous assez informé pour pouvoir vous faire une opinion ?] Non ».

D'autres au contraire, malgré les limites de leur information et de leurs connaissances, se sentent en état de se faire une opinion. Le manque même d'information sur les choses peut être ressenti comme de nature à fonder une opinion. Parfois ce manque est source de méfiance envers les personnes, méfiance qui fonde à son tour une opinion : « Oui, j'ai une opinion tout de même. Il me manque des éléments pour me la forger de manière plus claire. Disons que, je dirais que le manque d'informations renforce ma méfiance ». Parfois au contraire un tel manque rassure : « A partir du moment où on n'en entend pas parler, c'est qu'il n'y a pas de problème. [...] Je suis d'accord pour dire que le stockage des déchets est bien maîtrisé en France ». Dans d'autres cas, l'absence d'information est vue comme étant plus ou moins dans la nature des choses, s'agissant d'un sujet très technique, et dès lors n'empêche pas de faire confiance aux personnes, ce qui peut aussi fonder une opinion : « Oui, bien sûr mais c'est pas, c'est-à-dire je ne comprends rien mais je pense que c'est sincère quoi ». « Non, enfin le sujet non, je n'ai pas fait d'études pour ça. Mais disons que quelque part, je fais confiance aux gens, les gens qui sont spécialisés dans une chose bon ». Parfois aussi, des considérations de principe, qui n'ont pas besoin d'une information très développée pour s'appliquer, entrent en jeu : « Bien, l'opinion, je vous l'ai donnée, je suis pour. Par contre je suis pour parce qu'il faut trouver une solution ».

On entend parfois affirmer que ce n'est pas par une connaissance intellectuelle que les opinions se construisent ; qu'il s'agirait d'un processus plus existentiel, où l'accoutumance tient une bonne place, soit que celle-ci favorise l'érosion des fantasmes soit au contraire qu'elle alimente le déni d'une réalité difficile à regarder en face : « Il y a 4, 5 ans en arrière, quand on parlait du nucléaire à Bure, là pour faire un truc pour le retraiter là, ou le stockage, tout le monde disait : 'Ah, il ne faut pas laisser faire ça à Bure, on est foutu, nos maisons ne vaudront plus rien', on en a entendu de toutes sortes. Et puis finalement, maintenant, les gens, ils s'y font. Avec le temps, on se fait à tout. [...] Et actuellement, on entend dire tout partout : 'Ben tiens, je viens de refaire la façade de la maison, on a eu une petite participation de l'ANDRA, on a eu je ne sais pas quoi du Conseil Général', vous voyez. [...] Les gens, ils oublient les risques parce qu'ils se disent : 'Ben tiens, grâce à l'ANDRA, ils nous payent un bout de la maison, ou un bout de la façade, ou un bout de je ne sais pas quoi'. Vous voyez ? Et ça, on l'entend beaucoup dans les campagnes. [...] Alors, on se dit... : 'Et avant, ces gens-là, ils ne pouvaient pas saquer l'ANDRA, ils ne pouvaient pas... : Ah ! non, ça va être une bombe à Bure !' On a entendu toutes sortes de trucs ».

Des attitudes générales propres à la région, qui vont bien au-delà de la question des déchets, ont également été invoquées : « Je ne pense pas que le problème se pose en ces termes d'accoutumance ou de non-accoutumance à un système de stockage, non je ne pense pas. D'ailleurs ça rentre, très sincèrement, ça rentre plutôt dans une philosophie de vie des gens de la région qui sont d'après moi des gens relativement résignés et qui admettent le principe d'autorité. C'est l'autorité de l'État qui vient faire jour, et les gens ne cherchent pas à comprendre. D'ailleurs, on peut noter que dans les mouvements anti-nucléaires, il n'y avait pratiquement personne de la proche région qui fait partie de ces mouvements. [...] On ne peut peut-être pas anticiper sur le fait d'un éventuel changement d'habitude. Très honnêtement je n'y crois pas ». L'un de ceux qui ont été interrogés s'est longuement étendu sur ce point : « Il se trouve qu'une année, j'étais en vacances à Avignon pendant le festival, j'étais à la terrasse d'un bistrot, il y a eu une manifestation anti-nucléaire et j'ai vu défiler pendant deux heures, pratiquement tous les villages du Var, non pas du Var, du Vaucluse, avant la décision, qui disait non aux sites du Gard. Et tous élus confondus avec des banderoles, avec tous les patelins qui évoquent les grands crus des vins du Sud, avec leurs maires, leurs délégations, etc. Ils ont défilé pendant le festival, pendant 2 heures. Alors que chez nous, les manifestations, il ne devait y avoir que 50 à 100 personnes et on n'en parlait pas. J'ai dit à ma femme : 'Ben s'il y a un choix à faire, c'est nous qui l'auront le labo'. Vu la mobilisation qu'il y avait là-bas et le peu d'opposition qu'il y avait ici... [...] Moi, je suis Lorrain de souche, les Lorrains sont des gens très peu démonstratifs, très craintifs, vous voyez, on a toujours pris sur la gueule, donc... Et toujours suspicieux vis-à-vis de ce qui venait de l'extérieur. Alors, on n'est pas d'accord, mais on ne manifeste pas ».

Conclusion

Dans leur appréhension de ce qui touche aux déchets nucléaires, les personnes interrogées disposent de quelques repères, empruntés à la fois à leur expérience quotidienne, à la manière de voir le monde véhiculée par les médias, à la sagesse des nations, aux évidences propres à une culture et à des conceptions éthiques. Ainsi tous, ou au moins la plupart, distinguent bien le temps d'une génération au sein duquel elle gère la terre qui lui a été confiée et qu'elle a la responsabilité de transmettre, le temps des civilisations au sein duquel une mémoire demeure, et un temps qui échappe à l'humain, où celui-ci n'est rien devant une nature au sein de laquelle il n'est pas sûr de toujours subsister. Ils ont quelque idée du caractère peu prévisible des tremblements de terre, de la capacité de l'argile à conserver et de la fragilité du verre. Ils se sont construits, à travers des épisodes tels que la découverte des méfaits de l'amiante ou la communication relative à Tchernobyl, une certaine image du monde où les experts rencontrent les politiques. Ils empruntent à la sagesse des nations l'idée qu'on n'est jamais sûr de rien et que le risque zéro n'existe pas. Ils baignent, en tant que Français, dans une culture politique très méfiante par rapport au poids des intérêts et de l'argent, et qui attend beaucoup de l'Etat, même si elle doute des politiques. Ils sont marqués par une image ambiante qui voit les savants comme un composé de savoir et de dévouement mêlés d'inconscience susceptible de produire des monstres. Ils sont convaincus que chacun a le devoir de ne pas transmettre à sa descendance un monde pire que celui qu'il a reçu en héritage. Il existe, simultanément, une certaine dispersion dans la forme que prennent certaines des images correspondantes. Ainsi, pour certains, la confiance dans l'Etat tend à l'emporter sur la méfiance envers les politiques, alors que c'est le contraire pour d'autres. Pour certains le savoir et le dévouement des savants l'emportent sans conteste sur leur inconscience, alors que d'autres en doutent.

C'est à l'aune de tels repères, qui paraissent suffisamment solides pour ne pas être affectés par les messages que les intéressés reçoivent, mais qui au contraire vont servir à interpréter ces messages, que ce qui se rapporte aux déchets nucléaires prend sens. Une source fondamentale de préoccupation est le fait qu'ils ne représentent pas seulement un problème à résoudre à l'échelle d'une génération, ou à la rigueur à l'échelle d'une chaîne ininterrompue de générations se transmettant une tâche à accomplir, mais une sorte de legs menaçant dans l'infini des temps, legs par lequel une génération outrepassa ce que la place qu'elle occupe dans l'histoire lui donne le droit de faire. Cette préoccupation est d'autant plus grande que, dans les repères disponibles, les moyens envisagés pour qu'un tel legs n'interfère pas en fait avec la vie des générations futures paraissent peu crédibles : l'idée générale selon laquelle on ne peut jamais tout prévoir se conjugue avec quelques expériences telles que la découverte des méfaits de l'amiante et avec le sentiment de l'impermanence de ce qui est censé assurer le confinement des déchets (existence de tremblements de terre, dérive des continents, fragilité du verre) pour convaincre que, quoi que l'on fasse, l'épée de Damoclès restera suspendue au dessus de la tête de nos descendants. Dans ces conditions, prévaut le sentiment que la génération présente ne peut s'acquitter de ses responsabilités qu'en faisant perdre aux déchets leur nature trans-historique, en les ramenant dans le monde des choses ordinaires, ce qui implique de les 'neutraliser', de les 'dénucléariser'. Pour la grande majorité, la capacité à réaliser une telle réintégration est une condition sine qua non de la viabilité du nucléaire dans la durée. Si elle ne peut être remplie, le nucléaire doit être considéré comme une solution transitoire aux besoins en énergie, solution à laquelle il convient, plus ou moins vite selon les personnes, de trouver des substituts.

Toute communication qui tente de s'attaquer à une telle vision, au premier chef en essayant de convaincre qu'on a trouvé des moyens efficaces de construire pour les siècles des siècles une barrière infranchissable mettant les générations futures à l'abri du pouvoir maléfique des déchets, toute argumentation technique visant à étayer une telle affirmation, se heurtent dès lors à une sorte de mur de scepticisme. Ceci paraît indépendant de la qualité des recherches sous-tendant une telle communication. Dans ces conditions, celle-ci n'est pas interprétée dans le registre des choses, comme instruisant sur la

matérialité des phénomènes, mais dans le registre des hommes, comme instruisant sur ceux qui essaient ainsi d'influencer les esprits. Les idées régnantes sur ce que sont ces hommes, et sur ce qui les motive, compte tenu de la place qu'ils occupent dans la société entrent alors en jeu. Ils sont supposés vouloir rassurer, au mieux pour des raisons respectables (éviter les paniques) et au pire pour de mauvaises raisons (protéger les intérêts d'un lobby nucléaire), mais ne sont de toutes façons pas crus.

Cela ne veut pas dire que toutes les manières de traiter les déchets existants, déchets dont la production va en tout état de cause se poursuivre pendant des dizaines d'années quel que soit l'avenir du nucléaire et dont il faut bien faire quelque chose d'une manière ou d'une autre, sont équivalentes. Les efforts faits pour trouver une manière de faire qui limite les risques de toutes sortes, tels qu'on les imagine, qu'ils engendrent, sont appréciés. La perspective n'est plus alors de trouver une solution parfaite qui permettrait d'oublier des déchets définitivement mis en cage. Elle est simplement de limiter, pour une période limitée, les dégâts qu'ils sont susceptibles de provoquer, en attendant que les progrès de la science fournissent, dans un laps de temps que l'on espère pas trop long, un moyen de les rendre inoffensifs. Dans ce registre, contrairement au précédent, on n'a pas affaire à des convictions nettes portant sur les choses, et les personnes interrogées mettent plutôt en avant leur incompetence. Beaucoup sont prêts à faire confiance aux experts pour trouver la solution la moins mauvaise, c'est-à-dire celle qui réduit les risques autant que faire se peut. Les mérites relatifs du stockage souterrain et de l'entreposage en surface peuvent être débattus dans cette perspective, et il y a place à argumenter. Une communication tendant à montrer que l'on cherche à faire au mieux, à atteindre un moindre mal, en attendant soit de trouver de vraies solutions qui permettraient d'appivoiser réellement le nucléaire, soit, faute de telles solutions, d'abandonner celui-ci, est susceptible d'être parfaitement crédible. Il est important que ceux qui l'entreprennent ne se décrédibilisent pas en cherchant à faire croire qu'ils sont capables d'aller plus loin et de trouver sans coup férir une 'vraie solution' au problème des déchets. A la limite, si les citoyens sont inquiets par rapport aux personnes (ceux qui sont chargés de gérer les déchets), ils seront inquiets par rapport aux choses (les manières de les gérer), quoi qu'on leur dise. Et s'ils sont confiants par rapport aux personnes, ils seront prêts à accepter les choses (les solutions qu'on leur propose), même si ils ne sont pas vraiment rassurés, dans leur conscience de ne pas y connaître grand-chose.

Annexe

L'approche suivie

La recherche sur laquelle s'appuie ce rapport s'inscrit dans les travaux qu'a suscité la loi de 1991 relative à la gestion des déchets de haute activité et de moyenne activité à vie longue, travaux qui ont conduit, pour l'essentiel, à éclairer les aspects techniques des multiples questions posées par cette gestion. Il a paru utile, et cet avis a été en particulier exprimé par la Commission nationale d'évaluation, de disposer, en complément, d'une recherche fournissant une appréhension plus approfondie des perceptions qui sous-tendent les opinions des Français sur le sujet. Cette recherche, a été menée sur une période d'un an (avril 2004 à mars 2005). Elle a été impulsée par la DGEMP puis suivie par un comité de pilotage présidé par M. Alain Bucaille et comportant des représentants des principaux acteurs du secteur nucléaire. Le rapport final a été remis au ministre délégué à l'Industrie en avril 2005.

Divers travaux antérieurs, tels les sondages qui ont alimenté en 2001 l'Eurobaromètre de l'Union Européenne et en 2004 l'étude du CREDOC « Baromètre de l'opinion des Français sur les déchets radioactifs », avaient conduit à s'interroger sur ce qui fonde les opinions dans ce domaine. Celles-ci semblaient relativement indépendantes de l'étendue des connaissances des personnes interrogées. Il paraissait donc particulièrement nécessaire de s'intéresser à la part d'imaginaire susceptible d'intervenir dans leur construction.

Pour mener à bien cette recherche, une enquête a été réalisée en trois vagues. 31 entretiens ont été réalisés dans la première vague, 49 dans la deuxième et 30 dans la troisième¹. Pour les entretiens réalisés hors de la région proche de Bure, des personnes dont on connaissait les caractéristiques de sexe, d'âge et de catégorie socio-professionnelle ont été retenues, en veillant à avoir une bonne diversité sur ces divers paramètres, et en répartissant les entretiens entre diverses régions (Région parisienne, Nord, Savoie, Provence, Midi-Pyrénées, Aquitaine, Bretagne). Pour la région proche de Bure des personnes prises au hasard à partir de l'annuaire téléphonique dans un ensemble de localités (Bar-le-Duc, Saint-Dizier, Joinville, Gondrecourt-le-Château, Ligny-en-Barrois, Brienne-le-Château, Clamart, Chaumont) ont été contactées téléphoniquement. Cela a conduit également à un ensemble très diversifié.

Il ne s'agissait pas de procéder à un nouveau sondage d'opinion, à partir d'un échantillon représentatif de la population de taille adéquate, mais d'explorer les représentations à partir desquelles les opinions se construisent. Le canevas d'entretien a été conçu en conséquence. Il comporte à la fois des questions ouvertes et des questions fermées, les réponses à ces dernières étant traitées en s'intéressant aux commentaires suscités par la question, aux réinterprétations de celle-ci par les personnes interrogées, tous aspects révélateurs de l'univers de représentations de l'intéressé, au moins autant qu'à la position adoptée, celle-ci étant du reste souvent très incertaine. Chacun des entretiens a été enregistré, intégralement transcrit et analysé.

Un fond commun de représentations, que l'on a retrouvé dans les trois vagues de l'enquête, s'est nettement dégagé. Il est diversement évoqué par chacun de ceux qui sont interrogés, chacun étant plus ou moins sensible à telle ou telle de ses facettes, et plus ou moins habile à la traduire en mots. La multiplication du nombre des entretiens (beaucoup plus élevé que ce qui est fait habituellement dans ce type de démarche) a eu pour vertu de fournir une riche diversité de manières d'opérer cette traduction en mots. Nous avons choisi, dans ce texte, de reproduire littéralement, pour chacun des traits de ce fond commun, un ensemble de propos, tenus par des personnes différentes, où il est manifesté. Le rapprochement de tels propos nous a paru de nature à fournir une forme d'appréhension du trait concerné qui complète utilement l'énoncé de l'idée générale à laquelle ils renvoient.

¹ La plus grande part des entretiens de la première vague ont été réalisés par Frédéric Lefebvre et la plus grande part des entretiens de la seconde par Anda Djoehana.

Tant qu'il s'agissait de dégager ainsi ce fond commun de représentations, il n'a pas paru pertinent de spécifier qui s'exprime dans chacun des propos rapportés, mais le langage employé en dit souvent beaucoup sur qui s'exprime.

L'existence d'un tel fond commun de représentations n'empêche pas l'existence de multiples différences entre les personnes interrogées. D'une part on a d'énormes disparités de connaissances vis-à-vis du nucléaire en général et des déchets en particulier. D'autre part, comme bien des sondages l'ont déjà montré, on a une grande diversité d'opinions (vision plus ou moins favorable du nucléaire, croyance plus ou moins grande en la science, plus ou moins de confiance en l'Etat, etc.) et de sentiments (plus ou moins grande peur des déchets, formes différentes d'attachement à la nature, etc.). On a cherché à montrer comment ces divers niveaux de connaissance, opinions et sentiments pouvaient se combiner avec le fond commun de représentations que l'on observe simultanément.

La démarche adoptée, de par l'importance du travail d'analyse exigé pour chaque entretien, interdisait d'utiliser un échantillon de population de l'ordre de grandeur de ceux qui sont utilisés dans les sondages d'opinion. Il n'était donc pas possible d'estimer précisément, à partir de l'ensemble interrogé, le poids de tel ou tel élément (niveau de connaissance, opinion ou sentiment) dans la population globale. Toutefois, il a paru sensé de distinguer, qualitativement, quelques grandes catégories de configurations, de très minoritaires à quasi hégémoniques, en passant par des configurations représentant des minorités importantes, en nombre à peu près égales aux configurations contraires, ou confortablement majoritaires. Les observations faites, en la matière, lors de la première vague d'enquête ont été confirmées par les deux vagues suivantes, et on n'a aucune raison de penser qu'un élargissement de l'échantillon et une représentativité plus rigoureuse auraient conduit à des résultats radicalement différents.